

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12286 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

VENDREDI 27 JUILLET 1984

Qui piège qui au Nicaragua ?

Les sandinistes et M. Reagan peuvent être satisfaits. Il n'y aura pas d'élections dignes de ce nom, le 4 novembre, au Nicaragua. Les principaux partis d'opposition ont estimé en effet qu'ils n'avaient pas obtenu de garanties suffisantes pour participer au scrutin. Voilà donc le régime de Managua assuré du triomphe de ses candidats, et libre d'accuser ses opposants de dérobade. Voilà le président américain conforté dans son argumentation : après avoir reproché aux sandinistes de ne pas organiser d'élections, il pourra les accuser de n'en donner qu'un faux semblant.

L'opposition légale avait trouvé un excellent candidat pour disputer la présidence de la République à M. Daniel Ortega, le coordonnateur de la junte sandiniste. Il s'agissait de M. Arturo Cruz, un homme qui avait combattu la dictature de Somoza et fait partie du gouvernement révolutionnaire avant de le représenter comme ambassadeur à Washington jusqu'au jour où il a rompu avec lui, il y a deux ans. M. Cruz s'inscrivait de l'opposition des libertés dans son pays, mais il avait toujours refusé de rejoindre les « contras » qui tentent les armes à la main. C'est pourquoi Managua l'avait autorisé à rentrer d'exil ; ce qu'il avait fait, lundi dernier.

La Coordination démocratique, dont M. Cruz était le candidat, était aussi une opposition très représentative. Composée de quatre partis sociaux-démocrates ou sociaux-chrétiens, elle ne peut être qualifiée de « socialiste », et ses membres, d'ailleurs, agissent dans la légalité. Elle représente ceux — de plus en plus nombreux — qui sont en désaccord ou en rupture avec le régime, et dont la survie politique n'est possible que si s'instaure au Nicaragua ce qui n'existe pas actuellement : la séparation des pouvoirs et la liberté d'expression.

Les opposants demandaient la levée des mesures d'urgence décrétées au printemps de 1982 en réplique à l'agression des « contras », aidés par les États-Unis. Ils ne l'ont pratiquement pas obtenu. La censure continue de s'exercer et les autorités peuvent arguer de l'état de guerre pour continuer leurs arrestations sommaires et leur contrôle, étroit, de la population. Elles ont prolongé l'état d'urgence jusqu'en octobre, affronté une fois de plus l'Église, principale force de contestation, en expulsant récemment dix prêtres étrangers.

La Coordination démocratique demandait également qu'un « dialogue » s'engage avec tous les opposants, y compris avec ceux qui ont pris les armes. Les sandinistes ont refusé.

On ne manquera pas de prêter aux acteurs de la rupture annoncée le 25 juillet bien des arrière-pensées. Le gouvernement de Managua avait annoncé les élections quand il était inquiet : la CIA minait les ports du pays et les « contras » redoublaient d'audace. Pour gagner l'opinion internationale, il devait lui donner des gages. Aujourd'hui, ceux-ci semblent moins nécessaires : le minage a été abandonné, les organisations armées sont divisées ou incapables d'occuper durablement une partie du territoire. En outre, M. Reagan a dû cesser, du moins pour l'instant, son aide financière aux « contras ».

On pourra prétendre aussi que la Coordination démocratique, même sans l'état d'urgence, risquait de faire piètre figure dans le scrutin et qu'elle a trouvé un bon prétexte pour déclarer forfait. Mais ni ses dirigeants ni les sandinistes ne sont gagnants à pareil jeu. Les premiers parce qu'ils perdent leur légitimité. Les autres parce qu'ils n'assureront pas leur légitimité. Qui a piégé qui, au Nicaragua ?

Croissance plus harmonieuse de l'économie américaine

Détente sur le dollar après les déclarations rassurantes du président de la Banque centrale

La Réserve fédérale, banque centrale des États-Unis, n'a pas durci et ne durcira pas sa politique de crédit cette année, quitte à la durcir un peu l'année prochaine. L'inflation est jugulée, pour l'instant, la croissance très rapide de l'économie américaine devrait se ralentir au deuxième semestre 1984, et le déficit budgétaire devra être sensiblement réduit. Telle est la substance des déclarations que M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale (la FED) a faites mercredi 25 juillet devant le Congrès, à Washington.

Ces déclarations, impatiemment attendues par les milieux financiers internationaux et immédiatement répercutées sur tous les marchés financiers, ont été accueillies avec une certaine satisfaction. Elles confirment l'optimisme des affirmations faites par M. Volcker au début de l'année, et laissent espérer que la hausse des taux des prêts immobiliers, qui a été une confirmation officielle, plus crédible que les affirmations désemparées optimistes avancées auparavant par le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, dont le crédit est mince.

Ensuite, et le fait est capital, les autorités monétaires américaines ne vont pas freiner l'expansion de la masse monétaire en réduisant les

de longs mois, en effet, une personnalité autorisée et peu suspecte de partialité vis-à-vis du pouvoir, à savoir le tout-puissant président de la FED, rempart contre l'inflation et gardien vigilant de l'orthodoxie, a laissé entendre que la surchauffe de l'économie américaine, indéniable au premier semestre avec une croissance nette, hors inflation, de 10,1 % au premier trimestre et de 7,5 % au deuxième trimestre, sur une base annuelle, allait se ralentir.

On le soupçonnait déjà, avec l'annonce d'une contraction des commandes de biens durables en juin et un net freinage des dépenses de construction sous l'impact de la hausse des taux des prêts immobiliers : voilà donc une confirmation officielle, plus crédible que les affirmations désemparées optimistes avancées auparavant par le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, dont le crédit est mince.

Ensuite, et le fait est capital, les autorités monétaires américaines ne vont pas freiner l'expansion de la masse monétaire en réduisant les

objectifs de croissance précédemment fixés, révélant, ainsi, d'une manière inhabituelle mais d'un bien significatif, les décisions prises la semaine précédente par le comité fédéral de l'open market, dont les débats sont normalement tenus secrets pendant un certain temps.

La FED se contentera de diminuer de 1 % cette croissance en 1985, tenant compte du ralentissement de l'expansion. « Une nouvelle restriction de la croissance monétaire et du crédit ne semble pas appropriée », a précisé M. Volcker devant les parlementaires.

Comme cela a été indiqué précédemment, la réaction des marchés financiers a été immédiate, le dollar fléchissant, et les cours des obligations à long terme, qui étaient déprimés, se redressant vigoureusement. Depuis trois semaines, en effet, tous les marchés attendaient avec impatience la décision de la FED.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 14.)

Ouvrir la TV à l'opposition

M. Chaban-Delmas propose au gouvernement de réserver une soirée par semaine à ceux qui ne sont pas au pouvoir

Les récentes initiatives du président de la République et le discours d'« investiture » du nouveau premier ministre ont provoqué une double réaction dans les rangs de l'opposition. M. Alain Poher, président du Sénat, a pris nettement position mercredi 25 juillet contre la procédure référendaire entamée par M. Mitterrand en vue de réviser la Constitution. Il propose au chef de l'État d'utiliser l'autre moyen à sa disposition, « qui économiserait du temps et de l'argent » en convoquant fin août le congrès du Parlement. Le porte-parole du gouvernement, M. Roland Dumas, a aussitôt opposé une fin de non-recevoir à ce souhait. Mais le gouvernement est disposé à collaborer avec le Sénat pour améliorer son projet (lire l'article de Anne Chassebois).

M. Jacques Chaban-Delmas, ancien premier ministre, député RPR de la Gironde, qui a été sensible à certains aspects de la nouvelle politique énoncée par M. Fabius, lui propose un « état de crédibilité ». L'ancien président de l'Assemblée nationale, inventeur en 1969 de la « nouvelle société », suggère ci-dessous qu'une soirée par semaine une chaîne de télévision laisse la parole « en toute liberté » à l'opposition.

La fenêtre

par JACQUES CHABAN-DELMAS (*)

À mon banc de député, l'éclatant avec toute l'attention qu'elle méritait la déclaration gouvernementale de M. Laurent Fabius. Comme d'instinct, j'étais conduit à établir sinon des comparaisons, du moins des rapports avec mon expérience de premier ministre appelé à tracer les lignes de l'avenir qu'il conçoit, au nom du gouvernement et sous l'égide du président de la République.

Dans cette déclaration d'un homme paraissant embrasser d'un même mouvement ses responsabilités nouvelles et la nécessité de la tolérance, je retrouvais, comme autant d'échos familiers, le double souci de compétitivité économique et d'action sociale, l'invitation à relancer la politique contractuelle, l'affirmation que les libertés ne vont pas sans l'équité, et, pour finir, l'appel au rassemblement des Français présentés comme indispensables. L'engagement initial et final, de dire la vérité à nos concitoyens m'est apparu comme un nouveau ricochet de l'élan impulsé, voici trente ans, par Pierre Mendès France, et qui semble rebondir chaque quinze ans.

Tout cela est bel et bon, diront-ils, mais comment le faire ? Je n'ai pas ici la mauvaise grâce d'énumérer les points de divergence relevés dans un texte sur fond politique différent du mien, ni de souligner l'absence de

réponses à la question essentielle : dans quel type de société allons-nous vivre et voir s'épanouir nos enfants ? C'est à ses actions que l'on juge un gouvernement.

Une phrase pourtant dans cette déclaration nous interpelle dès à présent : « Je convie tous les Français sans distinction à participer à cette tâche. » Une intention aussi forte ne peut attendre, elle, d'être prouvée. Pour être efficace, un gouvernement doit être crédible, et les Français doivent avoir le sentiment que ceux qui les dirigent font ce qu'ils annoncent.

En 1989, j'ai eu affaire à ce problème. Pour obtenir la plus large confiance de nos compatriotes, un test de crédibilité s'est alors présenté et beaucoup s'est joué sur lui : la liberté entière donnée à l'information dans chacune des deux chaînes de télévision d'État, et, plus précisément, la nomination d'un professionnel avéré — dont les capacités sont toujours reconnues et employées — et qui ne passait pas pour être à la dévotion du pouvoir.

Aujourd'hui, le problème se retrouve : dépasser ce clivage inévitable au régime démocratique, entre majorité et opposition.

(*) Ancien premier ministre.

(Lire la suite page 8.)

L'imbroglie politique en Israël

De notre correspondant

Jérusalem. — Les grandes manœuvres post-électorales ont commencé. Au lendemain d'un scrutin législatif au verdict ambigu, les hommes politiques israéliens vont tenter de construire dans le secret des états-majors ce que la volonté populaire n'a pas permis d'ébaucher : un gouvernement viable. Leur tâche s'annonce laborieuse. Transactions souterraines, longs déjeuners en tête à tête, avertissements, promesses, surenchères : ces menus événements qui font les délices de tout régime parlementaire rythmeront dans les prochaines semaines la chronique quotidienne d'Israël.

Entretiens et déclarations vont déjà bon train. Pourtant on voit mal a priori comment les dirigeants du Likoud et de l'opposition travailliste pourront dénouer l'actuel imbroglie.

Dans la procédure à venir, le rôle-clé reviendra au président de l'État, M. Haim Herzog. C'est d'ailleurs le seul moment où ce personnage aux attributions surtout décoratives est amené à exercer une fonction hautement politique. Il aura pour mission de charger le chef de parti de son choix — en l'occurrence soit M. Shamir soit M. Pèrès — de mettre sur pied un cabinet de coalition apte à gouverner. Il n'a pas à justifier sa décision, dont il est seul maître. Sa préférence ira à celui qui est, à ses yeux, le mieux placé pour réussir.

Avant de fixer son choix, il consultera les responsables de toutes les formations représentées dans la prochaine Knesset. M. Herzog ne commencera sans doute pas ses entretiens avant mardi car il préférera attendre la publication des résultats officiels et définitifs des élections. Il reste à savoir en effet si le vote des militaires, dont le décompte a pris quelques jours, ne modifiera pas légèrement l'équilibre des forces qui s'est dégagé des urnes. Ce retard est dû à la fois à des

raisons techniques et de sécurité. Les autorités ne veulent pas, lors de la publication des résultats électoraux, faire apparaître séparément le vote des militaires, ce qui révélerait le nombre des Israéliens sous les drapeaux. Le Likoud et le parti d'extrême droite Tchiya espèrent cependant décrocher un siège supplémentaire grâce au vote des soldats. Comme le sort de toute coalition risque de se jouer à un ou deux mandats près, ce dernier résultat n'est pas indifférent. Il devait être connu jeudi 26 juillet.

Le premier ministre pressenti par M. Herzog aura droit à deux « tours de piste » de vingt et un jours chacun. S'il n'arrive pas à ses fins, son adversaire prendra le relais. En cas

d'échec patent, le président pourrait demander à la Knesset de s'autodissoudre. En attendant, le gouvernement sortant de M. Shamir restera en place sans pouvoir être réévalué. Le premier ministre et son adversaire n'étant assurés initialement d'aucune majorité parlementaire, la période de transition pourrait se prolonger une partie de l'été.

Pendant la nuit des élections, M. Shamir avait déclaré que le Likoud serait à même de former un gouvernement. Ce n'est pas évident. Il peut compter pour l'instant sur le probable soutien de Tchiya et des quatre partis religieux : le Parti national religieux (PNR), Agoudat Israël, Shas et Morasha.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(Lire la suite page 4.)

Alain Poher ou le pouvoir imprévu

par ANDRÉ PASSERON

« Nous ne sommes pas morts puisque nous pouvons encore dériver ! » Cette exclamation énigmatique de l'ancien ministre de de Gaulle André Diehlheim, au début de la IV^e République, où les parlementaires gaullistes du RPF se flattaient — malgré leur faiblesse — de pouvoir renverser les gouvernements, M. Alain Poher, actuel président du Sénat, la reprendrait pas à son compte car elle ne correspond pas à son tempérament.

Et pourtant ! Quel homme politique ne se sentirait pas gâté d'avoir entre ses mains le moyen de renverser à sa guise la procédure parlementaire, de bloquer l'institution, de dicter sa loi au pouvoir, de tenir à sa merci la majorité du Palais-Bourbon, et même de faire reculer l'Élysée ? Quelle griserie de tirer ainsi les ficelles sans qu'il y paraisse, sauf aux yeux des initiés ! N'est-ce pas cependant ce qui arrive à ce curieux homme effacé qui préside, depuis 1968, la Haute Assemblée, où il a été élu un peu fortuitement pour succéder à M. Gaston Monnerville, qui occupait ce fauteuil depuis la fin de la guerre ?

En est-il devenu pour le Sénat de la V^e République une tradition que de s'affronter à l'Élysée ? À l'automne 1962, M. Gaston Monnerville s'opposa en vain au référendum de de Gaulle destiné à élire le président de la République au suffrage universel. Son réquisitoire contre la « forfaiture » entraîna toute la classe politique ou presque, et trouble une fraction suffisante de députés, qui se joignirent à l'opposition pour renverser le gouvernement Pompidou.

En 1969, M. Alain Poher prend le relais, en s'insurgeant contre un autre référendum gaullien qui aurait réduit les pouvoirs législatifs du Sénat, entreprenant — mais sans succès — une campagne à travers le pays qui se traduisit par le rejet du projet et entraîna le départ de de Gaulle. En place depuis à peine plus d'un an, discret, modeste, presque obscur, M. Poher a fait mieux que son éloquent, disert et arrogant prédécesseur.

Aujourd'hui, troisième raidissement anti-Élysée de la Haute Assemblée, qui s'apparente à la fois, mais en partie seulement, aux deux précédentes révoltes sénatoriales. La réticence du Sénat face à l'actuelle initiative du chef de l'État n'a pas la tonitruance ni l'insolence hautaine exprimées par M. Monnerville il y a vingt-deux ans. Elle n'a pas non plus (ou pas encore) pris l'allure d'une campagne nationale contre un homme, campagne dans laquelle, en 1969, presque tous les sénateurs avaient joué le rôle efficace de relais d'opinion, ou plus précisément d'agents électoraux antigauillistes.

L'originalité de la situation actuelle tient essentiellement au tempérament de M. Poher, au paradoxe qu'il incarne dans sa personne, à l'homme politique qu'il est devenu.

En fait, M. Alain Poher est à lui seul un pouvoir méconnu. On serait tenté de dire qu'il est

une institution particulière de la V^e République que les constituants n'avaient pas prévue. Il a fait du grand conseil des communes de France, réputé pour sa sagesse et connu pour sa torpeur, un mécanisme qu'il est seul à bien connaître et qui pour les autres ressemble à une bien drôle de machine.

M. Poher n'est-il pas le seul élu de haut rang à avoir obtenu un mandat ininterrompu sous les quatre présidents qui ont dirigé la République depuis la fin de la IV^e ? N'est-il pas le seul en dehors de ces derniers à avoir exercé la fonction de chef de l'État à deux reprises, lorsqu'il a assuré à l'Élysée l'intérim de de Gaulle après sa démission de 1959, et celui de Georges Pompidou lors de son décès en 1974 ?

À l'épreuve du pouvoir — même épisodique — M. Poher a pris, comme on dit, de l'habitude. Sa composition souriante et sa discrétion spontanée n'ont pas atténué ses convictions républicaines. Ni sa foi dans l'utilité du bicamérisme. Fort du soutien de ses pairs, il n'en est apparu que plus puissant et plus redouté par les autres pouvoirs. L'actuelle opposition entoure de respect le maître de ce bastion de résistance à la gauche qu'est devenu le Sénat.

M. Chirac, oubliant les antiques préventions des gaullistes envers la Haute Assemblée et l'aversion ancienne contre cet européen chrétien-démocrate d'après-guerre, multiplie ses préférences, le consulte fréquemment, le convie en tête de marche. M. Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, devenu lui-même plus « sénateur » que nature, ne tarit pas d'éloges sur ses qualités et fait déjà campagne pour sa réélection au fauteuil en 1986. Les propres amis politiques de M. Poher, centristes et indépendants de toutes nuances, se sentent contraints de réprimer leurs ambitions.

(Lire la suite page 7.)

DANS « LE MONDE DES LIVRES »

● Intellectuels et artistes face à l'Occupation

le feuilleton de BERTRAND POIROT-DELPECH

● Le souvenir de Georges Perec

les articles de JACQUELINE PIATIER et CLAUDE BURGELIN

PAGES 13 A 15

Opium du peuple et guerre olympique

EN cette période de tempêtes politiques et de crise économique, le spectacle sportif constitue une forme massive de ces « communions magiques » dont parle Pierre Bourdieu. Le consensus national et l'unanimité nationaliste représentent les symptômes les plus inquiétants de la religion sportive dominante qui, comme toutes les autres religions, interdit l'hérésie de ceux qui brisent les illusions sans avoir dénoncé les mystifications des adeptes de l'idée olympique.

Il existe un messianisme et un fanatisme sportifs aussi dangereux que l'esprit de croisade ou la réaction islamique. Les formes sont différentes, les mobiles sont identiques : la conquête des âmes, l'adhésion aveugle, l'intolérance, les mobilisations paranoïques, les identifications collectives mythiques. La sportivité télévisuelle du pays mobilise dans une même « union sacrée » des millions de croyants en overdose critique. L'opium du peuple n'est pas forcément celui que l'on croit dans le camp laïque...

Impunité sportive ou droits de l'homme ?

Le sport-spectacle est un des aspects majeurs de la « chiorformisation des esprits » critiquée naguère par H.-M. Enzensberger. Il constitue une diversion sociale, une machine à exotisme et à évasion, un système de manipulation de l'opinion publique. La finale du championnat d'Europe de football entre la France et l'Espagne a en tout cas la triste démonstration.

Combien d'intellectuels et de responsables politiques ont, même timidement, dénoncé les passions revanchardes (l'effort Schmeichel), les hystéries xénophobes, les fureurs chauvines, les violences basées sur des légendes par certains médias, les mobilisations archaïques, infantiles des aficionados et autres mordus de football ? Combien ont osé briser le charme grisant, stupéfiant au sens fort du terme, de ce narcotique des

par MICHEL CAILLAT et JEAN-MARIE BROHM (*)

tempa modernes, manifestations parmi les plus spectaculaires de l'irrationnel contemporain que sociologues et philosophes traquent partout, sauf là où il s'exprime en toute impunité ? L'aliénation du sport-spectacle entraîne des conduites régressives, réactionnaires, des attitudes racistes, sexistes et des actes de brutalité inqualifiables. L'abus des droits de l'homme s'arrêterait-elle aux portes de ces « enceintes magiques » que sont les stades ?

Dans un message radiodiffusé de Berlin le 4 août 1936 par l'appareil de propagande nazie, Coubertin fixa pour la postérité les « bases philosophiques de l'olympisme moderne » en codifiant le culte sportif et les dogmes officiels : « La première caractéristique essentielle de l'olympisme ancien aussi bien que de l'olympisme moderne, c'est d'être une religion. En faisant son corps par l'exercice (...) l'athlète antique honorait les dieux ». En faisant de même, l'athlète moderne exalte sa patrie, sa race, son drapeau. J'estime donc avoir eu raison de restaurer dès le principe, autour de l'olympisme rénové, un sentiment religieux transformé. » (L'idée olympique, Karl Hofmann, Stuttgart, 1967, p. 129.)

Tous les quatre ans, malgré les crises, les boycotts, les scandales, les chantages politico-sportifs, l'idée olympique, cette « idée vieille de deux mille ans », selon l'expression de Coubertin, refait surface et ranime la « flamme », symbole de paix, de fraternité, d'amitié, de trêve et de fête. Tel est le discours immuable. Toutes les forces politiques commencent dans le mythe olympique, et le consensus sportif déchaîne les propos les plus mystificateurs sur l'idéal olympique. M^{me} Monique Bariloux, directrice du CIO, écrit par exemple : « Oui, l'esprit olympique existe. Dieu veuille qu'il subsiste. L'éthique olympique est lumineuse et tranchante. » (Message olympique, n° 6, Lausanne, décembre 1983, p. 40.)

Le clivage est tel aujourd'hui entre la charte olympique, ses idéaux proclamés (auxquels se sont ralliés des personnalités comme Hitler, Franco, Staline ou Coe) d'une part, et l'institution olympique, ses intérêts économiques, ses interventions politiques d'autre part, qu'il faut une bonne dose de naïveté, de cynisme ou de mauvaise foi pour continuer à affirmer la valeur « humaniste » de l'olympisme.

La charte des Jeux et les misères du monde

Qui peut croire un seul instant que le mouvement olympique contribue à « construire un monde meilleur et plus pacifique » (règle 1 de la charte, p. 6), alors que les Jeux ne sont qu'une arme parmi d'autres dans les stratégies militaires, diplomatiques et idéologiques des grandes puissances impérialistes ? Est-il décent de parler de « trêve olympique » quand d'innombrables guerres, massacres et génocides ensanglantent une planète en proie à la famine, l'analphabétisme et la mortalité infantile, et quand les Jeux, loin de rapprocher les peuples, exacerbent les affrontements entre puissances nationales et les confrontations entre idéologies ?

Ar-t-on le droit d'évoquer le « rassemblement pacifique de la jeunesse » quand les trois quarts au moins des délégations en « mission officielle » représentant des Etats policiers ou des pays qui bafouent les droits de l'homme et les libertés démocratiques ? Comme à Moscou en 1980, on verra à Los Angeles pourquoi ces couleurs d'Etat-bouches, le tout au nom de la fraternité ! L'absence de l'Afrique du Sud n'est qu'un alibi de plus pour le CIO, qui a jugé la Corée du Sud digne d'accueillir les Jeux en 1988 !

Peut-on soutenir que « les Jeux olympiques ne sont pas des compétitions entre nations » et que « les classements par pays n'ont aucune valeur » (règle 67 de la Charte,

p. 36) alors que la course aux médailles menée par les laboratoires de recherche et les centres d'entraînement est devenue une industrie d'Etat, à l'Ouest comme à l'Est, et que les décomptes de médailles sont présentés comme autant de bulletins de victoires ?

Est-il sérieux d'évoquer la « fête et la culture » alors que les cérémonies olympiques ne sont plus, depuis longtemps, que de vastes foires commerciales quadrillées par d'innombrables forces de sécurité et que les enceintes olympiques sont surveillées comme des terrains militaires ? Ne faudrait-il pas, plutôt, parler de militarisation olympique de la jeunesse ? Qui peut sans honte invoquer la pureté et l'honnêteté quand chacun sait que le dopage est devenu une épidémie dans tous les sports et que les athlètes sont soumis à toutes sortes de manipulations médicales et psychologiques ?

On ne peut manquer enfin de sourire en apprenant que « nul n'est autorisé à tirer profit des Jeux olympiques » (Charte, p. 74). Les multinationales vont en effet tirer de substantiels profits à Los Angeles, où le show olympique sera organisé à 100 % par le capital privé. Les Jeux californiens — instrument de propagande de l'administration Reagan — seront « une vitrine de la libre entreprise » et du capitalisme, même si ce n'est pas le but initial, comme l'a déclaré le principal organisateur, Peter Ueberroth (AFP, 8 décembre 1982).

« L'olympisme est une grande machine silencieuse dont les rouages ne grincent pas », écrivait Coubertin en 1920. Les forces progressistes se doivent de déconstruire les mécanismes de cette entreprise qui a déjà produit Berlin 1936 et Moscou 1980. Il reste aussi aux intellectuels à briser un silence complice et à dénoncer la mystification olympique.

(*) Rédacteurs de la revue *Quelques* : auteurs de *L'Empire football*, *Enfants et documentation internationale*, Paris, 1982, et *Des Jeux de l'olympisme*, La Découverte, Paris, 1984.

LU

« 250 MILLIONS DE SCOUTS », de László Nagy

« Toujours prêts » depuis 77 ans

SEIZE millions de garçons adhèrent au scoutisme dans cent dix-huit pays. Pour expliquer ce phénomène, László Nagy, secrétaire de l'organisation mondiale du mouvement scout, a choisi de retourner aux sources en retraçant l'histoire de Baden Powell — « B. P. » pour les intimes — fondateur du plus grand mouvement de jeunesse du monde. C'est l'aspect le plus intéressant de son ouvrage intitulé *250 millions de scouts* (chiffre approximatif du nombre d'adhésifs du scoutisme depuis sa fondation), qui développe par ailleurs l'histoire intérieure et quelque peu administrative du mouvement.

La couleur kaila a disparu depuis longtemps des uniformes scouts dans la plupart des pays. Pourtant le scoutisme est né au début de ce siècle dans l'esprit d'un général de l'armée coloniale britannique qui avait guerroyé aux quatre coins de l'Empire, des Indes à l'Afrique du Sud en passant par l'Afghanistan. Au service de la reine Victoria, l'officier Baden Powell se fit remarquer en perfectionnant une branche négligée de l'instruction militaire, le *scouting*, sorte d'espionnage pratique pendant les combats par des éléments — les éclaireurs — qui y vont eux-mêmes engagés. Les éclaireurs formés par Baden Powell s'illustrèrent au siège de Mafeking (1898) en pleine guerre contre les Boers.

Fort de son prestige, le futur fondateur du scoutisme est mis à la tête d'un corps spécial de pacification de dix mille hommes chargé de ramener l'ordre colonial dans tout le Sud africain. B. P. forme à sa manière cette sorte de légion étrangère en développant chez ses soldats le sens de l'initiative au détriment des ordres directs, allant jusqu'à dessiner lui-même un uniforme original : chemise kaila ornée d'insignes non réglementaires et chapeau à bords plats frappé des

initiales du chef. Le prototype du « boy-scout » ainsi créé est perfectionné lorsque Baden Powell, revenu à la vie civile à cinquante ans, converti à ses principes une organisation de jeunes anglaises parvenues à l'âge adulte, crée le mouvement des guides.

En 1907, voici donc soixante-dix-sept ans, il lance une vingtaine d'adolescents londoniens sur une « inhospitalière » île pour leur comportement face à la nature. *Scouting for boys* traduit par *Eclaireurs en français*, premier manifeste du scoutisme, résumera l'année suivante son projet, celui d'une auto-éducation des jeunes garçons par la pratique d'activités de plein air. Les principes de l'uniforme « pour masquer les différences », du chef choisi par les membres de la troupe et de la fidélité à la « loi » allaient faire fortune, en imprégnant d'abord des organisations de jeunesse anglaises existantes, avant de donner naissance à un mouvement autonome anglo-saxon, puis mondial.

László Nagy raconte en détail l'ascension, presque irrésistible du scoutisme — ouvert aux filles en 1910 avec le guidisme — et sa confrontation avec les régimes totalitaires, qui s'en sont parfois inspirés après l'avoir interdit. Il fait aussi allusion, trop discrètement sans doute, à la décadence du scoutisme catholique et à la normalisation des rapports entre l'Eglise et le mouvement scout après une rencontre entre B. P. et le pape Pie XI. Aujourd'hui, le scoutisme mondial a changé, explique l'auteur. La récession des effectifs en Europe et aux Etats-Unis, enregistrée dans les années 70, a été largement compensée par l'expansion des pays du tiers-monde, à présent majoritaires.

DANIEL JUNQUIA.

* 250 millions de scouts, éditions Pierre-Marcel Faure, Lausanne.

LETTRES AU Monde

Le « génocide de 1915 »

C'est avec une vive émotion que j'ai pris connaissance, dans votre numéro du 18 juillet, non pas des réactions de la communauté arménienne, mais de l'attitude de votre journal.

Que le Monde titre une nouvelle concernant la mission de l'envoyé spécial du président de la République « Le génocide de 1915 » n'est pas seulement regrettable, mais également symptomatique. Car cela montre que même un journal aussi impartial que le vôtre ne se débarrasse pas facilement des préjugés, pour ne pas dire des erreurs historiques.

Votre titre — permettez-moi de l'exprimer avec franchise, — tout à fait inutile, n'est qu'un exemple de plus pour illustrer les difficultés de la mission de M. Manac'h. En effet, comment voulez-vous continuer à dissiper les nuages entre nos pays, si le Monde appuie implicitement, par un titre malencontreux, les allégations arméniennes ?

S. BAKKALBASI,
conseiller de presse
de l'ambassade de Turquie.

L'institut atlantique

L'institut atlantique des affaires internationales a été victime, le 12 juillet dernier, d'un attentat revendiqué par Action directe. Afin d'éviter toute confusion, je tiens à définir brièvement les buts et les activités de notre organisation. L'institut n'est pas malgré son nom — inféodé à l'OTAN — comme l'affirme Action directe. C'est un organisme privé et indépendant d'étude et de recherche. Créé en 1961 pour encourager une meilleure compréhension entre les Etats-Unis et l'Europe, il a évolué avec le monde en général. En fait le centre d'activité de l'institut est devenu le monde de l'OCDE, y compris entre autres le Japon.

Les objectifs de l'institut sont d'établir de meilleures communi-

cations entre pays d'intérêts communs, d'analyser et d'étudier les problèmes et les différends les concernant et de rechercher des possibilités de solution. Les activités de l'institut sont dirigées dans deux directions essentielles : la sécurité et à l'équilibre du monde occidental, l'économie et la défense.

Le financement des travaux et des recherches de l'institut provient de deux sources différentes : les grandes fondations européennes et américaines ; les redevances annuelles de quelque deux cents membres participants, pour la plupart des entreprises privées des pays de l'OCDE. Le directeur général de l'institut est traditionnellement un ancien diplomate américain. Le président du conseil des gouverneurs est toujours un Européen.

A. DE SEGONZAC,
LAAL.

Je voterai non

Membre du Parti socialiste depuis la campagne des élections législatives de 1973, l'exercice, en rapport avec cette adhésion, des activités, que j'ai acceptées sans les avoir sollicitées.

Si le référendum proposé le 12 juillet par le président de la République a lieu, et, dans l'état actuel des choses, je voterai non.

Vous pouvez publier ma lettre avec mon nom et mon adresse.

JEAN MOLLIER
(Villeneuve).

Bien du peuple et souhait du peuple

L'unique différence entre référendum et législatives, c'est le suffrage universel au sens fort : la démocratie directe, celle-là même où chaque citoyen se prononce sur chaque sujet à tout moment comme l'aurait souhaité J.-J. Rousseau.

La démocratie sans référendum : un nouveau règne d'une aristocratie d'un genre nouveau : les politiques.

Le référendum menacerait des libertés comme le droit de grève des fonctionnaires, libertés chèrement acquises par les corps intermédiaires de politiques propres à prendre des décisions éclairées, hardies et novatrices à la place du peuple.

Déjà, au rétablissement du suffrage universel sous la II^e République, on objectait les mêmes griefs : le peuple n'est pas assez grand pour se gouverner seul ; que vaut un Thénardier en face d'un Thiers ou d'un Chateaubriand ?

Aujourd'hui comme hier, il faut faire le bien du peuple contre lui-même et le rendre heureux malgré lui.

Soit ! Mais qu'est-ce que le bien en démocratie, sinon le souhait du peuple ?

QUENTIN LATOUR
(Landeriville).

L'histoire ne se répète pas ?

Liberté et référendum, liberté et plébiscite, la source de controverses n'est pas nouvelle.

Le 8 mai 1870, Napoléon III, en mal de légitimité, provoque un plébiscite sur la question suivante : « Le peuple approuve les réformes libérales opérées dans la Constitution depuis 1860 par l'empereur. »

Question habile qui embarrasse et scinde l'opposition, car comment

soutenir l'évolution libérale sans du même coup plébisciter l'empereur, présent comme le principal responsable de cette évolution ?

Tandis que les plus extrémistes des républicains se prononcent pour l'abstention, les autres penchent pour le non.

Le 8 mai 1870, les oui sont 7350000 contre 1538000 non. L'empire est consolidé.

En septembre 1984, F. Mitterrand, en mal de légitimité, provoque un référendum sur...

Et dire que l'histoire ne se répète pas !

E.H. SAINT-SIMON
(Saint-Germain-en-Laye).

La diversion

Avant que le corps électoral n'approuve massivement le projet d'extension du référendum législatif (art. 11) annoncé par le chef de l'Etat, il est permis de se demander en quoi la démocratie pourra sortir gagnante de cette réforme.

L'article 11 actuel et, vraisemblablement celui qui résultera de la révision de septembre, fait du président de la République le seul véritable initiateur de la procédure référendaire.

Il est donc invitable que chacune de ces consultations se transforme en une « question de confiance » adressée au peuple et cela, même si le chef de l'Etat affirme se tenir en retrait, comme en témoigne le référendum du 23 avril 1972.

Certains se féliciteront de l'extension d'une procédure qui permet au président, dans le cadre d'un mandat trop long, de vérifier ou de renouveler sa légitimité.

C'est passer sous silence les graves inconvénients qui s'attachent à de telles consultations et que la révision prévue ne fera qu'aggraver.

En premier lieu, dans la mesure où la plupart des lois affectent de près ou de loin une liberté publique

soit qu'elles l'étendent, soient qu'elles la restreignent, le chef de l'Etat dispose, plus que jamais, d'un véritable pouvoir discrétionnaire pour recourir à un référendum.

D'autre part, le débat de fond sur le texte soumis aux citoyens à toutes chances d'être escamoté. L'adoption ou le rejet de réformes décisives qui pourront concerner les libertés publiques dépendront en partie de la cote de popularité des gouvernants. On conviendra que la démocratie n'en sort pas gagnante.

Enfin, si concernant un texte technique (organisation des pouvoirs publics, ratification d'un traité) un éventuel échec ne pourrait qu'affaiblir la situation de président, on peut craindre que sur un objet aussi déterminant que les libertés publiques, il ne la compromette sans retour.

Notre propos de cet article n'est pas de proposer au président de la République de ne pas recourir au référendum, mais de lui suggérer de ne pas l'utiliser pour des questions de fond. Le référendum doit rester une procédure exceptionnelle, réservée aux questions de principe, et non pas un moyen de gouvernement.

PIERRE HUMBERT
(Landeriville, Gap).

Un message de Hollande

Chère Rédaction,
Permettez-moi, messieurs, par l'occasion du 14 juillet, de féliciter tous les Français, avec ce jour.

Messieurs, je vous prie d'accepter l'expression de ma bonne amitié pour la France.

F.-J. VETVEST
(Bergen-op-Zoom, Hollande).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75217 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER		ABONNEMENTS			
		3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
Algerie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 300 fr.; Allemagne, 1,70 DM; Australie, 17 a\$; Belgique, 28 fr.; Canada, 1,20 \$; Côte d'Ivoire, 300 F CFA; Danemark, 7,80 kr.; Espagne, 110 pes.; E.-U., 1 \$; G.-B., 55 p.; Grèce, 85 dr.; Irlande, 85 p.; Italie, 1.500 L.; Liban, 375 p.; Litua, 0,950 Lt.; Luxembourg, 28 fr.; Norvège, 8,00 kr.; Pays-Bas, 1,75 fl.; Portugal, 85 esc.; Suède, 300 F CFA; Suisse, 720 fr.; Thaïlande, 1,20 \$; Turquie, 110 ml.					
Édité par la S.A.R.L. Le Monde					
Gérant : André Laurens, directeur de la publication					
Anciens directeurs : Hubert Bourde-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)					
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration					
Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437 ISSN : 0395-2037					

FRANCE
341 F 605 F 839 F 1080 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
661 F 1245 F 1819 F 2360 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
381 F 685 F 979 F 1240 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1197 F 1530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (ou par virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

مكتبة الشاذلي

AFRIQUE

Le Sénégal, bourse plate...

II. - Ces messieurs du FMI...

De notre envoyé spécial LAURENT ZECCHINI

Une sorte de désenchantement domine le climat politique au Sénégal. Les aspirations au changement qui ne sont exprimées lors de la succession de M. Senghor, un moment satisfait par quelques décisions significatives, se heurtent aujourd'hui aux contraintes d'une politique d'austérité qui impose une crise économique profonde.

Encore mal remis d'une réorganisation interne, le Parti socialiste ne joue plus tout à fait son rôle de « relais », auprès de l'opinion, des décisions de l'exécutif. L'opposition, affaiblie et divisée, ne parvient pas à proposer des thèmes mobilisateurs (le Monde du 26 juillet).

Diamas. - Les eaux boueuses du Fleuve ne transportent plus guère que des pigments. Jadis, les chroniqueurs arabes le comparaient au Nil : il était lui aussi le « don ». Le Sénégal, aujourd'hui, les terres du jerry (non recouvertes par les crues) offrent un spectacle sans vie, racornies, comme toute la région sahélienne, par une sécheresse persistante. Saint-Louis, la plus ancienne ville francophone du continent, asphyxiée, paraît confinée dans la nostalgie de son glorieux passé.

La remédiation du Fleuve, qui concerne aussi la Mauritanie et le Mali, constitue sans doute le meilleur pari de développement pour le Sénégal, bien que tardif. Un pari de 800 milliards de francs CFA (1). La première étape du projet de l'OMVS (Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal) concerne les barrages de Manantali et Diamas. Leur coût est évalué à 200 milliards de francs CFA. A long terme, le potentiel irrigable devrait passer de 23 000 hectares actuellement à 375 000 hectares, dont 240 000 au Sénégal. Le barrage de régulation de Diamas va permettre de lutter contre la remontée, en période de basses eaux, de la langue salée sur près de 200 kilomètres. Si le calendrier est respecté, en août 1986, environ 120 000 hectares pourront être irrigués en cas de pluie. Trois ans plus tard, une agriculture intensive devrait permettre une double récolte annuelle. Encore faudrait-il que la logistique suive... Or, en ce qui concerne l'après-barrage - qui devrait déjà avoir commencé - c'est encore l'inconnu, notamment à propos du financement, des infrastructures et de la formation des hommes. La vallée du bassin est une région où la densité de population est faible. Aussi, comme l'indique M. Bator Diop, ministre de l'Agriculture, il est d'ores et déjà prévu d'y réinsérer les immigrés à qui la France « suggère » de rentrer au pays et qui, pour la plupart, sont originaires de cette région.

Le Fleuve devrait donc jouer un rôle essentiel pour résoudre le problème de l'insuffisance alimentaire et combattre la désertification. En théorie, du moins : faute de pluie, il n'y a pas eu de crue en 1983... De plus, la période de soudure sera longue. D'ici là, il est à craindre que le Sénégal ne soit pas sorti d'une crise économique profonde, parce que structurelle.

« Notre pouvoir de négociation n'est pas aussi important que celui du FMI », l'auteur de cette lettre, M. Mamadou Touré, sait de quoi il parle : ministre des finances, c'est un ancien expert du Fonds monétaire international. Son rôle se borne-t-il à « gérer le programme » de cette organisation internationale, comme l'affirme un sociologue de Dakar ? M. Touré a beau avoir une réputation de compétence et de rigueur, celle-ci ne suffit pas : sans une aide internationale massive (2), l'Etat sénégalais serait proche de la faillite. Depuis 1981, le gouvernement s'est cependant engagé dans une politique volontariste d'assainissement. Le 19 août dernier, le président Abdou Diouf a annoncé à ses conseillers des mesures drastiques d'économie : augmentation du prix du riz, du sucre, de l'huile et des produits pétroliers, retenue supplémentaire de 10 F par kilo d'arachide vendu et réduction de la distribution de semences.

Dans l'ensemble, ce plan d'austérité a donné de bons résultats. Les experts du FMI, qui en sont à l'origine, ont constaté en juin dernier : l'augmentation des effectifs de la fonction publique (maladie sénégalaise par excellence) s'est limitée à 1,7 % et les salaires n'ont pas été augmentés ; la rentrée des recettes fiscales a été convenable, de même que l'assainissement des comptes de la Caisse de péréquation et de stabilisation des prix ; les dépenses en matériel ont été contrôlées et le déficit de 1983 de la filière arachidière peu près complètement résorbé. MM. Abdou Diouf et Mamadou Touré s'attendaient donc, de la part du FMI, sinon à un succès, du

moins à un répit pour la période 1984-1985. Tel n'est pas le cas. Un nouveau « tour de vis » est recommandé : augmentation de 130 F à 150 F du prix du kilo de riz, de 300 F à 400 F du litre d'huile importée et de 400 F à 600 F du litre d'huile d'arachide. Un moment envisagé, une augmentation du prix du pain serait abandonnée.

Le « syndrome tunisien »

Le pain, le riz, l'huile, peu importe... Ce qui est sûr, c'est que les autorités sénégalaises commencent à être victimes du « syndrome tunisien », et à craindre une explosion sociale. Ils ont donc fait savoir que, consentir à ces nouvelles augmentations sans un relèvement des salaires, serait, politiquement, intenable. Le gouvernement français a été discrètement sollicité pour intervenir auprès du FMI.

Le produit attendu d'une augmentation du riz, de 140 F à 150 F le kilo (4,5 milliards de francs CFA), mais l'insistance du FMI se contredit, dans la mesure où le riz est le symbole du déséquilibre de l'économie sénégalaise : 400 000 tonnes sont importées annuellement de Thaïlande. Or le riz produit en Casamance et dans la région du Fleuve revient à 150 F le kilo, contre 95 F pour le riz importé. Comme les deux sont vendus au consommateur au même prix (130 F), cela signifie que des subventions massives pour le riz « national » sont nécessaires. De plus, cette situation est aggravée par des facteurs proprement sénégalais. En milieu urbain, la consommation de riz va en augmentant, au détriment de la nourriture traditionnelle qui est le mil. Celui-ci - non moulu - se vend de 140 F à 150 F le kilo. Mais pour préparer le couscous, plat traditionnel du soir, il faut de la farine. Comme on voit mal les Dakarais piler le mil, comme en brousse, le mil moulu a de nombreux acheteurs - au prix de 160 F le kilo. Dans les deux cas, le riz est donc plus compétitif. L'erreur, indique M. Bator Diop, serait de croire que pour le jour nous pourrions nous suffire en riz. Il faut, au contraire, parvenir à transformer suffisamment notre céréale locale pour la rendre accessible au citoyen et réduire ainsi nos importations de riz.

L'arachide ? Etroitement dépendante de la pluviométrie et des cours mondiaux, elle reste la base de l'activité économique du pays (20 % à 35 % des exportations selon les années). La production de la campagne 1983-1984 sera inférieure de près de la moitié à celle de l'exercice précédent, où, pour la première fois depuis six ans, elle avait dépassé le million de tonnes. Globalement, le déficit céréalier atteint environ 300 000 tonnes. Hormis les secteurs de la pêche et du tourisme, qui se portent bien, les autres ressources du Sénégal sont faibles ou aléatoires : or de Sabodala, fer de Falmé, tourbes des Niayes, recherche de lignites et de pétrole, phosphates de Matam. La SONAFOR (Société nationale de forages) est un bon exemple de réussite, mais les ICS (Industries chimiques du Sénégal), qui représentent un effort très important en matière de valorisation des ressources locales, resteront largement dépendants des cours mondiaux et de la demande d'engrais. A ce tableau peu encourageant, il faut, en outre, ajouter une facture pétrolière qui ne cesse d'augmenter (68 milliards CFA en 1983), et les dettes de l'ONCAD (Office national de coopération et d'assistance au développement), aujourd'hui dépassées, pour près de 100 milliards.

Depuis 1980, le Sénégal accroît sa dépendance de l'aide internationale, notamment à l'égard du FMI, sans pour autant parvenir à orienter ces aides vers l'investissement. A la fin de l'année 1983, le total de la dette publique extérieure atteignait 720 milliards CFA ! Le service de la dette s'élèvera l'année prochaine à 70 milliards, malgré de nouveaux réajustements. Le prochain budget, en dépit d'une réelle compression des charges, prévoit une « impasse » de 98,5 milliards sur un total de 301,8 milliards.

Un effort d'assainissement

Il serait pourtant injuste de faire porter la responsabilité de cette situation au président Abdou Diouf, dont l'action a contribué à freiner les déficits. Mais il est vrai aussi que les six mois qui ont suivi son accession au pouvoir ont été marqués par une période de « flottement ». Les agents économiques, intérieurs et extérieurs, ont attendu de voir ce que serait la politique du successeur du président Senghor. M. Diouf a apprécié, à ce moment-là, l'aide financière exceptionnelle que lui a accordée la France, sans laquelle les difficultés de trésorerie de l'Etat

auraient pu entraîner une grave crise politique et sociale.

Depuis, les responsables de l'économie sénégalaise ont entrepris de réels efforts pour sortir leur pays de la quadrature du cercle économique : recours à l'emprunt pour épargner des dettes lourdes chaque année par des importations alimentaires massives, elles-mêmes rendues nécessaires par l'impossibilité d'agir sur ce facteur déterminant qu'est... la pluie !

« Que voulez-vous », reconnaît M. Mamadou Touré, les Sénégalais n'ont pas encore la structure mentale de l'« homo-économique ». Un exemple au moins le démontre : au cours d'un conseil interministériel qui s'est tenu le 18 juin, M. Thierno Ba, secrétaire d'Etat à l'emploi, a présenté un « plan d'urgence ». Celui-ci prévoyait notamment l'institution de quotas minimaux d'emplois pour les entreprises, « compte tenu de leur chiffre d'affaires ». Dans les milieux économiques, ce fut un tollé : « Il est aberrant de vouloir lutter contre le chômage en taxant les entreprises », ont commenté plusieurs hauts fonctionnaires, en précisant que, depuis plusieurs années, la politique constante du ministère des finances a été d'alléger les charges fiscales.

Du côté français, les réactions ont été encore plus vives : « C'est l'exemple type de l'irréalisme sénégalais, l'humilité au pouvoir. Cela signifie que les entreprises étrangères à prendre des salariés dont elles n'ont pas besoin, ce qui veut dire que l'on va alourdir leurs charges et diminuer leur compétitivité ».

Le propos traduit une inquiétude bien réelle et générale. D'autant que la « petite phrase » de M. Thierno Ba, qui peut apparaître comme une bavarde, s'inscrit dans la logique d'un processus : la sécularisation de l'économie, à laquelle il faut associer l'émergence d'un patronat national dont l'ambition déclarée est d'assurer la relève du capitalisme étranger, notamment français.

C'est tout !

A la fin du mois de juin, des démarches du patronat français ont été effectuées auprès de l'ambassadeur de France à Dakar, pour souligner les risques que font courir aux intérêts des entreprises françaises installées au Sénégal un certain nombre de décisions du gouvernement. Celles-ci visent, notamment, à permettre le rachat des actifs étrangers par des nationaux, à réorienter les secteurs d'activité devant être réservés exclusivement aux Sénégalais, à renforcer les concours financiers permettant à ceux-ci de participer à la vie économique, et à limiter l'entrée des étrangers dans le secteur du commerce. Au cours du conseil interministériel du 18 juin, M. Thierno Ba a présenté un rapport préconisant également l'établissement de deux listes, l'une « des secteurs économiques dans lesquels l'activité d'entreprises contrôlées majoritairement par des étrangers serait strictement interdite », l'autre des emplois exclusivement réservés aux travailleurs sénégalais. Enfin, pour 1987, il est prévu de « séquestrer » 2 257 emplois d'assistants techniques étrangers.

Du côté du gouvernement, on reconnaît qu'il s'agit de « mesures discriminatoires », mais on plaide en faveur de l'« association du capital », de la disparition de certains « monopoles » étrangers, et de la nécessité de constituer une classe d'hommes d'affaires. Ce « coup de pouce », ajoute-t-on, sera momentané. Il n'empêche : chez les Français, l'état d'esprit évolue entre la catastrophe et l'« état de siège ». « Au Sénégal, il faut d'abord attendre les mesures d'application et voir ensuite si celles-ci sont appliquées... » L'âge d'or ? A de rares exceptions près, les patrons français - aujourd'hui âgés pour la plupart - n'ont pas eu, ou pas voulu, amorcer une sécularisation de leurs entreprises (notamment au niveau des cadres), qui était pourtant inéluctable ; ils ont maintenu le statu quo pendant des années. De toute façon, cette sécularisation s'effectuera. Certes, il est exact que bon nombre d'entreprises françaises rachetées par des nationaux ont périclité, faute d'une gestion saine. Mais certaines n'étaient-elles pas déjà des « canards boiteux » au moment du rachat ?

Or la relève est urgente. Les « maîtres-mots » (diplômés de l'enseignement supérieur), dont le nombre s'accroît d'année en année (820 sont recensés), constituent aujourd'hui, selon un membre du gouvernement, « un véritable prolétariat de diplômés ». Cette situation pourrait devenir dangereuse pour le gouvernement. Les 10 000 étudiants de

l'université de Dakar ont récemment exprimé leur inquiétude devant l'absence de débouchés, en faisant grève. Ils ont obtenu en grande partie satisfaction, démontrant ainsi leur force. Pour les ouvriers et les employés, la politique d'austérité de M. Diouf peut très vite atteindre un seuil insupportable.

Pour l'instant, la CNTS, la principale centrale syndicale, qui est affiliée au Parti socialiste, bien que divisée, contrôle à peu près les risques de débordement. Mais, demain, avec la nouvelle « ordonnance » de « ces messieurs du FMI » ?

Dans ce rapport, M. Thierno Ba ajoutait à propos du chômage : « Le découragement, la démobilisation et le mécontentement individuels en sont les conséquences directes et immédiates et peuvent faire le lit de révoltes et d'événements de toutes sortes qui mettraient gravement en cause le tissu de solidarité collective et de fragiles équilibres du système socio-économique sénégalais ». En effet.

- (1) Un franc CFA vaut 0,02 franc français.
- (2) En 1983, l'aide publique étrangère s'est élevée à 228 milliards CFA, dont 69 milliards (30,2 %) pour l'aide française.

Prochain article :

EN PASSANT PAR TOUBA

Kenya

La visite du président Arap Moi en Somalie illustre la normalisation des relations entre les deux pays

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - Oubliions le passé et, aussi dure que puisse être la tâche, cherchons ensemble à établir, entre nous, une paix durable. Tel est le souhait exprimé par M. Daniel Arap Moi, qui a schématisé mercredi 25 juillet, une visite officielle en Somalie, où aucun chef d'Etat kenyan ne s'était jamais rendu avant lui. En reconnaissant solennellement, devant l'assemblée plénière de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), à tous revendication sur le nord-est du Kenya, le général Siyad Barre, président somalien, avait semblé, en juin 1981, lever l'obstacle majeur qui s'opposait à la normalisation des relations entre les deux pays. Mais les dirigeants de Nairobi étaient alors d'autant moins enclins à le croire sur parole que, malgré l'accord d'Arusha, signé en 1967, qui mettait fin à près de quatre ans d'insurrection, Mogadiscio n'avait pas renoncé, faute de mieux, à entretenir, par « shifars » (bandes) interposées, une certaine insécurité sur le terrain.

Les hasards du découpage colonial avaient voulu que la frontière entre les deux pays divise une région peuplée en grande partie de pasteurs nomades, d'éthnie somalie. Les responsables de Mogadiscio révoquaient donc de l'inclure, avec l'Ogaden rattachée à l'Ethiopie, dans une « grande Somalie ». Il fallut attendre décembre 1969 pour que le général Barre confirme, lors d'une visite à Nairobi, son intention de « chasser sévèrement tous ceux qui troubleraient l'ordre public » dans cette zone névralgique, et reconnaître ainsi de facto la souveraineté du Kenya.

La Somalie n'a pu convaincre personne de son bon droit à remettre en cause les frontières héritées de la colonisation et à récupérer ses « territoires perdus », qu'il s'agisse du nord-est du Kenya ou de l'Ogaden. Elle en a donc tiré les conclusions et voit ensuite si celles-ci sont appliquées... L'âge d'or ? A de rares exceptions près, les patrons français - aujourd'hui âgés pour la plupart - n'ont pas eu, ou pas voulu, amorcer une sécularisation de leurs entreprises (notamment au niveau des cadres), qui était pourtant inéluctable ; ils ont maintenu le statu quo pendant des années. De toute façon, cette sécularisation s'effectuera. Certes, il est exact que bon nombre d'entreprises françaises rachetées par des nationaux ont périclité, faute d'une gestion saine. Mais certaines n'étaient-elles pas déjà des « canards boiteux » au moment du rachat ?

LE CONFLIT NAMIBIEN

Des négociations directes se sont ouvertes entre Pretoria et la SWAPO

De notre correspondant en Afrique australe

Johannesburg. - Pour la première fois après dix-huit ans de guérilla, des négociations directes se sont ouvertes, mercredi 25 juillet, aux îles du Cap-Vert, entre la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) et des représentants sud-africains. Les délégations sont conduites par M. Sam Nujoma, président de l'Organisation indépendantiste, et M. Willie Van Niekerk, administrateur général de Pretoria en Namibie.

Selon un communiqué diffusé par M. « Pika » Botha, ministre des affaires étrangères, ces pourparlers ont pour objet d'« explorer la possibilité d'une cessation de la violence et des activités armées en Namibie ». Le communiqué précise que le gouvernement sud-africain n'avait jamais vu aucune objection à ce que des discussions aient lieu entre l'administrateur général et quelque parti qui se soit du Sud-Ouest namibien. Cependant Pretoria n'avait jamais rencontré seul à seul les dirigeants de la SWAPO. A chaque fois, que ce soit à Genève en janvier 1981 ou au mois de mai dernier, à Lusaka (Zambie), les organisations politiques internes namibiennes étaient parties prenantes dans les négociations.

Aujourd'hui, toutefois, il s'agit moins de discuter - en tout cas dans une première phase - de l'indépen-

dance de la Namibie, à laquelle Pretoria veut absolument associer les mouvements politiques internes groupés au sein de la conférence multipartite (MPC), que de négocier la cessation des hostilités dans le nord de la Namibie.

La persistance des accrochages dans la zone opérationnelle située de part et d'autre de la frontière anglo-namibienne est le motif avancé par l'Afrique du Sud pour expliquer le retard (près de quatre mois) pris dans le désengagement de ses troupes du Sud anglois (le Monde du 3 juillet). Selon un communiqué publié par les forces armées, trois cent trois maquisards de la SWAPO ont été tués depuis le 16 février, date de la signature avec Luanda des accords de Lusaka sur le retrait des troupes sud-africaines. M. Van Niekerk va donc essayer de convaincre la SWAPO de mettre un terme à la guerre et va tenter de la persuader que toute solution politique sur le chemin de l'indépendance passe par des discussions conjointes avec les membres de la MPC.

La SWAPO, forte du titre de seul représentant du peuple namibien, qui lui a été conféré en 1973 par les Nations unies, considère que les organisations politiques internes ne sont que « les marionnettes de Pretoria » et lie tout cessez-le-feu à la mise en application immédiate de la résolution 435 prévoyant le processus d'accession à l'indépendance. Une indépendance que le gouvernement sud-africain, soutenu en cela par les Etats-Unis, conditionne toujours au retrait des troupes cubaines d'Angola.

Ces conditions préalables ont conduit à l'échec de la conférence de Lusaka. Cette fois, la SWAPO s'explique directement avec les représentants de l'Afrique du Sud, comme elle l'a toujours souhaité. Un pas a donc été franchi, même si apparemment aucun membre du gouvernement de Pretoria ne participe aux négociations, sans doute pour éviter la reconnaissance implicite d'un mouvement qualifié de « terroriste ».

Des observateurs anglois et américains se sont rendus aux îles du Cap-Vert pour assister à cette quête d'une paix introuvable.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Maroc

Le procès des intégristes de Casablanca

DEUX OBSERVATEURS FRANÇAIS PROTESTENT CONTRE « LA DISPROPORTION DU RÉQUISITOIRE »

M. Thierry Fagard et Christine Martineau, les observateurs mandatés par les fédérations internationales des juristes démocrates et catholiques au procès de Casablanca, ont dénoncé, mercredi 25 juillet, « la disproportion du réquisitoire » prononcé (le Monde du 20 juillet). Dix-sept peines de mort ont été requises dans ce procès, dont les avocats considèrent que les accusés ne sont coupables que d'un simple délit d'opinion.

Les deux avocats ont souligné que les accusés appartiennent à des groupes politiques très divers. Ils se sont étonnés en outre que la presse marocaine et la presse internationale aient dit que le tract servant de base à l'accusation comportait une photo de l'ayatollah Khomeiny alors qu'il s'y trouvaient deux photos du roi Hassan II et qu'en outre le tract ne figure dans le dossier de la procédure que sous forme de diapositives.

Les deux avocats déclarent que la justice marocaine a inclus parmi les accusés vingt personnes jugées par contumace, dont deux étudiants vivant très régulièrement à Paris et jamais convoqués par les autorités de leur pays. Ils déclarent enfin que ce « premier procès intégriste paraît servir de test ».

Pour M. Fagard et Martineau, il y a de fortes similitudes entre le procès de Tétouan, qui s'est clos le 22 juin dernier, le procès de Casablanca en cours et celui de Rabat, qui s'est ouvert le 24 juillet. Selon eux, la justice marocaine respecte « très formellement les droits de la défense, mais l'ensemble de la procédure viole néanmoins les droits de l'homme ».

Deux autres avocats français ont été mandatés comme observateurs internationaux au procès de Rabat.

JACQUES DE BARRIN.

PROCHE-ORIENT

APRÈS LES ÉLECTIONS A LA KNESSET

L'imbroglie politique en Israël

(Suite de la première page.)

A supposer, dans la meilleure hypothèse, que le Likoud obtienne un siège supplémentaire et rallie sous la bannière le seul élu du Tami, M. Abouhatzeira, et le député indépendant de centre droit, M. Hurwitz, il manquerait toujours un mandat à M. Shamir pour disposer d'une majorité. On voit mal le premier ministre entrer en négociation avec le rabbin fascinant Meir Kahane. Celui-ci a d'ailleurs exigé, pour prix de son soutien, l'amnistie au profit des vingt-quatre terroristes juifs dont le procès débute en septembre.

Le sort d'un nouveau gouvernement Shamir est donc entre les mains de M. Ezer Weizman, dont la liste Yahad a remporté 3 sièges. L'ancien ministre de la défense est, bien sûr, assidûment courtisé. M. Pères et M. Lévy, actuel vice-premier ministre, ont tour à tour déjeuné avec lui. Le chef des travaillistes, qui a reçu carte blanche de son parti pour négocier, aurait offert à M. Weizman le portefeuille des finances. Vers où penchera ce dernier ? Il a confirmé mardi que ses favoris allaient plutôt à l'opposition en déclarant qu'il appuierait un « gouvernement d'unité nationale conduit par la plus grande faction parlementaire », autrement dit par le parti travailliste, arrivé en tête le 23 juillet avec 45 sièges.

On imagine mal M. Weizman cohabiter dans un gouvernement de coalition avec nombre d'ancionnistes à tous crins, lui qui se dit partisan d'un gel des implantations juives dans les territoires occupés et qui souhaite une relance du processus de paix amorcé par les accords de Camp David.

Il assure défendre les principes au nom desquels il a, de plein gré, quitté le gouvernement Begin le 15 mai, pendant trois ans : « Connaissiez-vous beaucoup de ministres israéliens qui auraient fait comme moi ? », demandait-il récemment.

L'appel de quatre écrivains

Faute d'une alliance avec M. Weizman, M. Shamir ne pourra réussir. Pour le Likoud, le chef de Yahad est, plus que jamais, « homme à convaincre ». M. Pères a une tâche encore plus difficile. Même s'il rallie M. Weizman, la majorité parlementaire restera hors de sa portée. Les travaillistes ont en effet pour doctrine bien établie d'exclure de leurs calculs le Parti Hadash, dominé par les communistes, qu'ils tiennent pour « non sionistes ». M. Pères devrait donc, quant à lui, faire basculer le PNR (quatre sièges), seule formation religieuse ayant depuis 1948 participé à tous les cabinets de coalition. Ce sera difficile.

Quel que soit l'homme qui parvient, s'il y parvient, à former un gouvernement, une chose est sûre : celui-ci sera faible, vulnérable,

à la merci de la moindre défection. Or c'est bien la dernière chose dont Israël ait besoin, en cette période de crise économique aigüe. D'où la vogue que connaît depuis quelques jours la seule autre formule envisageable : un gouvernement d'union nationale. MM. Shamir et Pères y sont en théorie favorables. A condition, bien sûr, que leur propre parti en prenne la tête. Pas question de se mettre sous la coupe de l'adversaire. Trois israéliens de ce genre souhaitent aussi cette solution, même si leur vœu relève un peu de l'exorcisme, comme s'ils voulaient faire oublier à quel point ils sont divisés.

Quatre écrivains israéliens parmi les meilleurs - MM. Amos Oz, Avraham Yehoshua, Haim Gouri et Samuel Yizhar, - qui sont dans la mouvance travailliste, ont appelé mardi un gouvernement d'union nationale « car il n'y a aucune autre option ».

M. Begin a fait de même mercredi. « Un tel gouvernement (qu'il espère dirigé par son « ami M. Shamir ») serait une donnée très positive », a déclaré à l'AFP l'ancien premier ministre. Il a aussi, soit dit au passage, rejeté catégoriquement « toute ce qui dit le rabbin Kahane », avec qui il estime « n'avoir aucun point commun ».

Dans sa grande majorité, la presse est également favorable au gouvernement d'union. Les plus vives résistances viennent de l'aile gauche du travaillisme et de la petite formation du Mapam (6 députés), allié au parti de M. Pères. Pour l'instant, le Mapam rejette totalement cette idée. M. Pères pourrait lui proposer de soutenir un tel gouvernement lors des votes cruciaux à la Knesset, sans y participer.

M. Yossi Sarid, célèbre « colonne » du Parti travailliste, reconnaît que l'union nationale serait « un moindre mal ». Et M. Shoulamit Aloni, dont le Mouvement des droits civiques a remporté trois sièges, serait prêt à avaliser le projet pourvu qu'on lui laisse la liberté de vote sur les problèmes religieux.

De toute manière, un gouvernement d'union ne serait mis sur pied que pour une période limitée - douze à dix-huit mois - et dans un objectif précis : combattre la crise économique. Les deux camps provisoirement alliés choisiraient de « geler » leurs conflits dans les autres domaines. Cela supposerait un arrêt de la colonisation dans les territoires occupés. Autant de conditions qui rendent cette (trop ?) « bonne idée » difficilement applicable. En trente-trois ans d'histoire, l'Etat juif n'a connu qu'un seul gouvernement d'union, sous la houlette successive de M. Eshkol et de M. Golda Meir. Mis sur pied en 1967, quelques semaines avant la guerre de six jours, il survécut jusqu'en 1971.

JEAN-PIERRE LANGELETTIER.

Pessimisme et déception en Jordanie

Correspondance

Amman. - « Nous attendions Godat et Godat ne viendra pas », déclara, désabusé, le rédacteur en chef d'un quotidien israélien, au lendemain des élections israéliennes. Qu'ils l'admettent ou non aujourd'hui, beaucoup de Jordaniens souhaitent une nette victoire du Parti travailliste, en espérant qu'un gouvernement conduit par M. Shimon Pères serait plus « influent » que celui de l'ancien premier ministre socialiste, et qu'il y aurait alors un ton nouveau en Israël. Le roi Hussein avait lui-même estimé qu'une victoire travailliste serait un indice encourageant d'un changement dans l'opinion publique israélienne.

Un espoir il est vrai manqué par la crainte qu'une ouverture éventuelle des travaillistes en direction de la Jordanie ne se transforme en « piège ». Le parti de M. Pères, faisait-on en effet valoir à Amman, bénéficie auprès de l'opinion internationale d'une bien meilleure image que le Likoud, tout en poursuivant des objectifs fondamentalement très proches de ceux du gouvernement sortant.

Quel qu'il en soit, les résultats des élections israéliennes ont remis les pendules à l'heure à Amman où tout le monde s'accorde à en faire une analyse pessimiste. « Israël dans l'impasse », « Double déroute des travaillistes et du Likoud », « Victoire de l'extrémisme », « Les petits partis mènent du jeu », tels ont été les titres du mercredi 25 juillet dans la presse jordannienne. Celle-ci reprenait largement les propos des Jordaniens affirmant que le scrutin du 23 juillet avait révélé le désarroi des électeurs israéliens et une profonde cassure au sein de la société israélienne.

Lois de s'en réjouir les Jordaniens y voient au contraire l'annonce d'un blocage total de la situation au Proche-Orient et les germes de nouveaux dangers pour la région. La poussée des petites formations extrémistes et des partis religieux avoués, qui le Likoud devra composer avec le mouvement La paix maintenant et les petites formations progressistes - et de son incapacité à effectuer une percée réelle sur la scène israélienne. Les sièges remportés par ces formations ont été gagnés sur le Parti travailliste, font remarquer les Jordaniens. Mais il n'y a pas eu dans l'opinion publique israélienne le changement que le roi Hussein et ses sujets escomptaient, en particulier depuis que 400 000 manifestants étaient descendus dans les rues de Tel-Aviv au lendemain des massacres de Sabra et de Chatila.

« Le courant hostile à la paix est le courant majoritaire en Israël »,

constate-t-on amèrement à Amman. « La course au développement du camp de la paix en Israël est une course perdue », réchérchit M. Mohammad Melhem, l'un des maîtres palestiniens expulsés de Cisjordanie en 1980. « Les électeurs israéliens ont montré qu'ils n'avaient pas l'intention d'échanger les territoires occupés contre la paix, ni avec le roi Hussein ni avec Yasser Arafat », nous a-t-il déclaré.

Représentant des Palestiniens de l'intérieur, M. Melhem ainsi que son collègue le maire d'Hébron, M. Fadi Kawameh, étaient sans doute parmi ceux qui avaient placé le plus d'espoir dans l'arrivée au pouvoir en Israël d'une coalition des travaillistes et des partis rattachés au mouvement La paix maintenant. Leur amertume est d'autant plus vive.

« Nous disions que l'année 1985 serait sans doute, mais pas dans le sens que nous souhaitons », nous a encore déclaré M. Melhem. « Si le Likoud forme le nouveau gouvernement en coopération avec des gens comme Meir Kahane ou Gushon Cohen, il n'y aura plus qu'un seul langage au Moyen-Orient : celui de l'extrémisme, du militarisme et de la guerre. » « La paix devra attendre de nouvelles élections en Israël », affirme pour sa part M. Kawameh.

Le seul élément un tant soit peu positif relevé par les deux maîtres est que les résultats du scrutin du 23 juillet favoriseraient un règlement, selon eux, des dissensions au sein de l'OLP. « Dans la mesure où il n'y a plus aucune chance de discussion sur une solution politique au Proche-Orient, les contradictions au sein de la résistance palestinienne seront ainsi éliminées. »

EMMANUEL JARRY.

Iran

MORT AUX FEMMES SANS TCHADOR !

Téhéran (AFP). - Quelques vingt mille personnes ont participé, mercredi matin 25 juillet, à Téhéran, à une manifestation officielle pour le respect de la « tenue islamique » des femmes, après que la capitale iranienne eut connu depuis le jeudi 19 juillet des manifestations non autorisées de partisans de groupes de hard-boileds (parisien, de Die) au cours desquelles des femmes ont été lésées.

« Mort à celles qui ne respectent pas la tenue islamique », a été le cri de ralliement de ces manifestations, le même qui avait commencé à résonner dans les beaux quartiers de Téhéran, le 19 juillet, quand plusieurs centaines de jeunes hézbollahis, montés sur des motos, avaient effectué leur première manifestation non autorisée.

Les autorités avaient entre-temps décidé d'organiser des manifestations sur ce thème dans toute la pays, mercredi, jour dédié en Iran à la messe des femmes en tchador noir - des adolescentes d'une quinzaine d'années et des vieilles femmes - défilèrent en bon ordre, tandis que des hommes veillaient à ce qu'elles ne se mélangent pas aux manifestations masculines. Ceux-ci, en majorité des hommes d'âge mûr, avaient tous le costume classique du militant islamique : barbe de quelques jours, chemise soigneusement boutonnée portée sur le pantalon, pour ne pas laisser apparaître la taille, et chaussures au talon écaré.

Les manifestations pour la tenue islamique coïncident généralement avec des événements importants dans le domaine de la politique intérieure. Cette fois, le Parlement se prépare à se prononcer sur un vote de confiance au gouvernement, demandé par le premier ministre, M. Mir Hossein Moussevi.

ISTH Depuis 1953
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES

C.F.P.A.
Centre de Formation Professionnelle d'Adultes

- Préparation complète
- Septembre
- Places limitées

Centre AUTEUIL 6, Av. Léon-Henry
75016 Paris - Tel. : 224.10.72

Centre TOULBIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tel. : 505.59.35

Liban

Le gouvernement va tenter de supprimer la ligne de démarcation à Beyrouth

De notre correspondant

Beyrouth. - Le gouvernement libanais vient de franchir un pas supplémentaire pour renforcer le plan de sécurité qui, depuis le 4 juillet, a restauré la paix à Beyrouth.

Théoriquement, c'est même d'un bond qu'il faudrait parler à l'issue du conseil des ministres, puisque sont prévues la suppression de la ligne de démarcation coupant la ville en deux et la fusion des troupes chrétiennes et musulmanes de l'armée. Quand on y regarde de près, on se rend compte cependant que les mesures adoptées sont plus prudentes et, de ce fait, plus réalistes.

La ligne de démarcation, plus exactement la zone de combats dont la largeur varie selon les endroits entre quelques mètres et plusieurs centaines de mètres (déjà stabilisée et depuis le début du mois, pacifiée), va en réalité être neutralisée et transformée en une sorte de zone tampon tenue par des hommes appartenant à trois brigades de l'armée : la 3^e (chrétienne, venant de Beyrouth-Est), la 6^e (chite, venant de Beyrouth-Ouest) et la 3^e (commandée par un officier sunnite, qui ne se trouve présentement pas dans la capitale).

Le second volet des mesures décrétées mercredi constitue la réaffirmation d'une décision antérieure : le « panachage » des brigades de l'armée par l'inclusion de soldats d'officiers chrétiens dans celle d'officiers musulmans et vice versa. Cette décision n'avait pas été divulguée jusqu'ici, et, selon certaines informations, des officiers requis à cet effet, notamment les chrétiens appelés à se rendre à Beyrouth-Ouest, se seraient récusés.

Deux voies de passage - quatre fonctionnent déjà - ouvriront à la circulation dans le cadre de cette extension-consolidation du plan de sécurité : le « King » et « Soléa ». Ce qui symboliserait la disparition ou du moins la neutralisation de la ligne de démarcation qu'elles traversent. Cela devrait être achevé avant mardi prochain. Dans le contexte actuel et dans les conditions définies par le gouvernement, ce n'est plus impossible, mais cela n'est pas acquis pour autant.

L'ouverture des nouvelles voies de passage est d'ailleurs plus utile sur

le plan psychologique et politique que nécessaire sur le plan pratique. Les déplacements entre les deux parties de Beyrouth se sont en effet à ce point amenés que la circulation est déjà fluide sur les quatre voies existantes alors que, dans le passé, les embouteillages étaient inextricables.

La progression du plan de sécurité à Beyrouth paraît donc plus destinée à consolider la trêve et à la faire évoluer positivement qu'à réaffirmer complètement la capitale. Elle devrait aussi procurer un autre avantage en permettant l'application d'un plan de sécurité parallèle déjà prêt pour la montagne, c'est-à-dire pour les régions antérieurement druzo-chrétiennes, et, depuis septembre 1983, tenues par le milice du chef druze, Walid Joumblatt. Ce plan prévoit un déploiement de l'armée dans des conditions similaires à celles prévalant à Beyrouth, c'est-à-dire par l'utilisation des troupes druzes et la réouverture de la grande route Beyrouth-Damas. Il bute actuellement sur le problème du retour des chrétiens du Chouf qui ont fui cette région après la bataille de la montagne de l'automne dernier. Le Parti phalangiste en fait une condition préalable et demande le retour de ses officiers dès la mise en œuvre du plan.

Troubles à Tripoli

Eufia, le chef du gouvernement, M. Rachid Karamé, espère une autre extension du plan de sécurité vers le Liban Nord et, notamment, vers Tripoli, dont il est originaire. Les troubles y ont repris depuis quelques jours entre le Mouvement de l'unification islamique (extrémistes sunnites) et les milieux alaouites syro-libanais. Quinze morts et soixante blessés ont été dénombrés au cours des dernières vingt-quatre heures.

Les troubles de Tripoli et surtout la main mise du Mouvement de réformation islamique sur la ville baient en brèche l'autorité de M. Karamé. Celui-ci se rend à Damas ce jeudi dans l'espoir d'obtenir l'appui du président Assad pour régler le problème de Tripoli à l'avantage de l'Etat libanais.

LUCIEN GEORGE.

LA CIRCULATION DANS LE GOLFE

Les assureurs maritimes diminuent les primes d'assurance pour risque de guerre

Après trois mois de tension, la situation maritime dans le Golfe semble se normaliser. Les compagnies d'assurances Lloyds de Londres viennent d'annoncer une diminution des primes d'assurance sur les coques de navires naviguant dans le Golfe, y compris dans la zone de guerre, proche des côtes irakiennes et iraniennes.

Pour les bateaux se rendant aux terminaux iraniens de Kharg et de Bandar-Bousheh, la prime pour risque de guerre a été réduite de 5 % à 4 % de la valeur du navire. Pour les ports du Koweït, d'Arabie Saoudite, de Bahrein, du Qatar et des Emirats arabes unis, les taux ont été ramenés à leur niveau initial de 0,25 %, contre 0,375 % précédemment. Dans la zone sud du Golfe, enfin, les primes ont été réduites de moitié à 0,5 %. Seules les primes concernant les cargaisons sont restées inchangées : de 4 % à 5 % pour Kharg et de 0,1 % dans le reste du Golfe.

Cette désescalade des taux d'assurance s'accompagne d'une diminution également sensible des tarifs d'affrètement des navires se rendant dans la zone sensible. Elle s'explique par trois raisons. D'une part, l'accalmie observée depuis deux semaines dans la zone. Depuis l'attaque du 10 juillet par l'aviation iranienne d'un pétrolier affrété par BP, au large des côtes du Qatar, aucun nouvel incident n'a été signalé.

D'autre part, l'ampleur relative-ment faible des dégâts réellement constatés sur les bâtiments touchés. Depuis le mois d'avril, date à laquelle le conflit entre l'Irak et l'Iran s'est élargi au trafic maritime dans le Golfe, vingt-quatre navires (dont treize pétroliers) ont été touchés. Mais les pertes effectives, tant en hommes qu'en matériel ou en cargaisons perdues, se sont révélées beaucoup moins importantes qu'on aurait pu le craindre : des treize pétroliers touchés, trois seulement ont été déclarés en « perte totale » par les assureurs, la plupart ayant pu être réparés ou même poursuivre leur route.

Quatre attaques seulement ont entraîné des pertes humaines : celles du *Safina al Arab* (Arabie Saou-

dite) le 25 avril (1 disparu), du *Al Ahoud* (Arabie Saoudite) le 7 mai (1 disparu), du *Bayrak Hun* (Turquie) le 3 juin (3 morts) et surtout du *Tiburon* (Libérie) le 27 juillet (8 morts). Quant aux quantités de pétrole perdues, elles ont été fort limitées : l'équivalent d'une ou deux grosses cargaisons au plus, selon les milieux pétroliers.

Des parades efficaces

Troisième raison de la baisse des taux d'assurance et de fret : les pays exportateurs du Golfe ont rapidement mis en place des « parades » efficaces contre la hausse des coûts de transport, qui les obligent à consentir à leurs clients des compensations, sous forme de rabais sur les prix du brut. Le Koweït, comme les autres pays membres du Conseil de coopération du Golfe, a annoncé qu'il couvrirait lui-même les pertes éventuelles des navires touchés et résulterait en conséquence l'assurance spéciale contre les risques de guerre contractée auprès des Lloyds au début de l'escalade.

Selon la revue spécialisée *Petroleum Intelligence Weekly*, le coût de cette prise en charge directe, calculée en fonction des dégâts constatés depuis trois mois, ne dépasserait pas 5 à 6 cents par baril (1), soit la moitié du coût lié à la hausse des primes d'assurance (10 cents par baril). Autre parade : la mise en place de navettes assurant la liaison entre les terminaux du nord du Golfe et les ports situés au-delà du détroit d'Ormuz (Foujairah et Oman), où les clients peuvent charger sans risques.

Pour ce faire, un certain nombre de vieux pétroliers mis au rebut ont été remis en route. Affrétés et conduits par des indépendants, avec des équipages recrutés au rabais, ces navires, assurés pour des montants beaucoup plus faibles que les pétroliers normaux des compagnies, ont permis de limiter l'impact des hausses de taux d'assurance.

VÉRONIQUE MAURUS.

(1) 1 cent équivaut à environ 0,08 F, 7,3 barils valent 1 tonne de brut.

A TRAVERS LE MONDE

Haute-Volta

LE CHEF D'ETAT-MAJOR ADJOINT GRIEVEMENT BLESSE DANS UN ATTENTAT. - On a appris mercredi 26 juillet que le commandant Amadou Sawadogo, chef d'Etat-major adjoint de l'armée voltaïque, a été grièvement blessé dans un attentat dans la nuit du 18 au 19, à Ouagadougou. Le commandant Sawadogo, qui est l'adjoint du commandant Jean-Baptiste Lingani, ministre de la défense, a été attaqué alors qu'il circulait en voiture dans une rue de la capitale. Une camionnette lui a coupé la route et ses occupants ont ouvert le feu à la mitrailleuse avant de s'enfuir. Atteint à la tête et au bras, le commandant Sawadogo a été évacué sur l'hôpital du Val-de-Grâce à Paris où il a subi une opération chirurgicale « techniquement réussie ». - (AFP, Reuters.)

Nigéria

ELARGISSEMENT DU CHAMP D'APPLICATION DE LA PEINE DE MORT. - Le gouvernement militaire nigérian a pris plusieurs décrets, mardi 24 juillet, étendant le nombre des délits passibles de la peine de mort. Parmi ceux-ci, la vente de drogues prohibées, l'utilisation illicite de pipe-lignes, de câbles téléphoniques et électriques ; la consommation, la vente ou le trafic de drogue. Le gouvernement de Lagos a, d'autre part, annoncé que les détenus devront désor-

mais « contribuer au développement agricole du pays pour rembourser en partie les importantes dépenses » engagées par l'Etat pour les nourrir. - (AFP, Reuters.)

Pologne

SEPT POLONAIS SE REFUGIENT EN SUÈDE. - Sept ressortissants polonais, quatre adultes et trois enfants, ont gagné la Suède mercredi 25 juillet en volant au ras des flots à bord d'un biplan Antonov. Ils ont atterri sur l'aérodrome de Kristianstad, au sud-est de la Suède. C'est la cinquième fuite en avion de Polonais vers la Suède depuis 1982. - (AFP.)

Sri-Lanka

MANIFESTATIONS TAMOULES POUR L'ANNIVERSAIRE DES HEURTIS COMMUNAUTAIRES. - Plusieurs incidents ont marqué, mercredi 25 juillet, à Jaffna, principale ville du nord du pays, le premier anniversaire des affrontements entre Tamouls et Cinghalais. Des jeunes gens tirant en l'air ont pénétré dans les locaux des services publics, en ont chassé le personnel et ont fait sauter à la dynamite un dépôt d'autobus. D'autre part, les militants modérés du Front uni de libération tamoul ont lancé à cette occasion un mouvement de désobéissance civile, mais ont paru débordés par les extrémistes, qui ont établi des barrages sur les routes en plu-

sieurs points du nord et de l'est de l'île. - (UPI, AFP.)

Uruguay

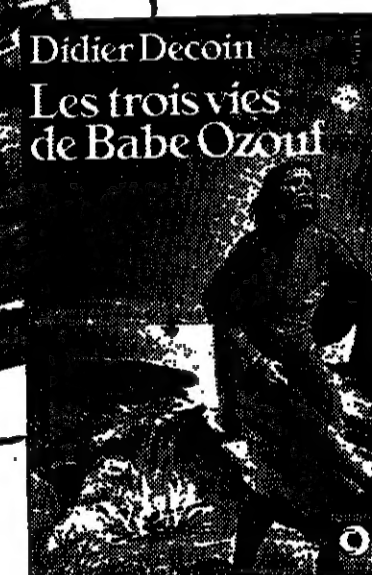
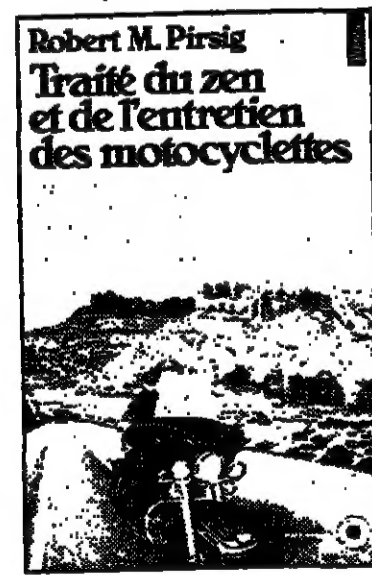
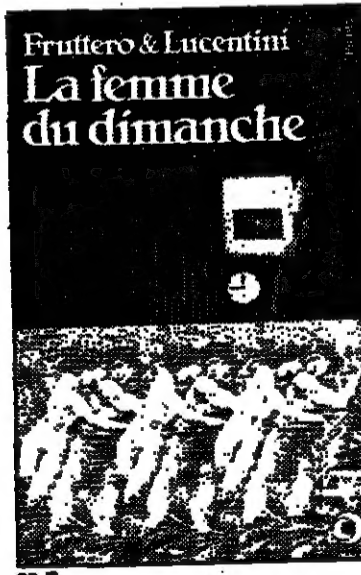
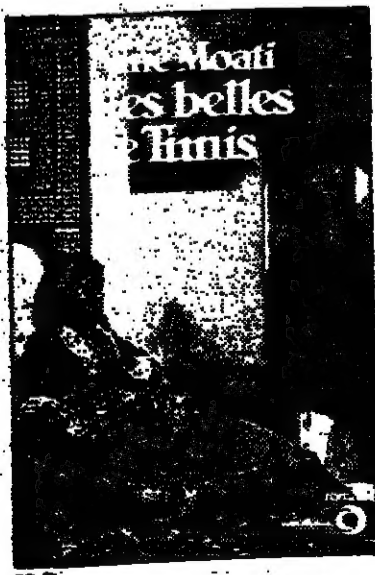
UNE CENTAINE D'ARRESTATIONS. - Une centaine de membres du Parti blanco (national) ont été arrêtés le mercredi 25 juillet alors qu'ils manifestaient devant le palais présidentiel à Montevideo pour obtenir la libération de M. Wilson Ferreira Aldunate, leader de leur formation, emprisonné le 16 juin alors qu'il se rendait d'exil. - (AFP.)

Zimbabwe

116 DISSIDENTS TUÉS AU MATABELELAND. - L'armée zimbabwéenne a tué 116 dissidents dans la province du Matabeleland ces six derniers mois, ce qui s'est traduit par un par « un recul sensible de la criminalité », a déclaré, mercredi 25 juillet, à Harare, M. Emmerson Munagagwa, ministre d'Etat chargé de la sécurité. Il a ajouté que d'ici aux élections législatives, prévues au début de 1985, le gouvernement se fait fort d'éliminer la rébellion dans cette province, précisant que le soutien que les dissidents recevaient de Pretoria semble avoir diminué. Le Parlement zimbabwéen a récemment repoussé une motion déposée par M. Ian Smith proposant la création d'une commission d'enquête sur les troubles au Matabeleland. Mardi, le Parlement avait reconduit pour six mois l'état d'urgence. - (Reuters, AFP.)

محطات الوقود

EN ROUTE POUR LES JOYEUSES RANDONNEES!



Collection de poche
**POINTS
ROMAN
SEUIL**

EUROPE

RFA

Le nouveau crédit accordé par Bonn à la RDA ne s'accompagne pas de concessions substantielles de la part de Berlin-Est

Bonn. - Le conseil des ministres ouest-allemand a apporté officiellement, mercredi 25 juillet, sa garantie à un nouveau crédit de 950 millions de marks (près de 3 milliards de francs) à la RDA, le second en un an (un crédit de 1 milliard de marks avait déjà été accordé l'été dernier à Berlin-Est). M. Philipp

Correspondance

Jenniger, secrétaire d'Etat à la Chancellerie, a annoncé que la République fédérale avait parallèlement adopté certaines mesures facilitant la circulation des personnes entre les deux Allemagnes. Bonn a pris bien garde de ne pas présenter ce « marché » comme tel. On ne fait plus cas, dans la capitale fédérale, du moins officiellement, de la nécessité d'obtenir des contreparties pour chaque avantage concédé à l'Allemagne de l'Est. Les mesures annoncées par Berlin-Est - a affirmé M. Jenniger, qui a conduit les négociations - ont été décidées « en toute souveraineté ».

Personne ne sera dupe de ce langage diplomatique qui traduit seulement la volonté des dirigeants ouest-allemands de ménager la susceptibilité de M. Erich Honecker, le numéro un est-allemand, dont la visite en RFA doit être annoncée ultérieurement.

Les concessions accordées par la RDA sur le plan humanitaire sont pourtant loin de l'être. Le secrétaire d'Etat, de répondre aux attentes de Bonn. Le change obligatoire dont tous les visiteurs occidentaux ont à s'acquiescer à l'entrée de l'Allemagne de l'Est, qui avait été porté en 1980 à 25 marks par jour, est réduit à 15 marks, mais seulement pour les retraités et les pensionnés. Les possibilités de séjour à l'Ouest pour les retraités est-allemands sont étendues de trente à soixante jours. Le trafic dans les régions frontalières est quelque peu facilité sans que l'on puisse parler de bouleversements. Enfin, le gouvernement est-allemand a promis de faire preuve de « libéralisme », sans préciser toutefois ce qu'il entendait par là, pour ce qui est de l'entrée de livres ou de disques ouest-allemands sur son territoire. Il a également fait savoir que les installations de tir automatiques placées à la frontière continentalisée d'être démantelées sans que « les vieilles installations soient remplacées par des systèmes plus modernes ».

Ces mesures ne font pas l'objet d'un engagement formel de la part de Berlin-Est et peuvent donc être annulées à tout moment. Les autorités est-allemandes pouvaient difficilement concéder moins sans poser de problèmes au gouvernement de

Bonn. Il n'est question ni d'élargir les zones de trafic frontalier aux grandes villes comme Hambourg ou Hanovre, ni surtout d'abaisser l'âge à partir duquel les ressortissants est-allemands sont autorisés à se rendre en RFA. « Si Honecker n'annonce pas, au cours de sa visite en RFA, au moins un second train de départs à l'Ouest, en vertu du rapprochement des familles, la déception (...) sera grande (...). Kohl aussi, pas seulement Honecker, peut perdre la face », affirme jeudi l'éditorial du quotidien conservateur *Die Welt*.

Seul le Parti social-démocrate s'est ouvertement félicité d'un accord dans lequel il voit la poursuite de la politique engagée lorsqu'il était au pouvoir. Le vice-président du groupe parlementaire social-démocrate, M. Horst Ehmke, a invité le gouvernement de Bonn à poursuivre ses efforts pour améliorer les relations humanitaires entre les deux pays. Il a estimé que Bonn doit également prendre en compte les intérêts de la RDA, citant notamment les revendications de l'Allemagne de l'Est pour la rectification du tracé de la frontière de l'Elbe, sur la suppression du tribunal de Salzgitter, ou sur la reconnaissance de la « personnalité » de la RDA.

La visite de M. Honecker

Toujours prévue à l'automne, la visite en République fédérale de M. Honecker fera l'objet d'une annonce ultérieure, vraisemblablement au début du mois d'août. On s'est contenté d'indiquer à Bonn que des détails restaient encore à régler. Tant de précautions ont un côté un peu académique. Dans le contexte tendu des relations entre l'Est et l'Ouest, les Allemands sont partagés entre le sentiment de faire l'objet d'un marché de dupes et le soulagement. Quelque mois à peine après la crise des missiles, au moment où Moscou multiplie les attaques contre la politique « revancharde » de Bonn, il n'est pas question de faire la fine bouche. M. Honecker, dont on ignore la marge de manœuvre réelle vis-à-vis des autorités soviétiques, bénéficie de l'avantage du doute. Mais il devra faire la preuve, au cours des prochains mois, qu'il ne cherche pas seulement à tenir la bonne volonté de la République fédérale en haleine.

HENRI DE BRESSON.

Italie

Notamment pour les terroristes

LA DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE EST RÉDUITE

De notre correspondant

Rome. - Déjà approuvé par le Sénat, le projet de réforme du système de détention préventive a été voté à une large majorité par la chambre des députés, le mercredi 25 juillet. La réforme a donc désormais force de loi et entrera en vigueur six mois après sa publication au *Journal officiel*.

La durée maximale de la détention préventive (jusqu'au jugement d'appel) est réduite de dix ans et huit mois à six ans pour les crimes les plus graves (meurtre, terrorisme, crimes possibles de la prison à vie). Au cours de la période d'instruction pour ce type de crimes, la prison préventive ne peut pas dépasser dix-huit mois. Si le magistrat n'a pas conclu l'instruction dans ce délai, l'inculpé devra être remis en liberté. Si ces dispositions avaient été en vigueur plus tôt, les inculpés du procès du 7 avril, par exemple, n'auraient pas passé cinq ans en prison en attente de leur procès.

La détention préventive est également limitée pour les autres délits (trois mois au maximum avant le jugement pour un délit passible d'une peine de trois ans, par exemple).

Autre innovation, l'inculpé devra être libéré s'il n'a pas été interrogé dans les quinze jours suivant son arrestation. Des dispositions plus souples sont également prévues pour la mise en liberté provisoire (elle est exclue pour les crimes de la Mafia et du terrorisme). Un problème cependant n'a pas été résolu par la nouvelle loi : celui des incriminations « en cascade » : c'est-à-dire celles se chevauchant d'une instruction à l'autre lorsqu'un inculpé fait l'objet de plusieurs procès en même temps, ce qui est notamment le cas pour les personnes accusées de terrorisme. Dans la pratique, cette succession d'incriminations revient à maintenir des détenus en prison préventive durant des années.

La nouvelle loi, qui modifie les dispositions adoptées en 1979, en pleine période terroriste, devrait porter remède au surpeuplement des prisons. Cinquante mille détenus sont actuellement incarcérés dans des établissements faits pour en recevoir vingt-sept mille : 60 % sont en attente de jugement définitif. Les durées de détention préventive en Italie demeurent cependant les plus longues d'Europe.

PHILIPPE PONS.

ASIE

SOIXANTE-HUIT MORTS SUR QUATRE-VINGT-QUATRE PASSAGERS

Les capitaines de navire ont l'obligation de secourir les réfugiés de la mer

De notre correspondant

Genève. - Lorsque l'on apprend que quatre-vingt-quatre réfugiés de la mer, hommes, femmes et enfants, quittant le Vietnam sur une embarcation de fortune ont pu être recueillis, après des journées d'errance sur les mers de Chine, par un bateau battant pavillon (de complaisance) panaméen et accoster, le 17 juillet en Malaisie sans être inquiétés par les autorités portuaires de ce pays, on a tendance à considérer que, pour une fois, les choses ne se sont pas trop mal passées.

En effet, « seulement » trois réfugiés sont morts de soit en route : le bateau n'a subi aucune attaque de pirates ; un capitaine de navire a fait son devoir et les autorités malaises ont permis aux survivants de séjourner dans leur pays quatre-vingt-dix jours, à l'expiration desquels le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) devra trouver pour eux un asile sous d'autres cieux.

Hélas ! le porte-parole du HCR a cité un cas parfaitement opposé : une autre embarcation est partie du Vietnam le 5 juin avec quatre-vingt-quatre personnes à bord. Soixante-huit d'entre elles ont péri en route, de soit, de faim et d'épuisement. Les réfugiés ont été ballottés durant trente-deux jours sur des flots démontés ; le moteur de leur bateau est tombé en panne. Ils n'ont pas cessé de lancer des appels de détresse à une multitude de navires marchands sillonnant les mers de Chine, mais personne ne leur a porté secours. Selon les survivants arrivés aux Philippines, ils étaient à la tête de ces navires qu'ils voyaient les visages des marins à bord et qu'ils ont fait, à plusieurs reprises, être coulés par les remous du défilé.

On se demande, au HCR, combien de drames demeurent inconnus du fait que de petits bateaux ont coulé - ou ont été coulés - et qu'il n'y a pas eu de survivants. Si la piraterie en mer, avec son cortège de pillages, de

viols, de tortures et de meurtres, a fait des dizaines de milliers de victimes, la violation des lois sur le sauvetage en mer par de trop nombreux capitaines en a peut-être fait tout autant.

Ces lois de la mer, acceptées par la presque totalité des pays, sont claires. Le principe de l'obligation de venir au secours des navires et des personnes en détresse est acquis depuis le 23 septembre 1910, date à laquelle fut signée à Bruxelles une Convention internationale sur l'assistance et le sauvetage en mer. Ce texte a été renforcé par la Convention de Genève de 1958 qui précise les obligations des Etats et celles des équipages pour sauver et assister les personnes en détresse en mer. Enfin, la Convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982, codifie l'ensemble des textes adoptés en ce domaine.

Pourtant ceux-ci sont respectés par peu de pays si l'on en juge d'après les chiffres. En 1983, si les navires français ont secouru 392 personnes dans les mers de Chine, chiffre qui n'est dépassé que par celui des Etats-Unis (1019), on peut s'étonner que des Etats qui possèdent une flotte importante naviguant dans la région, telle la République fédérale d'Allemagne ou la Grèce, n'aient pas secouru, le même année, une seule personne en détresse.

Le HCR vient de lancer une nouvelle opération pour rappeler aux capitaines leurs obligations. Il prie tous les pays côtiers des mers de Chine de transmettre, trois fois par jour pendant dix jours, un message à tous les navires sillonnant ces mers. Le texte du message est le suivant : « Si vous apercevez des réfugiés de la mer, veuillez les prendre à bord. Des arrangements ont été pris pour leur débarquement aux ports de la région. »

ISABELLE VICHMAC.

URSS

Vraies médailles et fausse vodka

Un ancien commandant en chef de la flotte soviétique du Pacifique, le vice-amiral Gueorgui Khokostietov, a été assassiné en juillet 1983 par une bande de malfaiteurs qui en voulaient à ses décorations. Les rumeurs qui couraient depuis un certain temps sur le meurtre du vice-amiral, qui avait quatre-vingt-un ans à l'époque de son assassinat, ont été confirmées par des déclarations du nouveau procureur de la République fédérale de Russie, M. S. Emelianov, publiées mercredi 25 juillet par les *Izvestia*. Selon le procureur, l'assassinat a représenté un « énorme travail » et « a permis de découvrir une quarantaine d'autres délits concernant l'essentiel des vols de médailles, commis dans plus de dix villes d'URSS ».

Selon des rumeurs insistantes circulant à Moscou, le vice-amiral a été assassiné à son domicile par des malfaiteurs venus lui voler ses décorations et qui ont aussi tué sa femme. La valeur du butin serait estimée à 15 000 roubles (18 750 dollars) au marché noir.

Un florissant trafic de médailles et de décorations se serait développé ces dernières années à Moscou et dans d'autres villes d'URSS, notamment sur un « marché aux puces » spécialisé dans un terrain vague de la banlieue moscovite. Un « ordre de Lénine » s'y négocierait à 5 000 roubles. Les dignitaires soviétiques possèdent parfois des dizaines de médailles (souvent plusieurs fois la même), qui leur sont décernées, traditionnellement, « en raison de leurs mérites éminents » ... et à l'occasion de leurs anniversaires successifs (60, 65, 70 ans, etc.).

En revanche, un autre genre de trafic mieux connu fait un bien plus grand nombre de victimes. Croyant voler de l'alcool industriel - régulièrement utilisé pour remplacer la vodka, - un employé d'une usine chimique de Kiviut, en Estonnie, a en fait dérobé 20 litres de méthanol, qu'il a ensuite distribué à ses amis... L'incident, rapporté mercredi 25 juillet par les *Izvestia*, a fait des ravages considérables, si l'on en juge par le commentaire du journal, « Ils l'ont bu chaz eux, l'ont partagé avec des voisins, des amis. Certains qui trinquaient sur la tombe d'un parent, ne se sont plus jamais relevés. Hommes, femmes, jeunes et vieux, tous ceux qui ont bu l'ont payé de leur vie. » Théoriquement, 20 litres de méthanol peuvent tuer plusieurs milliers de personnes.

Espagne

● Arrestation d'un commando terroriste iranien. - La police espagnole a arrêté, dans la nuit du 23 au 24 juillet, un « commando de terroristes iraniens » qui préparait le détournement d'un avion saoudien. Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, les quatre iraniens appartenaient à une organisation baptisée « Martyrs de la révolution islamique » qui a des « ramifications dans toute l'Europe occidentale ».

Il s'agit de Seyed Jabbar Hosseini (vingt-neuf ans, né à Arnad) ; Dezfooli Sherab (vingt-six ans, né à Téhéran) ; Hassani Hassan (vingt-cinq ans, né à Qom) et Abu Nasser Mohamed Rabani (vingt-quatre ans, né à Téhéran). Trois des membres du commando ont été arrêtés à Barcelone, le quatrième à Madrid, à la suite de « plusieurs mois d'enquête ».

Selon les autorités espagnoles, Seyed Jabbar Hosseini avait organisé à son domicile à Barcelone un centre d'assistance pour les « blessés et malades iraniens victimes de la guerre avec l'Irak » qui était, en fait, « une couverture pour coordonner des actions terroristes tant en Espagne que dans d'autres pays européens ». Selon l'enquête, il avait remis une valise remplie d'armes à une « cinquième personne » qui devait l'introduire dans l'aéroport de Madrid-Barajas pour attaquer un avion des lignes saoudiennes. - (AFP.)

AMÉRIQUES

SELON L'EGLISE CHILIENNE

Les forces de l'ordre ont tué cent personnes cette année la plupart au cours de manifestations

Santiago (Reuter, AFP). - Cent personnes sont mortes cette année au Chili du fait des forces de police ou de groupes placés sous leur protection, affirme dans un rapport l'organisation pour les droits de l'homme de l'Eglise catholique. Le rapport précise qu'aucune des poursuites judiciaires engagées contre certains responsables de ces morts n'a entraîné de condamnation.

Près des trois quarts des victimes sont tombées au cours de « protestations » (journées nationales de protestations). Le rapport fait aussi état de la mort de dix policiers.

D'autre part, le gouvernement du général Pinochet a envoyé en exil à Buenos Aires, le mardi 24 juillet, quatre opposants de gauche. Il s'agit de trois dirigeants du Parti communiste (interdit) et d'un représentant du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), organisation clandestine. Les quatre hommes militaient au sein du Mouvement démocratique populaire (MDP) coalition de gauche à direction communiste.

Les trois dirigeants du PC sont M. Osvaldo Nunez, secrétaire général du MDP, M. Luis Godoy Gomez, ancien parlementaire, et M. Rene Largo Fariès qui, après avoir passé dix ans en exil, pendant lesquels il avait travaillé régulièrement pour Radio-Moscou, était rentré en janvier à Santiago où il était devenu un présentateur de radio très en vogue.

Le représentant du MIR est M. Juan Eduardo Parra, porte-parole de son organisation au sein du MDP.

Les autorités chiliennes accusent les quatre hommes d'être des agents du « communisme soviétique » et affirment avoir décidé leur expulsion pour défendre « la souveraineté

du Chili face aux menées » de l'Union soviétique.

Mais le 25 juillet, les services d'immigration argentins ont refusé les trois membres du PC vers le Chili. Ils ont expliqué leur décision par le refus des communistes de demander l'asile politique en Argentine et par le fait qu'ils n'avaient pas assez de visas pour rester dans ce pays.

Brésil

TRENTE MILLIONS D'ENFANTS VIVENT DANS LA RUE

Salvador (AP). - Plus de trente millions d'enfants vivent dans la rue au Brésil, ce qui représente une augmentation de 90 % en trois ans. Un quart environ ont été abandonnés par leurs parents, affirme un rapport publié le mardi 24 juillet par l'association des juges pour mineurs. Les autres sont des enfants qui cherchent dans la rue de quoi compléter un revenu familial de moins de 68 francs par mois.

Le salaire moyen au Brésil se situe aux environs de 1 275 francs. « Ces enfants vivent dans un dénuement absolu », affirme M. Monica Daniel Rodrigues, président de l'association *Bonacup* (mouvement brésilien de l'enfance).

M. Rodrigues impute l'augmentation du nombre d'enfants de la rue à la crise économique que connaît le Brésil. Le chômage a été évalué à 40 % environ et le taux annuel d'inflation est de 227 %.

DIPLOMATIE

Le Parlement européen a désigné ses douze vice-présidents

De notre correspondant

Strasbourg. - Après l'élection de son président, M. Pierre Pflimlin, le Parlement européen n'a pas choisi ses douze vice-présidents sans difficulté. En effet, si aucune discipline de vote ne s'impose au parlementarisme européen, l'arrangement entre les groupes d'équilibre d'ordinaire le bureau du Parlement en croisant la répartition géographique et l'appartenance politique.

Le premier tour de scrutin, mercredi matin, a dérogé à cet usage. Aucun socialiste ne figurait parmi les cinq élus, tous appartenant à une majorité qui s'affirmait nettement de deux jours à Strasbourg. Il a fallu que les présidents des grands groupes rappellent ces règles d'équilibre, au grand dam de MM. Jean-Marie Le Pen (droite européenne, France) et Marco Pannella (non-inscrit, Italie) paradoxalement réélus pour dénoncer ces contraintes : un Jean-Marie Le Pen qui a d'ailleurs étonné par son score - 37 voix -, plus du double de l'effectif de son propre groupe.

De fait, le second tour a renoué avec l'équilibre de 1982 : les douze vice-présidents seront partagés entre cinq socialistes, deux conservateurs, deux démocrates-chrétiens, un libéral, un irlandais, rattaché au groupe gaulliste, et un communiste. Parmi les socialistes figure la Française Mme Nicole Béré.

Entre-temps, le Parlement a entendu le président en exercice du conseil européen, le premier ministre irlandais, M. Garret Fitzgerald, tirer plusieurs engagements du sommet de Fontainebleau. Ainsi, le Parlement sera saisi, à l'automne, de mesures pour combler le déficit budgétaire pour l'année en cours et le bureau élargi du Parlement donnera son avis dans la procédure de nomination de M. Jacques Delors à la présidence de la Commission européenne, comme l'avait demandé la veille le président Pflimlin.

L'actuel président de la Commission, M. Gaston Thorn, a voulu voir dans le sommet de Fontainebleau le terme d'une « longue crise débilante » dans l'histoire de la Communauté. Il a souhaité, cependant, que

le Parlement use de « tous ses pouvoirs en matière budgétaire pour que la Communauté ne se voit pas refuser les moyens de sa continuité et de son développement ».

[Les cinq vice-présidents élus au premier tour avec la majorité absolue requise sont, dans l'ordre des suffrages obtenus :

M. Cassanmagnogno-Carretti (Italie, démocrate-chrétien), première vice-présidente ; M. Albert (RFA, dém.-chrét.), lady Elles (Grande-Bretagne, conservatrice), M. Nord (Pays-Bas, libéral), M. Lalor (Irlande, app. gaulliste). On élu deux vice-présidents au second tour : M. Seefeld (RFA, social-démocrate), Dido (Italie, socialiste), Griffiths (Grande-Bretagne, travailliste), Fanni (Italie, communiste), Florkovits (Grèce, Pasok), M. Pary (France, socialiste) et M. Moeller (Danemark, conservateur).

D'autre part, la présidence de la commission du budget, qui revient au groupe socialiste, a été confiée à M. Jean-Pierre Cot, ancien ministre du gouvernement Mauroy, qui l'a emporté sur M. Demitri, ancien président néerlandais du Parlement européen.]

● La quarante-cinquième session du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes (CHEAM) se déroulera tous les mercredis, du 7 novembre 1984 au 12 juin 1985. Ce stage, qui vise à présenter les principaux problèmes sociaux, politiques, administratifs et économiques des pays de l'Afrique, de l'Asie, du Pacifique et des Caraïbes, s'adresse en priorité aux agents de l'Etat et aux cadres de secteur privé susceptibles soit d'être affectés dans les pays du tiers-monde, soit d'être en rapport avec ces pays ou leurs ressortissants.

(*) Pour tous renseignements, s'adresser au secrétariat du CHEAM, 13, rue du Four, 75006 Paris, tél. : 326.96.90.

M. REAGAN ASSOULPTE LES RESTRICTIONS IMPOSÉES AUX PÊCHEURS SOVIÉTIQUES

Washington (APF). - Les Etats-Unis ont décidé, mercredi 25 juillet, d'assouplir l'interdiction faite aux Soviétiques de pêcher dans les eaux territoriales américaines, une mesure qui avait été prise par le président Carter en 1980 à la suite de l'invasion de l'Afghanistan par les troupes soviétiques.

Le département d'Etat a confirmé que le gouvernement américain autorisait les pêcheurs soviétiques à saisir 50 000 tonnes de poissons par an environ à l'intérieur de la zone d'exclusivité américaine, dans le Pacifique nord et dans la mer de Béring. En contrepartie, les deux parties accorderont leur coopération dans le domaine de la pêche. Avant l'interdiction prononcée par M. Carter en 1980, les pêcheurs soviétiques avaient droit à 400 000 tonnes de prises par an dans la zone concernée.

Cette décision, a indiqué le département d'Etat, est conforme à la politique du président Reagan de promouvoir un dialogue constructif avec l'URSS et de faciliter les échanges commerciaux de produits non stratégiques.

Cette mesure d'assouplissement intervient au moment où, après plusieurs mois de tension, Moscou et Washington font progresser leur coopération dans plusieurs domaines, notamment la modernisation du « téléphone rouge », le début de pourparlers sur l'ouverture de consulats à Kiev, San-Francisco et New-York, et de négociations sur les échanges culturels entre les deux pays.

● Nominations d'ambassadeurs. - Le *Journal officiel* du 25 juillet annonce la nomination de M. Gilbert Bochet, déjà ambassadeur à Sainte-Lucie (le *Monde* du 8 mars) où il maintient sa résidence, au poste d'ambassadeur à Saint-Kitts-et-Nevis, l'ancienne colonie britannique devenue indépendante en septembre 1983. D'autre part, M. Jean Le Camellier, déjà ambassadeur et résident à Trinité-et-Tobago (le *Monde* du 17 mai), est accrédité auprès du gouvernement de Guyana.

ملكو من ألال

Le Monde

politique

Le référendum en question

- M. Poher préfère recourir au Congrès plutôt qu'au pays
- Le gouvernement maintient sa position mais accepterait une amélioration du projet

Si M. François Mitterrand a en l'intention d'embarrasser l'opposition en présentant l'initiative de proposition de référendum constitutionnel pour permettre d'autres référendums sur les questions touchant aux libertés publiques, il a réussi. Si le président de la République reste attaché avant tout - ce dont certains doutent, tel M. Bernard Stasi (CDS) - à l'organisation de ce premier référendum en septembre, il risque d'être déçu.

En proposant - on plutôt en réitérant la demande qu'il avait faite le 13 juillet - de confier « au Congrès de Versailles une révision de l'article 11, à la fin du mois d'août », M. Alain Poher avance deux sortes d'arguments. Le premier : « On économise du temps et de l'argent. » Le second : la révision constitutionnelle « permettrait clairement tout caractère ambigu », explique-t-il dans un entretien à l'AFP mercredi 25 juillet. Dans ce même entretien, il ajoute : « Cela nous éviterait déjà un premier doute, car le référendum proposé pour l'instant porte plus sur un sujet technique que sur une question de fond. »

Le « doute » concerne le danger plébiscitaire que recèle, aux yeux de l'opposition, la procédure référendaire choisie par M. Mitterrand. Sur ce point, au moins, l'opposition est d'accord pour ne pas permettre au président de la République de masquer une autorité, une légitimité, qui aujourd'hui manquent, estime-t-elle, à la majorité présidentielle.

Le « non » au référendum plébiscitaire « est peut-être un peu transformé en « non » au seul référendum, dans les rangs d'une large partie de l'opposition. A cet égard, l'UDF, après avoir laissé M. Chirac abonder dans le sens des souhaits du président du Sénat en faveur de « garanties constitutionnelles parlementaires précises », a adopté une attitude plus intrinsèque. A la suite de deux réunions (l'une mardi soir 24 juillet, l'autre mercredi après-midi 25) de l'intergroupe UDF qui rassemble des sénateurs de droite, de gauche, de gauche démocratique et des républicains et indépendants, la tentation de voter d'emblée contre le projet que vient de défendre M. Robert Badinter à partir du 7 août dans l'hémicycle du palais du Luxembourg n'est pas loin d'avoir recueilli un assentiment général.

Pour justifier cette position, dont M. René Monory (CDS) est l'un des principaux avocats, plusieurs arguments sont avancés. D'une part, la majorité sénatoriale voulait un

référendum sur le « pluralisme scolaire » (selon l'expression utilisée par M. Poher), pas sur la Constitution. Si elle était dans le jeu de la modification constitutionnelle, elle reconnaîtrait a posteriori que sa demande était, comme le lui a rétorqué la gauche, inconstitutionnelle, alors qu'elle reste - persuadée que le défaut projet Savary touchait bien à l'organisation des pouvoirs publics. D'autre part, si M. Mitterrand veut coûte que coûte un référendum, l'obstacle des « garanties constitutionnelles » s'offrirait justement aucune garantie. Le piège alors se refermerait sur l'opposition qui verrait « son » texte amendé, approuvé par l'Assemblée nationale et soumis au référendum. Auquel cas, elle laisserait le monopole du « non » à un Jean-Marie Le Pen, dont l'électorat pourrait ainsi grossir démesurément de tous les irréductibles.

Enfin, un Parlement qui accepterait de voir ses pouvoirs amoindris au profit d'un accroissement des prérogatives du président de la République - et ce peu importe les limites qu'on y mettrait - aurait, selon M. Monory un comportement paradoxal.

Le RPR : amender

Du coup, la position du « non » brutal se heurte à un autre choix, celui-là adopté par les sénateurs RPR. Réunis mardi, ces derniers ont scellé la solution du « rejet » tout comme celle d'une réévaluation préliminaire par certains. Il préfère amender le projet de loi. En ce sens, le RPR ne voyait nul inconvénient, bien au contraire, au choix de M. Etienne Dailly (Gauche démocratique), vice-président du Sénat, comme rapporteur de la commission des lois. Il n'empêche que les possibilités d'amendements expliquées par ce dernier ont plus convaincu les membres de l'intergroupe UDF de leur complexité technique que de leur intérêt juridique.

Alors, divergences au sein de l'opposition dans son ensemble, dont M. Roland Dumas a jugé mercredi les déclarations « quelques peu cacophoniques » ? Le porte-parole du gouvernement a déclaré ne pas comprendre que « ceux qui réclamaient à cor et à cri ce type de consultation multiplient les obstacles de tous ordres et annoncent qu'ils les multiplieront pour que cette consultation populaire n'ait pas lieu ».

En rappelant que M. Chirac avait, le 17 octobre 1982, reconnu que le référendum soit tombé en

désuétude, M. Dumas touche à une corde sensible de l'héritage gaulliste. En rappelant à M. Poher que le choix du référendum est « une prérogative exclusive du président de la République », M. Dumas s'abrite derrière la Constitution pour reprocher au président du Sénat, qui « émet un vœu (mais) ne dit pas le droit », de pratiquer « une certaine confusion des pouvoirs ». Et d'ajouter : « Le Sénat est saisi d'un texte. Il peut l'approuver ou le rejeter, il peut même l'amendement, mais ses institutions ne l'autorisent pas à décider qu'il doit le ratifier définitivement. Le président de la Républi-

les radicaux de gauche pourraient alors suffire à faire adopter le projet de loi référendaire. Dès lors, ce texte serait théoriquement assuré d'obtenir, avec le concours des députés qui lui sont favorables, la majorité qualifiée requise au Congrès. Sauf si certains votes changent en cours de route. Que les sénateurs centristes trouvent à ce moment-là un prétexte pour repousser le projet de loi, et celui-ci n'a aucune chance d'aller plus loin. Le blocage peut donc s'effectuer au niveau du Congrès (1).

Ceux qui, au gouvernement, travaillent à la préparation de cette

testes relatifs aux libertés publiques voués à une ratification référendaire. C'est l'une des revendications de l'opposition, et le gouvernement n'y est pas hostile. En revanche, l'institution d'un contrôle parlementaire sur les textes que le président de la République voudrait soumettre au référendum apparaîtrait comme un élément de nature à modifier l'équilibre des pouvoirs entre l'exécutif et le législatif au profit de ce dernier et, surtout, du Sénat.

En intervenant dans le débat sous forme d'un entretien avec l'AFP, M. Poher souhaitait ainsi répondre notamment à MM. Jospin et Quilès.

s'interroge : « Pourquoi ces jugements sommaires ? S'agit-il d'une condamnation a priori ou d'un procès d'intention ? »

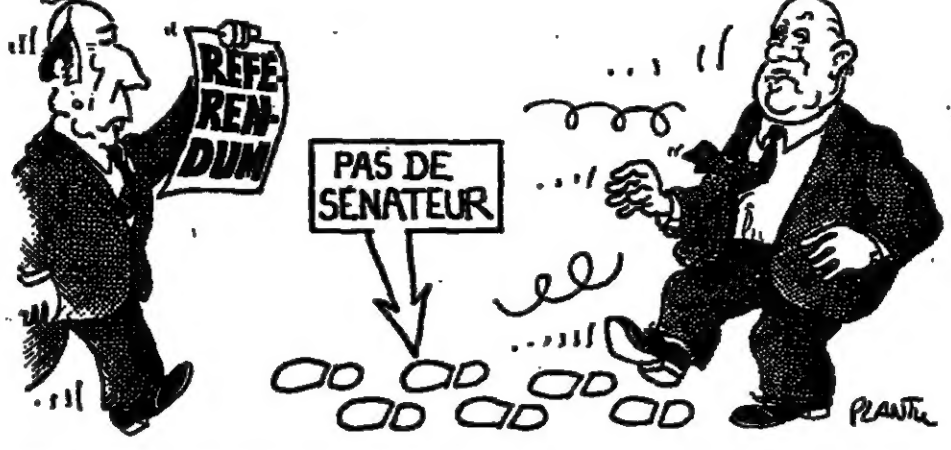
La clé de la révision

La demande de convocation du Parlement en Congrès est, certes, assortie d'un engagement : « Le Sénat possède la clé de la révision, soyez assurés qu'il n'ouvrira pas la porte à l'avenir », dit-il. Faut-il comprendre que M. Poher, dès lors que le président de la République renoncera au référendum, obtiendrait de l'opposition une attitude plus conciliante sur une réforme constitutionnelle ? Encore faudrait-il - et rien ne le prouve - que l'opposition partage un point de vue identique sur les corrections à apporter aux institutions et que ce point de vue recoupe les objectifs de la majorité de l'Assemblée nationale.

Le président du Sénat s'est entretenu jeudi matin 26 juillet avec les présidents des groupes de la majorité sénatoriale. Il partage avec eux le souci de préserver l'unité et la cohérence de l'opposition nationale.

Il n'empêche que la perspective de voir les groupes parlementaires servir de bras séculier aux états-majors des partis politiques ou aux intérêts rivaux des grands « chefs » de l'opposition nationale peut en faire hésiter plus d'un.

ANNE CHAUSSEBOURG.



que a choisi de proposer aux Français un référendum sur les libertés publiques (...). C'est conforme à la lettre de la Constitution et à la pratique de la V^e République, notamment à celle du général de Gaulle.

De son côté, M. Marcel Debarge, sénateur de la Seine-Saint-Denis et membre du secrétariat national du PS, s'est étonné de la « curieuse conception de la démocratie » que traduit la demande de Congrès formulée par M. Poher : « sans avoir été mandaté par le Sénat ».

Le gouvernement se méfie de l'arithmétique

Le gouvernement a une autre raison de refuser la proposition de M. Poher. Elle procède de l'arithmétique parlementaire et d'une certaine méfiance. La loi soumise au référendum doit être votée en termes idéologiques, on le sait, par les deux Chambres. Il est possible qu'elle obtienne une majorité au Sénat si, les gaullistes votant contre, les centristes décident de s'abstenir (comme le feraient, de leur côté, les communistes). Les socialistes et

réforme constitutionnelle n'écartent pas l'éventualité d'une telle manœuvre. Pour le moment, ils s'abstiennent sur l'arène que le Sénat fera au projet de loi. Le texte soumis sera celui qui est issu des délibérations du Conseil d'Etat. Ce sera le texte de base de la discussion. La chancellerie semble disposée à accepter les modifications susceptibles d'améliorer le projet. Elle refusera celles qui tendraient à le bouleverser.

Parmi les premières, il y a les diverses possibilités d'introduire un contrôle de la constitutionnalité des

Se déclarant « gravement choqué » par certains « jugements de valeur », le président du Sénat

Référendum ou Congrès : une procédure en deux étapes

La procédure de révision de la Constitution est organisée par l'article 89 de la Constitution qui dispose :

« L'initiative de la révision de la Constitution appartient conjointement au président de la République, au premier ministre et aux membres du Parlement. »

Le projet ou la proposition de révision doit être voté par les deux assemblées en termes identiques. La révision est définitive après avoir été approuvée par référendum.

Toutefois, le projet de révision n'est pas présenté au référendum lorsque le président de la République décide de le soumettre au Parlement convoqué en Congrès ; dans ce cas, le projet de révision n'est approuvé que s'il réunit la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. Le bureau du Congrès est celui de l'Assemblée nationale.

Aucune procédure de révision ne peut être engagée ou poursuivie lorsqu'il est porté atteinte à l'intégrité du territoire.

La forme républicaine du gouvernement ne peut faire l'objet d'une révision.

Cet article précise bien que toute procédure de révision comporte donc deux étapes : celle, d'abord, du vote par chacune des assemblées siégeant séparément d'un même texte de projet ou proposition de loi, celle, ensuite, de l'approbation définitive, soit par le moyen du référendum soit par celui du Congrès du Parlement, réuni au palais de Versailles dans la salle de l'ancienne assemblée de l'Union

française et statuant aux trois cinquièmes des suffrages exprimés.

La voie référendaire prévue à cet article n'a jamais été utilisée. En revanche, la Constitution de 1958 a été modifiée à trois reprises par la voie du Congrès : le 30 décembre 1963 pour changer le date des sessions parlementaires ; le 21 octobre 1974 pour permettre à soixante députés ou soixante sénateurs de saisir le Conseil constitutionnel ; le 14 juin 1976 pour prévoir le cas de décès ou d'empêchement d'un candidat à l'élection présidentielle.

En deux occasions la procédure de la voie parlementaire n'a pas été conduite à son terme. Bien qu'adoptée en termes identiques par les deux assemblées, deux projets de loi n'étaient pas assurés de recueillir la majorité des trois cinquièmes au Congrès et les présidents de la République ne les lui ont pas soumis : le 20 octobre 1973 pour la réduction de sept à cinq ans du mandat présidentiel proposée par Georges Pompidou et le 21 octobre 1974 pour le statut des suppléants de parlementaires devenant ministres préparé par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Rappelons que le président de la République peut également user du référendum, en vertu de l'article 11, pour tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics. Dans ce cas il n'a pas besoin de passer par l'épreuve préalable du vote des Assemblées. C'est ce qu'avait notamment fait le général de Gaulle en 1962 et en 1969.

Alain Poher ou le pouvoir imprévu

(Suite de la première page.)

A gauche, on ne peut oublier que, pendant les débuts de la V^e République, le Sénat a souvent été un refuge confortable pour des hommes battus à la députation, comme MM. Mitterrand, Defferre ou Jacques Duclos. On ne peut oublier non plus que M. Poher a, sur un tableau de chasse quelques prestigieuses déportations, comme le référendum avorté de 1969 et le départ de de Gaulle.

On se souvient aussi que, au second tour de l'élection présidentielle qui a suivi - tandis que les communistes voyaient en Pompidou-Poher, selon la formule de Jacques Duclos, « bonnet blanc et blanc bonnet », les socialistes de la SFIO, dont le secrétaire était M. Gaston Defferre, s'étaient désistés pour le président du Sénat : les membres de la Convention des institutions républicaines de M. Mitterrand avaient seulement appelé son vote blanc, soit à un « vote hostile à M. Pompidou », et que la Fédération de la gauche démocrate et socialiste avait ouvertement soutenu M. Poher. Cela crée sinon des liens, du moins des souvenirs et parfois des reconnaissances de dette.

La volupté d'être modeste

Car M. Poher, c'est aussi l'incarnation de la longue histoire parlementaire de l'après-guerre à nos jours. Ingénieur civil des Mines, licencié en droit, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, Alain, Emile, Louis, Marie Poher, né à Ablon-sur-Seine (Val-de-Marne) le 17 avril 1909, était destiné à faire une carrière honorable d'administrateur au ministère des finances - de technocrate, comme on dit aujourd'hui - s'il n'avait aimé la résistance, dans ce ministère ni fait la connaissance, en 1946, de Robert Schuman, l'inventeur du plan charbon-acier qui devait réconcilier la France et l'Allemagne et fonder l'Europe. Tous bascule alors.

Il est élu maire de son village et le restera pendant près de quarante ans, devenant même plus tard, à ce titre, président de l'Association des maires de France. Il entre au cabinet du député lorrain devenu ministre des finances, sans même son épousée secrétaire d'Etat au budget. Il est élu sénateur de la Seine-et-Oise en 1948. Comme son mentor, à qui il voue une admiration qui conduit par certains côtés au mépris, il est MRP et européen au point de devenir en 1955 président de la Commission du Marché commun puis, en 1966, président de l'Assemblée parlementaire européenne. Il est d'ailleurs davantage européen que sénateur sous le IV^e, jusqu'au bref passage au gouvernement Gaillard en 1957-1958, comme secrétaire d'Etat à la marine.

Tout l'art de son comportement de M. Poher développé en une quarantaine d'années de vie politique a été de jouer d'une fausse candeur mais d'une amabilité vraie, de ne déplaire à quiconque. Apparemment insaisissable, il a su, lui, saisir les opportunités, attendre patiemment les récompenses du destin. Sa modestie semble parfois si soignée qu'on se prend à croire qu'elle est une forme de volupté, surtout lorsque, dans le regard naturellement doux, perce une lueur de malice. Gentil et discret, M. Poher, qui répute à toute forme de politique-spectacle, pour qui la démesure est sûrement un péché capital, a souvent inspiré la condescendance, voire l'ironie, jusqu'au jour où l'on a su qu'il avait tenu tête à de Gaulle, révoltant en 1969 : « Je n'ai pas pu lui faire entendre raison. »

Cet anti-héros, ce contraire de matamore, oublie son occasion de chanter et se modeste débordante pour défendre avec de surprenants accents d'indignation la République parlementaire et bicamérale chaque fois qu'il la juge menacée par « l'avenir ».

Installé par intérim à l'Elysée, il rappelle sans ambages au premier

ministre restant, M. Couve de Murville, que l'article 5 de la Constitution confie au président de la République de « veiller au fonctionnement régulier des pouvoirs publics », et il obtient de l'ORFOT un peu plus d'objectivité.

Pendant la campagne présidentielle de 1969, jouant de son naturel débonnaire, il cherche à rassurer les électeurs. Trop, peut-être, laissant certains centristes et les giscardiens se rallier à Georges Pompidou. Il ne recueille alors que 23,3 % des suffrages. Trop tard, au second tour, il durcit le ton, s'en prend au « clan », attaque le bilan de gaullisme, dénonce les politiciers parasites, le S.A.C., les écoutes téléphoniques, la mainmise sur l'information, les juridictions d'exception. Il n'atteindra, le 15 juin, que 42,41 % des voix. Un peu surpris lui-même de tenir des propos aussi incongrus, un peu boucalté par le tourbillon de la campagne électorale, M. Poher retrouve un comportement plus placide en regagnant le palais du Luxembourg après cinquante jours d'exercice de la responsabilité suprême de l'Etat.

L'amortisseur

Son expérience élyséenne lui a bien fait percevoir la dimension du rôle national qu'il peut exercer. Il médite davantage sur les institutions et leur adaptation nécessaire, sur l'ambiguïté des notions parlementaires et présidentielles, sur les garanties que mérite l'opposition. Ce soliloque est interrompu le 2 avril 1974 par la mort de Georges Pompidou. M. Alain Poher s'installe de nouveau à l'Elysée. Mais cette fois, paradoxalement, puisqu'il ne briguera pas le mandat suprême, il estime qu'il a vraiment eu, pendant son intermède, « l'impression d'être vraiment, totalement, président de la République » tant il a rencontré de bons volontés et tant les dossiers étaient en place et les classeurs pleins, à la différence de 1969.

Les antagonismes, pendant la campagne présidentielle, reconnaissent que le président du Sénat a bien

rempli son office. Et, de nouveau, M. Poher traverse la Seine et reprend le cours de ses réflexions. Il est convaincu de refléter l'intention populaire qui a toujours refusé sous la République de supprimer le rôle politique du Sénat. Au contraire, il estime que la deuxième chambre doit servir « d'amortisseur entre les institutions » et qu'il est capable de décourager les passions et les entraînements en favorisant la conciliation. Toutefois, il assigne à sa fonction un rôle politique qui n'est pas celui d'un simple amortisseur de la loi : « l'atténuation de la tendance à l'absolutisme du pouvoir ».

D'une façon que l'on pourrait presque dire prémonitrice mais qui se nourrit en fait d'expériences passées, M. Poher écrit en janvier 1975 : « La concordance et la stabilité des majorités qui ont été le président de la République et l'Assemblée nationale peuvent engendrer une atonie de la vie politique et peut-être même une sorte de dégénérescence inconsciente des libertés. » Dans ce cas, le Sénat doit, selon son président, jouer « le rôle essentiel de chambre de réflexion ». Voilà !

Le deuxième personnage de l'Etat - selon l'ordre protocolaire - ne semble pas, depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, vouloir flatter ses ambitions à cela. « Le Sénat fait son boulot », se contente de répondre M. Poher quand on lui prête l'intention de déstabiliser l'Etat ou de bloquer son fonctionnement. En se ralliant devant M. Mitterrand le 28 juin à l'Elysée, l'ancien maire d'Ablon a posé le bras de vergée, face à un pouvoir qui se voulait impérieux et à un chef d'Etat au verbe trop absolu. Président d'opposition d'une Assemblée d'opposition, M. Alain Poher découvre les ressources encore inexploitées d'une Constitution qui n'était pourtant pas, dans l'esprit de ses fondateurs, destinée à l'avantager.

On ne peut, en tout cas, plus écrire en cet été 84 ce qu'un pamphlétaire affirmait en 1969 : « M. Poher n'existe pas. »

ANDRÉ PASSERON.

CLUB VEU

JUIN à SEPTEMBRE
VAL DE LOIRE et CÉVENNES
 CAMP SPORTIF et de LOISIRS enfants - adolescents (mixte)
ÉQUITATION - TENNIS (tous niveaux)
JUILLET : DISNEY WORLD et la FLORIDE
 en compagnie de jeunes Américains (8-12 ans et 13-16 ans)
 Tous congés scolaires - Tél. (6) 903-50-80

Maurice Landrain

L'INCAPACITÉ AU POUVOIR

Un véritable changement s'impose

L'auteur de « Sortir de la pagaille », qui dénonçait - en 1979 - l'incapacité des politiciens de la droite, constate, dans son nouveau livre, une égale incompetence de ceux de la gauche.

Il demande à une jeunesse courageuse et éclairée de chasser les politiciens et de construire une France neuve dont il définit les structures.

L'exemplaire : 60 F.

Editeur : Les Lettres libres, 129, rue de Crimée, 75019 Paris.
 Diffuseur libraires : Els Chiron, 40, rue de Seine, 75006 Paris.

Pour un gouvernement gouverné

[illegible]

Le Monde

société

CRYOGÉNIE DANS LE MAINE-ET-LOIRE

Un gynécologue à la retraite a congelé le cadavre de son épouse

Le gynécologue Raymond Martinot, à la retraite, soixante-deux ans, maintient depuis plusieurs mois le corps de sa femme en état de congélation. Cette dernière est décédée au début de cette année. Son corps a aussitôt été placé dans un congélateur construit spécialement à cet effet. Il y est depuis maintenu à une température de moins 60° C. Le docteur Martinot espère ainsi pouvoir ultérieurement réveiller son épouse à la vie.

Les rapports entre le froid, la vie et la mort sont nombreux et complexes. Ils passionnent depuis longtemps les scientifiques spécialisés en cryobiologie et ont souvent alimenté les scénarios de science-fiction. On sait que le froid ralentit les réactions chimiques du vivant. Le phénomène est largement utilisé par de nombreux mammifères qui, naturellement, se placent en état d'hibernation. Il

est aussi par les embryons d'in-

sectes. L'amélioration des possibilités techniques et la mise au point de milieux conservateurs comme l'azote liquide ont permis d'aller beaucoup plus loin. C'est ainsi par exemple qu'on s'est lancé dans la conservation des cellules germinales humaines (ovules et spermatozoïdes). Ces cellules placées à moins 196° C conservent, moyennant quelques précautions techniques, toutes leurs capacités biologiques une fois décongelées.

En 1972, une équipe de chercheurs américains du Laboratoire national d'Oak Ridge, dans le Tennessee, annonçait avoir réussi à maintenir vivants, après congélation, des embryons de souris, nés ensuite après avoir été transplantés dans des femelles. Dix ans plus tard, on réalisait le même geste dans l'espèce humaine.

La conservation temporaire par le froid est aussi fréquemment uti-

lisée dans les transplantations de reins et de cœur. Elle rencontre néanmoins des problèmes techniques importants qui font, par exemple, qu'on n'a pas pu constituer de banques d'organes. « Tout se passe », explique le professeur Pierre Douzou (Muséum d'histoire naturelle), « comme si l'utilisation du froid devenait de plus en plus difficile avec le stade d'évolution des tissus. »

Depuis dix ans, aux États-Unis, plusieurs cadavres humains sont conservés par congélation. A la différence des exemples précédents, il s'agit de tentatives de conservation par le froid de structures mortelles. « Imaginer que l'on puisse à l'avenir ressusciter des organismes morts », explique le professeur Douzou, « paraît, en l'état actuel de nos connaissances, complètement utopique. » Il semble en effet que le froid ne parvienne, dans ce domaine, qu'à éviter la putréfaction.

JEAN-YVES NAU.

La fraude sur les cartes bleues : un procédé grossier mais efficace

L'escroquerie à la carte bleue commise par un réseau de faussaires (Le Monde du 26 juillet 1984) relève d'une technique plutôt grossière, mais assez efficace et quasiment imparable dans la plupart des cas, en attendant que de nouveaux dispositifs la rendent impossible.

Sur le plan technologique, trois types de cartes de paiement, d'une complexité croissante, existent actuellement. Le type initial, le plus simple, est la carte « mécanique » : sur un petit rectangle de matière plastique, une machine spéciale imprime en relief (« embosse ») une série d'indications : nom du titulaire et numéro d'identification. Le commerçant, sur une petite machine portable dite « fer à repasser », imprime avec cette carte une facture et un reçu. Dans le deuxième type, la carte dite « embossée » est dotée au verso de plusieurs pistes magnétiques codées qui servent à identifier le porteur dans les distributeurs automatiques de billets et chez les commerçants munis de terminaux en relation directe avec les banques (37 %). Le troisième type,

le plus évolué, et dont la mise en service a été décidée récemment après une longue expérimentation, est la carte à « puce » électronique : dans l'épaisseur du plastique sont insérés une mémoire et un microprocesseur qui autorisent toute une série d'opérations. Pour lutter contre la fraude, seul le troisième type est vraiment inviolable, la technologie de fabrication n'étant pas à la portée du fraudeur.

La carte à piste magnétique est très difficile à imiter : il faut disposer des codes bancaires, ce qui n'est pas commode. Quant à la carte « embossée », aucune parade n'existant au départ, puisqu'elle peut être falsifiée avec une machine valant 25 000 F et que le commerçant n'a, la plupart du temps, aucun moyen de la contrôler.

Dans l'affaire qui a éclaté, l'embossage de la carte (noms et numéros) était réalisé grâce aux doubles des factures et reçu recueillis dans les poubelles des commerçants, les pistes magnétiques figurant au dos étant factices,

ce qui interdisait leur utilisation dans les distributeurs de billets, mais la permettait pour des achats de marchandises dans les magasins équipés seulement de « fers à repasser » (la plupart).

Les techniciens du groupement de la carte bleue étudient actuellement plusieurs parades. La première, qui existe déjà, consiste à insérer dans la carte une identification révélée par exposition à l'ultra-violet, avec les appareils de détection déjà utilisés pour déceler les faux billets (50 000 en service). Un nouveau « fer à repasser » va être doté d'un mécanisme. La seconde consiste à placer dans la carte un « hologramme » (motif qui donne une image en plusieurs dimensions se modifiant avec le mouvement) et très difficile à reproduire. La troisième revient à multiplier les terminaux vérifiant les pistes magnétiques. La quatrième, parade ultime, sera la mise en service de la carte à puce électronique, totalement inviolable et inimitable.

FRANÇOIS RENARD.

DES BRIGANDS SUR LES ROUTES DU MIDI

Un ou plusieurs groupes de malfaiteurs à bord de BMW ont razzonné, les 25 et 26 juillet, dans le midi de la France, plusieurs touristes anglais, allemands et belges.

Chaque fois, le scénario de l'agression a été le même : après une queue de poisson et l'immobilisation du véhicule pris en chasse, les malfaiteurs, qui tous conduisaient des BMW, ont réclamé de l'argent sous la menace de leurs armes. La première agression a eu lieu à Aguttes-Mortes (Gard) à 3 heures du matin. Un couple de touristes belges, M. et Mme Dupont, quarante et un ans et trente-sept ans, qui rentraient de vacances, ont pu prendre la fuite et échapper à leurs agresseurs qui ont tiré sur eux après avoir tenté de les rançonner.

Le même scénario a eu lieu à Saze (Gard), vers 5 heures, sur la

RN 100. Trois Allemands ont également réussi à échapper à leurs agresseurs. Enfin, à la sortie d'Avignon, vers 6 heures, un noyau britannique, qui voyageait seul en direction de Marseille, a été attaqué par les « pirates de la route ».

Jeudi 26 juillet à l'aube, un couple de touristes allemands a été agressé entre Bagnols-sur-Cèze et Remoulins (Gard). Les malfaiteurs armés ont fouillé leur véhicule et se sont emparés de 570 deutschemarks.

Des agressions comparables avaient eu lieu au cours de l'été 83, notamment sur la RN 7 et la RN 86. Les gendarmes du Gard et du Vaucluse n'avaient pu arrêter plusieurs bandes de jeunes gens qui, armés de gourdin, dévalisaient parfois jusqu'à une dizaine de touristes en une nuit.

UNE « PREMIÈRE » SOVIÉTIQUE

Une femme a marché dans l'espace

La cosmonaute soviétique Svetlana Savitskaya, qui séjourne depuis le 18 juillet dans la station spatiale Saliout-7, est sortie dans l'espace mercredi 25 juillet pendant trois heures et trente-cinq minutes. Elle était accompagnée de son chef d'équipage, Vladimir Djanibekov. Les deux cosmonautes ont essayé divers outils de construction mécanique, procédant à des opérations de coupe, de soudure, de brassage. Ils ont également déposé, par pulvérisation, un revêtement d'argent sur une plaque d'aluminium.

Agée de trente-cinq ans, Svetlana Savitskaya participe à sa deuxième mission, puisqu'elle a déjà passé une semaine dans Saliout-7 en août 1982. Elle devient ainsi la première femme soviétique à effectuer une sortie dans le vide. Depuis le début des vols habités, trois femmes ont volé autour du globe (contre une bonne dizaine d'hommes). A l'époque héroïque, Valentina Tereshkova passa en 1963 trois jours dans la capsule Vostok-6. Il fallut ensuite attendre la première mission spatiale de Svetlana Savitskaya pour que les femmes reprennent le chemin du cosmos. Puis, en juin 1983, l'Américaine Sally Ride prit part au septième vol de la navette spatiale, marqué par la première récupération d'un satellite en orbite. Une

autre Américaine, Judy Resnick, aurait dû participer, il y a quelques semaines, au vol inaugural de la navette Discovery, mais une panne de moteurs a fait annuler ce vol à la dernière seconde. Ce n'est que fin août que Judy Resnick devrait devenir la quatrième femme de l'espace.

L'autre participant de la sortie spatiale de mercredi, Vladimir Djanibekov, fut déjà chef d'équipage lors de la mission Soyuz-T6, à laquelle participait le Français Jean-Loup Chrétien en juillet 1982. Il en est aujourd'hui à son quatrième vol spatial, ce qu'aucun Soviétique n'avait encore atteint.

La manche

Des six cosmonautes de Saliout-7, trois y sont venus la semaine dernière à bord de Soyuz-T12. Ce sont Djanibekov et Svetlana Savitskaya déjà cités, ainsi qu'Igor Volk. Leur séjour devait se terminer rapidement : les « visites » de ce type ne durent guère plus d'une semaine. Les trois autres sont en orbite depuis le 8 février dernier, Leonid Kizim, commandant de bord ; Vladimir Soloviev, ingénieur ; et Oleg Atkov médecin, ont quitté à cette date le cosmodrome de Baïkonour à bord du vaisseau Soyuz-T10 et ils ont rejoint le lendemain Saliout-7, qu'ils occupent

depuis plus de cinq mois ; Saliout-7, à abrité d'autre part un passager clandestin : une mouche, qui a échappé à tous les contrôles et qui semblait s'être parfaitement adaptée à l'apesanteur jusqu'à sa disparition il y a quelques jours.

Kizim, Soloviev et Atkov sont encore loin du record de sept mois (211 jours, 8 heures, 5 minutes) établi par Anatoli Berezovoy et Valentin Lebedev en 1982. Mais ils s'en approchent. Les cosmonautes ont déjà reçu et déchargé quatre vaisseaux Progress, effectué quatre sorties dans l'espace et accueilli au début d'avril un premier groupe de visiteurs, composé de Yuri Malychenkov, Guennadi Strekalov et de l'Indien Rakesh Sharma. Rien n'indique que leur séjour dans Saliout-7 soit proche de son terme, et la présence parmi eux du cardiologue Atkov peut même signifier que les Soviétiques, qui ont de longue date déclaré que rien ne s'opposait à ce qu'un homme reste plus d'un an en orbite (1), veulent franchir un nouveau et important palier dans l'occupation humaine de l'espace.

MAURICE ARVONNY.

(1) Valeri Riumine, en trois vols, dont deux de longue durée (175 puis 184 jours), a déjà pratiquement passé un an de sa vie en orbite.

EN BREF

PRESCRIPTION ILLÉGALE DE PRODUITS BLANCHISSANTS

Une infirmière de nationalité congolaise, Mme Françoise Lonongo N'Sai, trente ans, qui prescrivait des produits blanchissants pour l'épiderme, a été inculpée, mardi 24 juillet, à Lyon, d'usurpation du titre de docteur en médecine, de faux et usage de faux, d'escroquerie et de commerce illicite de produits pharmaceutiques et d'écroué.

Les produits blanchissant l'épiderme sont très demandés par de nombreux noirs en Afrique et aux États-Unis. Mais ce commerce est aussi florissant dans les pays asiatiques. C'est une source de revenus importante, comparable à celle qui provient, en Europe, du marché des crèmes colorantes ou des produits solaires.

Mme Lonongo N'Sai avait obtenu un diplôme de docteur en médecine à Leningrad, mais son titre n'était pas reconnu en France. Les médicaments qu'elle prescrivait étaient à base de cortisone, produit qui, utilisé à haute dose, peut provoquer des effets secondaires et nécessite une surveillance médicale.

Un projet de loi américain contre la « piraterie » des ordinateurs. — La Chambre des représentants des États-Unis a adopté, mardi 24 juillet, un projet de loi contre les « pirates » d'ordinateurs, faisant de l'« effraction électronique » un délit fédéral. Ce projet a également pour but de lutter contre la fraude sur les cartes de crédit.

Plusieurs affaires récentes ont attiré l'attention, aux États-Unis, sur la vulnérabilité des données des centres informatiques. La dernière en date a eu lieu au mois de juin, lorsque trois jeunes gens ont « pénétré » des ordinateurs du centre spatial Marshall de la NASA (Le Monde du 20 juillet). Quant à la fraude à la carte de crédit, elle a coûté, selon les estimations de la profession, plus de 100 millions de dollars aux institutions financières en 1983.

Le projet de loi vise les délits ayant entraîné des gains de plus de 5 000 dollars pour leurs auteurs. La peine maximale serait de dix ans de prison.

Réforme de l'Institut national de physique nucléaire et de physique des particules. — Par un décret paru au Journal officiel du 21 juillet, il perd sa qualité d'établissement public et désormais « contribue le département du Centre national de la recherche scientifique regroupant les disciplines de la physique nucléaire et de la physique des particules ». De ce fait, son conseil d'administration est supprimé, remplacé par un conseil de direction dont la composition est très similaire. Son directeur, nommé par arrêté conjoint du ministre de l'éducation nationale et de celui chargé de la recherche, reçoit délégation de pouvoir du directeur général du CNRS, et son budget est distinct de celui de cet organisme. La mission reste la même : coordonner l'activité de nombreux laboratoires qui se partagent l'usage de quelques grands équipements.

M. Pierris Joxe fait une tournée dans les commissariats

M. Pierre Joxe, nouveau ministre de l'Intérieur, a visité le 25 juillet le commissariat de la rue du Mont-Cenis, dans le dix-huitième arrondissement de Paris. Accompagné du préfet de police, M. Guy Fougère, et du directeur adjoint de la sécurité publique, M. André Meerschardt, le ministre a été accueilli à son arrivée, vers 23 heures, par le commandant Roger Cochinal. Ce commissariat, qui compte six cents hommes, couvre les quartiers chauds de Barbès, de Pigalle et de la Goutte-d'Or. Le ministre a pu constater la vétusté des locaux.

Depuis sa prise de fonctions, le 20 juillet, M. Joxe a déjà visité quatre commissariats. Outre celui du dix-huitième arrondissement de Paris, il s'est rendu les jours précédents dans les commissariats de Palaiseau (Essonne) de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) et à la préfecture de police de Paris.

Nomination à la recherche agronomique. — M. Guy Paillotin, ingénieur en chef des Mines en service détaché, vient d'être nommé directeur scientifique de l'Institut national de recherches agronomiques (INRA). Il remplace M. Roger Bouchet, qui prendra sa retraite dans quelques mois.

INÉ le 1^{er} novembre 1940 à Paris, M. Guy Paillotin est un ancien élève de Polytechnique et de l'École des mines de Paris. Il est chef du service de biophysique au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) de 1976 à 1982, puis secrétaire général des programmes militaires au ministère de l'Industrie et de la recherche. En 1983, il revient au CEA où il est adjoint au chef du département de biologie, chargé du secteur de la recherche fondamentale.

Ariane ne lancera pas

les satellites japonais

(De notre correspondant.)

Tokyo. — Le gouvernement japonais a opposé, mardi 24 juillet, une fin de non-recevoir à une démarche des pays membres de l'Agence spatiale européenne (ESA) visant à convaincre Tokyo de faire appel à la technique et à la coopération européennes dans le domaine des satellites météorologiques et, éventuellement, dans celui des lanceurs. La démarche, effectuée par les ambassadeurs de France, de RFA, de Grande-Bretagne et de Suisse au nom des onze gouvernements européens membres de l'ESA, était considérée comme un test politique de la volonté réelle d'ouverture du marché et de coopération industrielle de la part des Japonais. Elle intervenait après une proposition similaire faite par M. Laurent Fabius, alors ministre de l'Industrie et de la recherche, lors de sa visite au Japon, au début de juillet.

L'espace étant l'un des domaines où les succès européens sont les moins contestables, le rejet japonais n'est que plus préoccupant. « Si Météosat et Ariane ne passent pas la barrière japonaise alors qu'ils sont les meilleurs et les moins chers, et alors que les Japonais ont des problèmes avec leurs satellites, que peut-on espérer sur ce marché ? Météosat et Ariane étaient de vraies figures d'école. Le refus révèle à la fois la duplicité du discours officiel japonais et le maintien du monopole américain », estime un diplomate européen.

R.-P. P.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Un jugement du Tribunal de Grande Instance de PARIS, 3¹ Chambre, 1^{re} Section, en date du 6 mars 1984.

Entre :

1°) M. Gérard LEVY et M^{me} SIT-BON, Mylène, demeurant à SARCELLES (95), 7, rue Félix Faure.
2°) M^{me} Paule TORDJMAN, demeurant à LEVALLOIS-PERRET (92), 24, rue de Lorraine.

Parties civiles

Et :

1°) M. Nicolas STAVRIDES KERAMIDAS, demeurant 86, rue d'Assolant à PARIS (9^e), gérant de société.

2°) La Société « LE PARTHENON HELLENIC AIR », 34, rue Godot-de-Mauroy, PARIS (9^e).

Statuant publiquement, contradictoirement et en 1^{er} ressort, DECLARE STAVRIDES KERAMIDAS de s'être rendu coupable à PARIS et sur le territoire national, courant 1982, du délit de publicité mensongère, prévu et réprimé par les articles 44 de la loi du 27-12-1973 et 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1905.

Le condamne à la peine de VINGT MILLE FRANCS (20 000 F) d'amende.

Ordonne aux frais du condamné la publication du présent jugement par extraits dans « LE MONDE ».

Le condamne à payer à M^{me} TORDJMAN, 10 000 Francs à titre de dommages-intérêts et aux époux LEVY, 15 000 Francs toutes causes de préjudice confondues.

Le condamne en outre aux dépens. Déclare la société « LE PARTHENON HELLENIC AIR » civilement responsable.

Pour extrait.

Un jugement du Tribunal de Grande Instance de PARIS, 1^{re} Chambre, 1^{re} Section, du 21 mars 1984. Entre :

M. Marcel OPHULS, 10, rue Ernest Deloison à NEUILLY-S/SEINE (92) et les Sûs « VM PRODUCTIONS » et « NOUVELLES ÉDITIONS DE FILMS », 13, rue du Louvre à PARIS 1^{er}.

Leur ordonne, avant toute nouvelle projection du film, et sous peine de payer une astreinte de 5 000 F par infraction constatée, de faire figurer après la dernière image du film « FRANÇAIS SI VOUS SAVIEZ », le communiqué suivant :

« La séquence du film « FRANÇAIS SI VOUS SAVIEZ » consacrée à un entretien avec le Président Edouard DALADIER est extraite d'une émission documentaire intitulée « MUNICH OU LA PAIX POUR CENT ANS », réalisée en 1967 pour la télévision par M. Marcel OPHULS, qui en est l'auteur exclusif.

Par jugement du Tribunal de Grande Instance de PARIS du 21 MARS 1984, les sociétés productrices du présent film ont été condamnées à payer à M. Marcel OPHULS la somme de 30 000 F à titre de dommages-intérêts pour avoir porté atteinte à son droit moral en intégrant cette séquence dans leur film sans avoir sollicité son autorisation et sans même citer son nom.

Autorise M. OPHULS à faire publier le même communiqué dans tous journaux de son choix, aux frais des défenderesses, sans que le coût de chaque insertion puisse excéder 5 000 F.

Cabinet de M^{re} Henri CHOUKROUN, avocat à la Cour de Paris.

ET ZIIP BERLITZ

VACANCES:

ET ZIIP. Les vacances commencent bien chez BERLITZ. Pour apprendre une langue étrangère, des stages semi-particuliers pour les jeunes. Deux semaines ou plus au rythme de trois heures par jour. Des cours dont les prix vous font aimer les langues étrangères. 3 à 4 élèves : 3.051,40 F TTC par élève. Départ des stages les 16 - 30 juillet et 20 août. * 2 semaines. Livre d'exercice inclus.

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 26 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Variétés : Spécial Jairo au Mexique. Émission de M. et G. Carpentier. Avec Jairo, Anna Belen, les ballets folkloriques de Guadalupe, Sylvie Varian, Michel Sardou, Maria de Lourdes.
- 21 h 40 Téléfilm : L'Espagnol. D'après le roman de B. Clavel, réal. J. Prat, avec J.-C. Rolland, D. Davray, L. Corne... (2^e partie). Depuis la mort du patron, l'Espagnol s'est attaché à cette terre qui lui a redonné le goût de vivre, et à Jeanette, cette enfant sans défense qui lui a donné l'illusion d'un foyer. Mais la guerre continue, des maquis s'organisent. Dans le maquis, il attrape un virus grave. Une œuvre de télévision très remarquable quand elle fut diffusée pour la première fois en 1967.
- 23 h 35 Journal.
- 23 h 50 Vivre en poésie : Bretagne terre de poésie avec M. Godin, J.-P. Tour et C. Simorre.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- SOIRÉE ANGLAISE.
- 20 h 35 Club des télévisions du monde : Grande-Bretagne.
- 20 h 40 Téléfilm : L'Homme qui savait. De A. Stone, réal. P. Croquet, avec E. Woodward, M. Billa.
- Une chute de cheval rend la mémoire à un ancien journaliste devenu amnésique après un accident de voiture. Une série de flash-backs. Une enquête néo-politique, métaphorique à laquelle l'assassinat de John Kennedy sert une fois de plus de toile de fond. Une histoire complexe qui évolue à travers un imbroglio d'enquêtes dont les motivations échappent le plus souvent. Fait partie d'une série de treize films policiers écrits chacun par un auteur différent spécialement pour la télévision et diffusés en 1981 le dimanche soir par la London Week-End Television.
- 22 h 35 Variétés : Royal Performance. La Royal Performance est un spectacle qui a lieu une fois par an en présence de la reine Elizabeth. Pièce de théâtre, opérette, ballet ou variété. Il s'agit cette fois de danse classique et moderne par Gene Kelly, un spectacle

filmé en 1983 par le réalisateur anglais Alan Boyd pour London Week-End Television, une des seules compagnies que regroupent Independent Broadcasting Authority. Une version ici restaurée.

- 23 h 15 Journal.
- 23 h 35 Bonsoir les câbles.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Ciné-passion : Marie-Chantal contre docteur Kahl. Film français de Claude Chabrol (1965), avec M. Lafont, F. Rabal, S. Reggiani, C. Demer, R. Hanin, A. Tamiroff. Un agent secret français confie un bijou mystérieux à une amie américaine se rendant aux sports d'hiver. Il est assassiné en venant le reprendre. Marie-Chantal se trouve alors aux prises avec des espions internationaux et un génie du mal. S'inspirant d'un personnage féminin inventé par le danseur Jacques Chacot, Chabrol a réalisé un film d'aventures volontairement abracadabrante, semé d'humour et de références cinématographiques.
- 22 h 25 Journal.
- 23 h 40 Prélude à la nuit. Sonate pour violon et piano « le Printemps » de Beethoven, interprété par J.-P. Waller et A. Ciccolini au piano.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 35 Théâtre ouvert : « Cabale », d'Ezio Caronni, avec C. Fievet, L. Merino.
- 22 h 30 Nuits magiques : Palerme entre parenthèses ; le verre d'eau.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 35 Musiques à danser : œuvres de Biber, Brahms, Bach, Ravel, Muflet, Marais, Mozart.
- 21 h 30 Concert : Concerto pour piano et orchestre n° 1, de Tchaïkovski ; Symphonie n° 6 en fa majeur, de Beethoven, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Jasowski, sol. Y. Egorov, piano.
- 23 h 30 Les soirées de France-Musique : l'oreille en calisson.

Vendredi 27 juillet

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 30 TF 1 Vision plus.
- 11 h 55 Quarante ans déjà.
- 12 h Bonjour, bon appétit. Traite sucrée, fondue aux poireaux.
- 12 h 30 Cocktail maison.
- 13 h Journal.
- 13 h 30 Série : La Conquête de l'Ouest. Nouvelles de la santé ; les vaccinations ; médecine d'ailleurs ; mots pour maux ; le jardin de la santé.
- 16 h 30 Croque-vacances. Dessins animés, bricolage : infos-magazine ; variétés et feuilleton.
- 17 h 50 Dessin animé : Woody Woodpecker.
- 18 h Votre auto a cent ans. La chronologie et l'automobile ont-ils un avenir ?
- 18 h 10 La merveilleuse histoire des Jeux olympiques. Les Jeux olympiques (1972-1976).
- 18 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Cas chers disparus : Maurice Chevalier.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Variétés : Salut les Miquels. Émission proposée par Ch. Izard et Walt Disney Productions. Avec Michel Berger. Dessins animés des studios Disney ; extraits de Blanche-Neige et les sept nains, Sport Gooly, les Miquels, les Miquels, etc.
- 21 h 35 Balade au pays de l'Imagination. Réal. J.-J. Lagrange et W. Méri. Dans les méandres du Pô, qui tour à tour fertilité ou ravage les terres, parmi les paysans et les artisans qui façonnent le parmesan, préparent le fameux jambon de Parme ou pressent le mozzarella lambrusco, des artisans dits naïfs, peintres, sculpteurs, potiers, musiciens, laissent libre cours à l'imagination la plus délirante. Une production de la télévision suisse romande.
- 22 h 45 Temps X : La quatrième dimension. Magazine d'I. et G. Godardoff. Non. Malgré les apparences tranquilles, personne ne rit à Peckville, car un monstre est dans la ville et ses moindres souhaits se réalisent.
- 23 h 10 Journal.
- 23 h 30 Variétés : Les tympans filés. Émission de J.-P. Bouquet. Une émission de hard-rock avec Joan Jett, Meatloaf, Wendy and the rockers.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h Journal.
- 12 h 10 Série : Les globe-trotters.
- 12 h 30 Chefs d'œuvre du muet. Billy prend le large, de Del Lord (1926).
- 13 h 45 Journal.
- 13 h 55 Série : Des agents très spéciaux.
- 14 h 25 Aujourd'hui la vie. Faut-il bouter les succès populaires ?
- 15 h 30 Sport été. Tennis : la Coupe de Gaius à Vichy.
- 16 h Récré A 2.
- 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Machinations. De J.-P. Pétrolacci, réal. Bruno Gantillon, avec T. Karyo, R. Vogler, B.P. Donnadieu (dernier épisode). Avant retrouvé la trace de Mayer, Berger parvient à se procurer des bandes magnétiques qui témoignent de ce qu'il a raconté sur le Service. Suite d'un suspense pas complètement convaincant.
- 21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivo. Sur le thème « La saison des best-sellers », sont invités : Patrick Carvin (Laura Bruns), Jean Hougron (Coup de soleil), Judith Krantz (l'Amour en héritage), et Pierre Belfond pour Et l'aube vient après la nuit, de B. Wood. Sylvie Genevois pour la Tille prodige, de J. Archer. Bernard Genies pour la Grande Poursuite, par T. Sharpe.
- 22 h 50 Journal.
- 23 h Ciné-été : Une rébellion à Rome. Film français de P. Venault (1980-1981), avec S. Frey, P. Lottard, M. Chaumette, N. Chatelet, J.-P. Bagot, M. Noblet. Reconstitution d'une affaire historique, d'après les rares archives qui en ont rendu compte. Sur ces archives se greffe l'imaginaire des personnages, interprétés par

d'excellents comédiens. Le film, coproduit par Antenne 2, est inédit. Surprise du club-club.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 10 h 30 Jeu littéraire : Les mots en tête.
- 10 h 15 Émissions régionales.
- 10 h 40 Eldir à Saint-Paul. Un des plus grands festivals de rock de l'été en France.
- 11 h 55 Dessin animé : L'Inspecteur Gadget.
- 12 h 5 Les Jeux.
- 13 h 35 Vendredi : Tableau noir pour les Japonais. Magazine d'information d'André Campana. Dans un pays où la principale matière première est la « matière grise », l'éducation devient vite synonyme de compétitivité. Ce reportage réalisé par Edmond Blanche et Guy Lefevre pour le magazine « A suivre » de la RTB (Belge) montre la lutte implacable pour les diplômes, l'entraînement marathonien des écoliers (60 % ignorent les toilettes) mais aussi les conséquences physiques et psychologiques que cela entraîne.
- 21 h 30 Série : Mazarin. De P. Moineau, réal. P. Cardinal, avec F. Périer, J.-P. Dubois, M. Sarrou. Deuxième épisode : Les princes en cage. La reine décide de casser cette « république » dans la monarchie et fait arrêter les chefs. La révolte gagne aussitôt Paris. Fresque historique classique.
- 22 h 25 Journal.
- 23 h 40 Prélude à la nuit. Concert à Grasse : Symphonie pour les enfants du roi, de M. Delalande, interprété par l'Orchestre de Cannes-Provence-Côte d'Azur, sous la direction de Philippe Bender.

FRANCE-CULTURE

- 12 h 5 Agorà.
- 13 h 45 Pensées.
- 13 h 50 Ouvertures.
- 14 h 10 Un livre, des voix : « le roman du sire de Lore », de François Clément.
- 16 h 30 Commentaire des radios publiques de langue française : La philosophie existe-t-elle au Québec ?
- 16 h 33 Les rencontres de Robinson.
- 16 h 30 Bonnes nouvelles, grands comédiens : « Soledad », de Hubert de Luze, lire par Judith Magre.
- 19 h 30 Les grandes œuvres de la science moderne.
- 20 h Histoire actualité : Été 1944, été 1984.
- 21 h 30 Les oubliés de la guerre.
- 21 h 50 Musique : la belle œuvre — poétique du sérialisme.
- 22 h 30 Nuits magiques : Palerme entre parenthèses ; le verre d'eau.

FRANCE-MUSIQUE

- 12 h Concert (en direct du cloître Saint-Sauveur, à Aix-en-Provence) : de Monteverdi à Stockhausen par le Cambridge Buskers.
- 13 h 5 Le jazz au Sud.
- 14 h Courrier du Sud : Antoine de Saint-Exupéry ; œuvres d'Honegger, Dallapiccola, Bartok, Milhaud, Varèse.
- 17 h L'impression (et à 19 h 5).
- 18 h 5 Une heure avec... (en direct du cloître Saint-Sauveur) Gilles Capoulantou ; œuvres de Schubert, Duparc, Poulenc.
- 20 h Avant-concert.
- 20 h 20 Concert : Ramifications. Concerto pour klaviers, flûte et orchestre, de Ligeti ; Symphonie fantastique, de Berlioz, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, dir. E. Hovav, sol. A. Nicodet, flûte, H. Holliger, harpiste.
- 22 h 15 Les soirées de France-Musique : l'oreille en calisson.

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

TENNIS FOREST HILL

Prie d'Orléans, Ivry
Aubervilliers, la Défense
Fontenay-aux-Roses, Meudon

STAGES INTENSIFS

2 à 30 jours pendant l'été

734-36-36

SPORTS

LA PRÉPARATION DES JEUX DE LOS ANGELES

M. Samaranch cherche les moyens d'éviter à l'avenir le boycottage

Los Angeles. — La session du Mouvement olympique pour l'étude des solutions qui permettront à l'avenir d'éviter le boycottage des Jeux a commencé ses travaux le 24 juillet, sous la présidence de M. Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique (CIO). Après avoir constaté que, pour la troisième fois consécutive, « l'image des Jeux se trouve ternie par l'absence de certains membres de la famille olympique », M. Samaranch a notamment déclaré : « Pour diverses raisons, chacune étant étroitement liée à des problèmes purement politiques, ceux-ci précèdent à qui les Jeux s'adressent — les athlètes qui ont travaillé avec ardeur et confiance pendant de longues et nombreuses années en vue de leur participation aux Jeux, — se trouvent

exclus de ce grand festival quadriennal de la jeunesse et du sport. »

M. Samaranch a ensuite constaté que les efforts déployés par le mouvement sportif pour faire renouer les gouvernements sur leur décision de boycotter sont restés vains en 1984 comme en 1980. Estimant que « le sport est l'apanage des rares occasions estimant dans le monde qui nous permettrait de surmonter nos différences », le président du CIO a souligné que le mouvement sportif international « lutte fermement pour convaincre les dirigeants du monde que prendre le sport en otage à des fins politiques est uniquement à l'origine de nouvelles sources de conflit. » « Les Jeux terminés, nous devons nous atteler à la tâche de reconstruction », a ajouté M. Samaranch.

Cent médailles d'or à l'encan

Les responsables de la chaîne de télévision ABC, qui a acquis pour 282 millions de dollars l'exclusivité des droits de retransmission des Jeux olympiques de Los Angeles, assurent que la non-participation de quinze pays ne fera pas baisser les indices d'écoute. « Au contraire, dit-on, il y aura plus de médailles pour les Américains et c'est ce qui intéresse le public aux États-Unis. » La réaction a d'ailleurs été la même dans les milieux sportifs français qui ont dû résister à la tentation de ne pas gonfler, au dernier moment, les sélections pour accroître la récolte de médailles en profitant du boycottage.

Les organisateurs de ces XXXII Jeux peuvent en effet se vanter de la plus forte participation jamais enregistrée avec 141 pays annoncés sur 159 adhérents au Comité international olympique (CIO) et du retour de la Chine dans le concert olympique après trente-deux ans d'absence.

Il n'en reste pas moins que le niveau des compétitions sera affecté par la défection des sportifs de l'Est, dans la plupart des vingt-deux disciplines du programme. La revue américaine Sports Illustrated, dans un long article sur les conséquences du boycottage, a qualifié cette situation de « syndrome du bœuf ». Lors des Jeux de Moscou, les Soviétiques avaient pris en charge, financièrement, le déplacement de certaines équipes du tiers-monde pour « booster » les troupes du boycottage organisé par le président Carter. C'est ainsi que l'équipe féminine de hockey du Zimbabwe avait été amenée à disputer le tournoi olympique dont elle avait été normalement écartée pendant les qualifications. Or, à la mi-temps de ce match capital, le ministre des sports du Zimbabwe fit interruption sur la pelouse et promit à chacune un bœuf si elles gagnaient. Et elles gagnèrent effectivement. La médaille d'or qu'elles décrochèrent en l'absence des meilleures équipes avait bien la marque de ce fameux « syndrome ».

À Los Angeles, ce seront les deux sports olympiques les plus importants — athlétisme et natation — et les deux sports les plus spectaculaires — gymnastique et handball — qui en seront affectés. Si l'on prend comme point de référence les championnats du monde d'athlétisme d'août 1983 à Helsinki, où 160 nations ont concouru pour 123 médailles, force est de constater que 63 ont été gagnées par des athlètes de pays absents de Los Angeles.

L'AIGLE CHAUV MEURT A L'ENTRAÎNEMENT

L'aigle chauve qui aurait dû voler au-dessus du Coliseum de Los Angeles pendant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques était trop vieux et trop gros : il est mort le 15 juillet au cours d'une séance de son entraînement intensif qui durait depuis plusieurs semaines. Bomber, c'était son nom, avait été prêté aux organisateurs de la cérémonie à la demande expresse de la Maison Blanche. Le Los Angeles Times, qui raconte la triste histoire de Bomber, précise que cinq mille aigles chauves en tout survivent dans les quarante-huit États « contigus » (les États-Unis, sauf l'Alaska et l'Hawaï) et qu'ils sont considérés comme espèces menacées dans quarante-trois de ces États. Avec le survol du Coliseum par l'un de ces grands oiseaux, les autorités responsables de la protection de la nature espèrent sensibiliser l'opinion à l'égard de l'aigle chauve qui est l'emblème des États-Unis et figure sur le blason national américain.

Un deuxième aigle chauve, plus jeune et non obèse, aurait été prêté pour remplacer le défunt Bomber.

De notre envoyé spécial

Les 51 médailles d'or décernées pour les épreuves féminines, 34 ont été remises à des concurrentes des pays de l'Est et 17 à celles du reste du monde. Une analyse plus poussée permet de voir que sur les 12 courses masculines (36 médailles) seulement 19 % des médailles d'Helsinki seront absentes de Los Angeles, mais que sur les neuf concours, le marathon et les deux épreuves de marche (trente-six médailles aussi) 61 % des médailles ne participeront pas. La proportion atteint 66,6 % d'absences pour les disciplines féminines. Cela veut dire que le sprint américain Lewis n'aura pas à rougir des quatre titres auxquels il postule. En revanche, les sauteurs soviétiques Serebrennikov et Palkin auront pu accrocher le chinois Zhu Jianhua ; le perchiste Bubka qui est le premier homme à 5,90 m, aura pu vaincre le dragueur aux Français Vigoroso et Quinon ; Gritchenko (triple saut) Litvinov et Sedoyek (marathon) Kula (javelot) auront aussi été des favoris dans leurs spécialités avec les Allemands de l'Est Beyer (poids) et Gierisch (marathon) ; Schidauer (5 000 m), Wisniol (3 000 m), Hoffmann (triple saut), Sarul (poids), Kwasny (marathon) et le Tchèque Příbilinec (20 km marche).

Carl Lewis sans rougir

Chez les dames, la Tchèque Karolina Kratochvílová, record-woman et championne du monde des 400 et 800 m, ne pourra faire sa sortie. Les duels entre l'Américain Asford et les Allemands de l'Est Gohr et Kool (100 et 200 m) d'une part, entre l'Américain Decker et les Soviétiques Kazankina et Agladina (3 000 m) n'auront pas lieu. Quant aux Allemands de l'Est Vater (heptathlon), Brisenack (poids), Dauts (longueur) Jahn (100 m haies), aux Soviétiques Ambrozio (400 m haies) Abashidze (poids) et à la Bulgare Khristova (disque), elles auront dû largement donner leur spécialité où les

médailles réusiront probablement des performances modestes.

La nation va subir le même phénomène. Chez les hommes l'absence la plus notable sera celle du « maître émérite des sports », Vladimir Smirnov. Détenteur de tous les records du monde du 400 au 1500 m, le nageur de Léningrad pouvait espérer gagner trois médailles d'or comme à Moscou. Mais la baisse de niveau sera encore une fois la plus sensible chez les femmes.

La proportion passe à 100 % pour ce qui concerne l'athlétisme. Les dix records du monde de cette spécialité sont détenus par six Soviétiques, trois Bulgares et un Allemand de l'Est. Mais ce ne sera pas Staphan Toporov, le Bulgare de 60 kg qui réussit à porter à bout de bras trois fois son poids, ni ses compatriotes Suleimanov (56 kg), Petrikov (67 kg), Varbanov (75 kg) et les Soviétiques Vardanis (82,5 kg), Blagov (90 kg), Zakharenko (100 kg), Klobov (220 kg) et Gutschev (+ 110 kg). Celui-ci est considéré comme « l'homme le plus fort du monde » avec un total de 462,5 kg à l'arraché (207,5 kg) et à l'épaulé-jeté (255 kg).

L'absence des Soviétiques et des pays de l'Est sera encore extrêmement préjudiciable dans plusieurs disciplines comme la gymnastique, l'escrime, la lutte, le judo, le tir, la boxe, le canoë-kayak, l'aviron, le pentathlon moderne.

Quant au cyclisme, aux derniers championnats du monde, les Soviétiques et Allemands de l'Est ont gagné tous les titres en sprint, poursuite individuelle, et sur route.

Les sports d'équipe seront tout aussi affectés. Les quatorze pays absents devraient laisser à d'autres plus de cent médailles d'or. Et, sur ce total, la RDA aurait pu en gagner à elle seule quarante-sept, ce qui lui aurait vraisemblablement permis de dépasser l'URSS au bilan général. On comprend dans ces conditions que les pays de l'Est ne tiennent pas à retransmettre les Jeux sur leurs chaînes de télévision pour ne pas avoir la déception provoquée par la non-participation.

ALAIN GIRAUDO.

CANOË-KAYAK

Dames à la pagaie

De notre envoyé spécial

Bourg-Saint-Maurice. — Pour la première fois dans l'histoire de la Coupe d'Europe de canoë-kayak organisée depuis 1972, une Française remporte le titre du slalom, complétant ainsi la série de titres (1) — cinq au total — obtenus, à Bourg-Saint-Maurice, par l'équipe de France. Marie-Françoise Grange, une fille Rennaise, vient de faire chuter une idole aux épaules carrées, la Britannique Elisabeth Sharrman, vainqueur depuis trois ans sur toutes les rivières du monde. L'exploit de la petite sirène française n'est donc pas passé inaperçu sur le cours tourmenté de l'Isère, dont les eaux lâchées du barrage situé au-dessus de Bourg-Saint-Maurice dévalaient à 22 mètres cubes à la seconde en direction des trente portes disposées au-dessus des remous.

Les championnats du monde, l'année dernière à Merano, en Italie, avaient révélé Marie-Françoise Grange et deux de ses compagnes, Myriam Jerusalem et Sylvie Arnaud, qui avaient remporté le titre par équipe. La médaille de bronze de la championne de Bourg-Saint-Maurice prit alors valeur de symbole. Mais il manquait la confirmation consacrant le canoë-kayak féminin de manière définitive. Un mouvement d'émancipation en quelque sorte, puisque la fédération française, comme beaucoup d'autres, tarda avant de prendre en considération la valeur de ces dames à la pagaie.

La première médaille française féminine en slalom remonte à 1981, emmenée du championnat du monde fructueux pour Jocelyne Roupioz,

aujourd'hui retraitée. Cette attention nouvelle s'est traduite, naturellement, par une forte rationalisation de l'entraînement, dirigé par un homme au rayonnement incontestable, Eric Koehn. Conséquence : Marie-Françoise Grange (1,63 mètre et 51 kilos) ne passe pas un jour sans consacrer au moins une heure à l'entraînement de sa vitesse et de son habileté sur le kayak de 9 mètres de long qu'elle propulse avec une pagaie double de 2,4 mètres.

Ce souci de perfection a conduit Eric Koehn à utiliser la vidéo pendant les courses : entre les deux manches, Marie-Françoise Grange et ses coéquipières peuvent visionner leurs descentes.

A vingt-trois ans, Marie-Françoise Grange songe plutôt, comme tous ses frères et sœurs du slalom, à une reconnaissance de leur sport aux Jeux olympiques. Introduite en 1972 dans le programme de Munich, la discipline disparut quatre ans plus tard pour ne jamais reparaitre. Mais l'espoir renait pour les Jeux de 1992, après les promesses faites par M. Nelson Piquet, président du Comité national olympique et sportif français. Ce retour, si Paris est choisi par le CIO, n'augmenterait pas l'ardeur des slalomeuses et des slalomeurs, mais leur donnerait la satisfaction de payer autrement que pour de minces honneurs.

LIBERT TARRAGO.

(1) Gil Zak en C1, Claude Benoit en K1, Bernard Rigant en C2, chez les hommes, et Said-Daval en C2 chez les dames.

Le Monde

Sur les c

La Filière

Des itinéraires

ATHEL

D'après le livre de Jean-Louis...
Le monde est un vaste pays...
Les itinéraires sont nombreux...
Il faut choisir celui qui convient...
C'est une aventure, une exploration...
Mais aussi une découverte...
Une découverte de soi-même...
Et de la vie...
De la nature...
De l'homme...
De la culture...
De l'histoire...
De l'art...
De la science...
De la philosophie...
De la religion...
De la politique...
De la société...
De la famille...
De l'amour...
De la mort...
De la vieillesse...
De la jeunesse...
De l'enfance...
De l'adolescence...
De l'adulte...
De la vieillesse...
De la mort...
De la vieillesse...
De la mort...

Altes surréalistes

Les surréalistes ont été...
Ils ont voulu briser les chaînes...
Ils ont voulu libérer l'esprit...
Ils ont voulu découvrir l'inconscient...
Ils ont voulu créer une nouvelle...
Une nouvelle culture...
Une nouvelle littérature...
Une nouvelle art...
Une nouvelle science...
Une nouvelle philosophie...
Une nouvelle religion...
Une nouvelle politique...
Une nouvelle société...
Une nouvelle famille...
Une nouvel amour...
Une nouvelle mort...
Une nouvelle vieillesse...
Une nouvelle jeunesse...
Une nouvelle enfance...
Une nouvelle adolescence...
Une nouvelle adulte...
Une nouvelle vieillesse...
Une nouvelle mort...
Une nouvelle vieillesse...
Une nouvelle mort...

Il y a eu de nombreux...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...
Des psychologues...
Des médecins...
Des scientifiques...
Des artistes...
Des écrivains...
Des poètes...
Des peintres...
Des sculpteurs...
Des musiciens...
Des philosophes...
Des religieux...
Des politiques...
Des sociologues...<

Le Monde

LIVRES

L'intelligentsia face à l'Occupation

Sur les chemins de l'exil et de la liberté

1940, année de l'effondrement de la France. L'armée allemande triomphe en Europe. Les intellectuels et artistes antifascistes, des opposants de gauche, les réfugiés hostiles au régime hitlérien, connaissent le traitement que les nazis réservent à leurs adversaires. Ceux qui se sentent le plus menacés vont, paraît-il, presser, tenter

de sortir du guêpier qu'est devenue la France.

Des intellectuels américains et des Allemands installés outre-Atlantique, inquiets du sort tragique qui guettait les antifascistes notoires, mirent sur pied une organisation pour les acheminer vers la liberté, vers les Amériques.

C'est l'épopée peu connue de ce réseau, qui évacua, en particulier, des écrivains et des artistes prestigieux, que raconte Daniel Bénédict dans *La Filière marseillaise*.

Vlady, fils de l'écrivain Victor Serge, évoque l'une de ces expéditions qu'il vécut avec son père et d'autres célébrités.

«La Filière marseillaise» La traversée des mal-pensants

Des itinéraires tortueux

DANIEL BÉNÉDICT nous donne avec *La Filière marseillaise* le récit d'un épisode peu connu, pour ne pas dire inconnu, de la guerre 1940-1945 et de l'Occupation nazie en France. Nous savons, certes, qu'André Breton, Victor Serge, Claude Lévi-Strauss, les peintres Chagall, Max Ernst, André Masson, entre autres, avaient quitté la France pour gagner soit les États-Unis, soit le Mexique. Mais dans quelles circonstances, et par quels moyens ? Le livre nous le révèle.

Un groupe d'intellectuels américains libéraux et d'antifascistes allemands fixés aux États-Unis avait constitué, dès l'effondrement de la France, un organisme : l'Emergency Rescue Committee, qui se proposait de faire sortir de France dans les délais les plus rapides les réfugiés les plus menacés, avant que la Gestapo ait mis la main sur eux ou que les autorités françaises les lui eussent livrés. L'organisme, à Marseille, de cet organisme s'appelaient le Centre américain de secours et il était dirigé par un jeune Américain : Marian Fry, assisté de Daniel Bénédict et de divers volontaires.

Leur action consistait à s'occuper principalement d'intellectuels antifascistes et de «marginaux» de la gauche socialiste : Français ou réfugiés du pays occupé par l'Allemagne. Dans le même temps, la puissante centrale syndicale américaine, l'American Federation of Labor, s'occupait de faire partir les chefs syndicalistes et les leaders socialistes appartenant aux grands partis orthodoxes.

Des fêtes surréalistes

Durant les deux premières années (1940-1941), profitant de la non-ingérence des États-Unis dans le conflit et des relations équivoques que ces derniers entretenaient avec Vichy, le Centre américain de secours put mener une double activité, légale d'une part, clandestine de l'autre, et faire filer ainsi la fine fleur de l'intelligentsia européenne opposée aux nazis, par des filières malgré tout aléatoires (bateaux n'existant que dans les imaginations fertiles d'algues, franchissement de frontières souvent interrompues) dans un compagnonnage équivoque et parfois malheureux de patriotes sincères et de malfruits douteux, de changeurs marrocs et de passeurs dangereux, grâce à un dédale et un enchevêtrement de faux papiers, visas de sortie ou de transit problématiques, itinéraires tortueux et souvent déviés.

Il faut lire comme un roman d'espionnage, qui aurait l'avantage d'être authentique, ou récit d'une action qui se prolongeait depuis que toute la guerre, dans un climat d'abord de suspicion et d'avancées bontés de la part de Vichy, de soutien réticent de l'ambassade américaine, puis plus franchement répressif quand les Allemands envahissent la zone libre, pour redevenir relativement compréhensif après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord. Arrestations, perquisitions, surveillances, délations, mises en résidence surveillée, livraisons aux Allemands des éléments les plus exposés, sont le lot désormais bien connu de cette période où, selon le mot de David Rousset, qui préface le livre, «l'Europe bascula dans la barbarie».

Mais que les amateurs de petite histoire littéraire se rassurent. Ils trouveront dans certains épisodes, en particulier celui de «l'Air-Bel», ce phalanstère des environs de Marseille où vécurent un temps, avant d'être déportés, quelques-uns des écrivains et artistes les plus prestigieux de cette époque, des détails qui les réjouiront. Victor Serge et André Breton se livrent à des conversations de bois quand le premier va voir pas à son roman *L'Affaire Toulouze* et le second à son poème *Fata Morgana*. L'un herborise, l'autre collectionne les insectes. Tous se retrouvent, le dimanche après-midi, dans des fêtes surré-

listes, avec les peintres Oscar Dominguez et Max Ernst, les écrivains Pierre Herbart et Jean Malaquais, le compositeur Sylvain Ikine, Jean Schlumberger et Benjamin Péret. On organise des ventes de toiles aux enchères, on confectionne des collages ou on joue au jeu de la vérité, aux chaises par analogies ou à l'assassin. Gide n'est pas loin, qui refuse de s'exiler. Malraux non plus qui tergiverse et que Breton refuse de rencontrer ainsi qu'un certain X... parce que ce dernier avait serré la main de «Monsieur Aragon» quelques années plus tôt.

Petite histoire, mais qui débouche sur la grande, se colore d'elle et parfois l'éclaire d'une lumière cruelle.

PAUL MORELLE.

★ LA FILIÈRE MARSEILLAISE. Un chemin vers la liberté sous l'Occupation, de Daniel Bénédict. Préface de David Rousset. Chancier-Golmann, «Mémoires pour demain», 350 p., 50 F.

Le témoignage de Vlady, fils de l'écrivain Victor Serge

IL est des familles au destin haché, insinué par l'histoire. Celle des Kibachich, par exemple. Le cousin Nicolas, révolutionnaire russe, fut pendu en 1881 à Saint-Petersbourg pour avoir organisé l'attentat contre le tsar Alexandre II : son neveu, Victor Serge, libertaire, révolutionnaire, historien, poète et écrivain, purges cinq ans de prison à Melan dans les années 10, pour ses relations de publiciste anarchiste avec Jules Bonnot. Après avoir rejoint la Russie révolutionnaire, il connut trois ans de déportation sous Staline, puis revint en France, partit en exil au Mexique, où il disparut en 1947. Vlady, fils de Victor Serge, fut déporté avec les

sions à l'âge de treize ans à Orenbourg, dans le Kazakhstan.

Il vit depuis quarante et un ans à Mexico. Peintre, il vient d'achever son «grand œuvre», une fresque intitulée *La Révolution et les éléments*, dans la bibliothèque Miguel-Lerdo-de-Tejada. Ce «mur-réquisitoire» de 2 000 mètres carrés «contre les systèmes mangeurs d'hommes», mais aussi plaidoyer rêveur pour une révolution idéale, est dédié à son père. L'œuvre politique et littéraire de Victor Serge est prise aussi bien dans le monde anglo-saxon qu'en Europe, alors que le public français demeure étrangement rétif (1). Au Mexique, les premiers *Cahiers Victor Serge* témoignent de l'intérêt porté à l'écrivain d'expression française par les artistes latino-américains et notamment par Octavio Paz.

Victor Serge quitta la France par Marseille, le 25 mars 1940, en suivant la filière de Marian Fry et de Daniel Bénédict, dans des circonstances mal connues que son fils évoque ici.

Vlady, qui avait à l'époque vingt ans, évoque, gourmand, ces mois passés à la propriété d'Air-Bel, entre Aubagne et Marseille, koubé par le cousin Fry. «Une ambiance mélancolique d'été, de rires et de ruz, dans cette vaste maison et son parc que nous ayons transformé en jardin potager. Il y avait là Victor Serge, sa compagne Lorette Séjourné, André, Jacqueline Breton et leur fille Aube. Le temps s'écoulait, mêlé d'inquiétude, de folie parfois, avec les visites de tout un monde d'amis de Breton et de Serge. La semaine, mon père écrivait *L'Affaire Toulouze* (2), et le dimanche, arrivaient par le tram de Marseille Victor Brauner, Oscar Dominguez, Wilfredo Lam. C'étaient aussi Max Ernst, Pierre Herbart, Benjamin Péret et Jean Malaquais, qui logeaient dans une villa, à la Parotte, dans le quartier de la Pomme, non loin d'Air-Bel.»

ALAIN DUGRAND.

(Lire la suite page 15.)



Victor Serge, après sa première arrestation en URSS, et son fils Vlady, à Leningrad, 1928. Cette photographie illustre la conversion des *Mémoires d'un révolutionnaire* (Seuil, «Poésie/Poétique»), ouvrage dans lequel Victor Serge fait allusion à sa traversée de l'Atlantique à bord du *Capitaine Paul-Louise*.

Luc Ferry et la rationalité de l'histoire

Une ambitieuse entreprise philosophique

Le projet de Luc Ferry - sous le titre *Philosophie politique*, il publie deux tomes et en annonce deux autres - retient l'attention par sa seule ambition : l'interrogation sur les droits de l'homme, l'historicisme, la démocratie, qui vise à mieux penser le totalitarisme, l'entreprise de Luc Ferry tranche par sa volonté de rigueur. Si la philosophie politique, mal installée dans les institutions, a su se maintenir grâce aux courants issus de la phénoménologie, des réinterprétations du marxisme, des perspectives nées des sciences sociales, accrues en France dans la philosophie, le travail de Luc Ferry s'inscrit dans un horizon autre : celui de la philosophie critique, celle de Kant et de Fichte. Par un retour à la tradition des Lumières, il faut montrer qu'on peut affirmer la rationalité de l'histoire sans renoncer à la liberté et sauver la raison, la modernité, d'une condamnation en bloc avec le totalitarisme.

Tel est l'enjeu du travail de Luc Ferry, qui le conduit à un examen des thèses antitotalitaires de Léon Strauss, Heidegger ou Hannah Arendt, à un tableau des philosophies de l'histoire, à une analyse du criticisme philosophique, du jeune Fichte spécialement. Ce qui donne des pages denses, à la technique phi-

losophique impeccable, sur les antinomies kantienne ou les syllogismes terminaux de l'Encyclopédie des sciences philosophiques de Hegel, où l'auteur s'appuie sur des travaux classiques, ceux d'Alexis Philonenko par exemple. On déconstruit donc fermement ces ouvrages aux lecteurs pressés de découvrir une formule ou de s'amuser d'une pirouette. Le ton de Luc Ferry n'est ni celui de l'impression ni celui de la prophétie. Mais comme il écrit avec un soin pédagogique de clarté et un souci constant d'explication des concepts, il est destiné à tous ceux qui croient que la philosophie est vivante et qu'on peut s'y former, quand bien même ils n'en seraient pas des spécialistes.

Encore faut-il qu'ils ne l'estiment pas dangereuse. Un discours monotone la condamne : en affirmant la rationalité du réel, elle légitimerait ou engendrerait soit les orthodoxies totalitaires, soit un renoncement à l'éthique dans l'attente que la «ruse de la raison» achève son travail de taupe. Ainsi le goulag ce ne serait pas Staline, mais, via Marx, Hegel, Fichte et tous les «maîtres penseurs». Parfois, c'est dans la philosophie elle-même que naît le rejet de la philosophie. Si, comme l'affirme Heidegger, la raison, la métaphysique, sont enfermées dans une réflexion sur «l'étant en tant qu'étant» et maintenant le élément de l'Être, ne faut-il pas briser cette clôture, ouvrir au «miracle de l'Être» ? Face à l'historicisme

bégéliano-marxiste, Hannah Arendt affirme que l'histoire est surgissement du nouveau, de l'indéfini, où le principe de raison suffisante, cher à Leibniz, est insupportable. Mais pour Luc Ferry, totalitarisme et rationalisme n'ont pas partie liée et, avec Raymond Aron ou Jürgen Habermas, il refuse de «faire son deuil des idéaux qui animaient la philosophie des Lumières».

La sphère du droit

Retour à Kant, donc. Mais moins au Kant de l'imprécatif catégorique qu'au Kant déconstructeur de la métaphysique. Car si l'auteur de *La Critique de la raison pure* attribue aucune vérité objective conceptuelle à la métaphysique, il maintient des exigences régulatrices. Dès lors que la raison a des limites rationnelles déterminables, elle ne peut fonder une politique reposant sur une prétendue nécessité historique, excluant la contingence et la liberté, et l'irrationalisme n'est plus facile qu'à discerner d'autres apports, notamment ceux de la philosophie analytique anglo-saxonne, si proche souvent du criticisme kantien, mais telle est sans doute la cohérence de son projet.

DOMINIQUE COLAS.

(Lire la suite page 15.)

le feuilleton

Les écrivains «collabos» vus par les Allemands

D.E.J.A. les épreuves pleuvent. Pour l'édition, l'automne est là. Manquent les livres. Prière à la presse, donc, de ne pas insérer ; de regarder encore une fois en arrière.

Un des derniers titres reçus cet été concerne, il se trouve, l'Occupation. Ce n'est pas un hasard ni acharnement d'y revenir. A quarante ans de distance, la querelle franco-française de la Libération s'est reprise, on n'y peut rien. La capture de Barbie n'explique pas tout. C'était dans l'air depuis cinq ans au moins. Les enfants voulaient savoir. Ces silences lourds d'après-dîner, quand mourait un survivant, ces anniversaires changés en revanches torves, que cachaient-ils ? Toujours cette incapacité des Français à accueillir la moitié de faits qui les chiffonnent !

Tout récemment, on a remis ça avec Pétain : pour sauver la France, fallait-il vraiment offrir dès octobre 1940 aux Allemands, qui n'en demandaient pas tant, un statut des juifs clés en main ? Et si c'était devenu une opinion admissible que le salut français suppose la mise au pas des immigrés ?

A thèse en Sorbonne de Gérard Loiseaux étudie la collaboration du point de vue, négligé jusqu'ici, de l'occupant. Ce point de vue manque à un récent pamphlet, moins antirusses qu'antifrançais, sur la débrouillardise à déployer en cas d'invasion soviétique. Vu de Moscou, quels intellectuels français seraient bien notés ? Ce ne serait pas forcément les zélotes. Encore qu'on sous-estime toujours la suffisance et la sortie des conquérants...

Un mot encore de préambule. Gérard Loiseaux parle inévitablement du lieutenant Heller, ce préposé à la propagande nazie qui a publié ses *Mémoires* en français il y a quelques années, et les a présentés à la télévision. On a pu croire que je prenais pour argent

par Bertrand Poirot-Delpech

comptant les protestations de «résistance» du lieutenant. J'ai seulement hasardé que, vu la pression subie et la solidarité inhérentes à toute guerre, il n'en avait pas rajouté ; moins que nos bons docteurs qui tirent sa sonnette !

GERARD LOISEAUX modifie notre perspective sur ces talents fourvoyés en préférant, à nos querelles réchauffées, de nouvelles sources, allemandes : pour l'essentiel, le livre *Phénix ou cendres ?*, publié en 1942-1943 et jamais traduit en France, du docteur Payr, un des responsables de la stratégie idéologique nazie.

En ce temps-là, l'avant-guerre, la littérature était crainte et utilisée comme une arme délicate. Les moindres revues faisaient figure de bastions-clés, comme aujourd'hui les émetteurs de radio-télévision. Le soin avec lequel les nazis contrôlaient les agents et relais de la culture écrite remplait de fièvre rétrospective à son égard. Aux yeux de l'Amr Schmitt, le livre a la virulence d'un microbe porteur d'épidémie et justifiant l'image, partout présente, de «décontamination». Des lecteurs du parti assurant le tri : ils en font une question d'âme (mot suspect entre tous, décidément !). Ils opposent à l'intellectuel négatif et corrompu d'obscur «lois de la vie». L'argument ressassé.

Payr est né en 1903. C'est un philologue. Il a écrit sur Hoffmann et Théophile Gautier. Nazi de la première heure, il vient à Paris, dès août 1940, s'occuper de la littérature et à confier. Il y reviendra contrôler l'Institut allemand. Il accompagnera les écrivains français conviés à Weimar. On perd sa trace en 1945. Peut-être vit-il encore, juste octogénaire, sinon Phénix, du moins réchappé des cendres...

A prescription des faits de collaboration, dont l'historien n'a cure, s'imposent aux journaux, et la délation tardive marquant de gaieté, laissez aux lecteurs la sale curiosité de vérifier qui écrit quoi. L'important est d'observer, sinistrement, que les listes «Bernhard» et «Otto» de «purification» contre les auteurs juifs, francs-maçons, communistes et «anti-allemands» furent dressées et appliquées sans résistance de la part des écrivains épargnés, quand ce ne fut pas avec leur aide. C'était autant de concurrents écartés ! Certains n'hésitent pas à censurer leurs confrères ou, plus subtilement, à orienter les allocations de papier vers les Décombres, de Rebatet, par exemple ; sans parler de ceux qui demandèrent carrément au vainqueur l'interdiction du voisin !

Figurer parmi les maudits ne vaudra pas nécessairement un brevet de résistance. A l'inverse, les soixante-neuf auteurs cités élogieusement dans *Phénix ou cendres ?* ne furent pas tous des «collabos». Certains présentant le seul avantage pour l'occupant d'alimenter, par leurs récits navrés de la drôle de guerre, la thèse allemande de notre irrémédiable déclin. Les traductions en allemand de titres français ne sont également que des signes de la façon dont le vainqueur apprécie son intérêt ; encore que l'accord des auteurs ait été nécessaire et, dans les circonstances d'alors, pas regrettable.

(Lire la suite page 15.)

DENONCÉ

David Bradley

L'incident

roman

«La colère blanche d'un Faulkner noir»

Brut et fureur de l'esclavage :
"L'incident" de David Bradley.
Brûlant et méthodique, monumental...
Marianne Alphant / Libération

histoire

La traversée des mal-pensants

(Suite de la page 13.)

Flouons artistiques d'une vaste communauté de réprochés, de mal-pensants, d'intellectuels, d'antislavistes russes, de social-démocrates allemands, réfugiés par milliers dans le sud de la France avec le désir d'en partir, car juifs, anarchistes ou apatrides, surveillés par Vichy et réclamés par le Reich. Tous en attente de visas pour les Amériques... Victor Serge avait d'ailleurs baptisé Air-Bel « Châtaignier Espagnol ».

Le 25 mars 1940, nous nous embarquâmes à bord du Capitaine Paul-Lemerle, une coquille de noix pourvue jusqu'aux machines. Il y avait le clan Breton, Claude Lévi-Strauss et Wilfredo Lam. Les Français seuls avaient des cabines, nous autres étonnés en cela, dormant sur des literies mal reboutées, repoussées. Enfin, nous étions saufs... Quelques jours plus tard, il y eut une mutinerie : mal nourris, nous

avions appris par hasard que le détail parqué sur le pont avait été payé pour nous servir de vivres. La rébellion fut suivie d'effets : on nous distribua le pain gratuitement et l'on tua un bœuf. Le voyage dura trente jours.

Trois cents pestiférés

Sur le pont avant, Victor Serge participe aux débats spontanés qui rassemblent Allemands proscrits, Espagnols et Basques républicains, Russes de l'opposition, communistes polonais, tous traumatisés par le pacte germano-soviétique. Les relations entre Breton et Serge ? « L'irruption de la politique après notre retraite d'Air-Bel tendit leurs rapports ; ça n'allait plus très bien. Et puis, Serge était romancier, et Breton consommait le roman. Enfin, ce n'était pas un révolutionnaire

d'essence, comme mon père. Moi, tous ces gens m'agacèrent. J'avais vingt ans... Comme je dessinais sans cesse, Breton me disait que ceci était vain, que cela ne rimait à rien. C'était un « traversiste », car je me suis souvenu plus tard de l'estime qu'il portait pour l'œuvre de Nicolas de Stael, ce qui est vraiment étonnant la peinture ! »

Après des menaces de débarquement à Dakar, le Capitaine Paul-Lemerle jette l'ancre en Martinique. « On nous parqua dans un camp à Pointe-à-Pitre, au lazaret... C'était assurant, non ? Trois cents pestiférés... Nous restâmes un mois, et, si je me souviens, Lévi-Strauss partit le premier, car il avait un visa pour le Brésil. Serge voulait aller aux Etats-Unis, mais les Américains ne voulaient pas de lui... Nous héritâmes alors, je ne sais trop comment, d'un visa pour Saint-Domingue. Des camarades espagnols réfugiés nous y aidèrent, puis nous procédâmes des visas. Mais auparavant, il fallut aller vers Haiti, puis revenir à Saint-Domingue, car les Américains nous refusaient de Port-au-Prince. Ce fut ensuite Cuba, où l'on nous jeta en prison, dans un pénitencier aménagé sur la hauteur, près du château... »

le feuilleton

Les écrivains « collabos » vus par les Allemands

(Suite de la page 13.)

Plus pendable, et mieux connu malgré une tendance récente à gommer et à excuser le consentement de quelques-uns au statut d'écrivain recommandé, à l'euphémisme sous bannière allemande, aux voyages de propagande, présentée ensuite comme de charmes fourberies.

Le texte même de *Phénix ou cendres ?* inclus dans la thèse laisse des impressions mêlées. Tantôt, Payr voit juste dans les mentalités françaises avant et après l'effondrement de juin 40. Tantôt, l'analyse pêche par besoin de croire à l'impossible, par un aveuglement tout militaire. Bon lecteur, mais glissé par ses critères utilitaires, l'auteur ne sait comment se départir des contradictions que présentent, à ses yeux, Maurras et ses proches, qualifiés de catholiques politiques.

Le militantisme n'écoute pas la finesse critique ni l'humour, à propos d'Henri Bordeaux, par exemple. Mais cet humour devient involontaire et macabre lorsque Payr cède aux obsessions de son clan contre la condition judéo-marxiste-marxiste, dont tout opposant, prêt à mourir, subirait le poison insidieux. La croyance à cette coalition réputée toute-puissante sert de critère le plus constant, devant une littérature française en grande partie consacrée à l'explication de la défaite. A qui faisait-il imputer le désastre ? A l'état-major, aux instituteurs, aux Anglais, aux juifs, aux maçons, aux communistes ? La faute à qui ? En France, l'établissement des torts passés trace plus sûrement les frontières entre les esprits que la recherche de solutions pour l'avenir. Mieux vaut des pays qui ne se voient plus d'histoire que derrière eux !

DES anthologies et bilans de notre production dressée par l'occupant, il ressort que l'adhésion aux thèses de ce dernier est rarement globale. Elle s'exprime sur un point précis, ou à travers des thèmes jugés exploitables. Telle note sur les risques du métissage profite à l'aryanisme forcé ; telle remarque masochiste sur le bon usage d'une défaite méritée sert le pangermanisme. Le « plutôt Hitler que Blum », comme toutes les alternatives de moindre mal ou de réputation, conduit insensiblement aux conséquences extrêmes : ainsi, l'engagement d'adolescents idéalistes dans la LVF, tandis que l'écrivain inspirateur de leur raisonnement fatal survit, à l'abri de sa prudence maternelle.

MORALE de cette énigme vécue à nos démons et à nos bassesses : les nazis étaient moins bornés que ne les montrent tant de films de série B. Ils connaissaient aussi bien le terrain intellectuel que le géographique. Notre littérature n'a guère mieux tenu, dans un premier temps, que la ligne Maginot et l'armée Corap.

Virent les écrivains du refus. Ils sauvèrent l'honneur et ne sauraient être réduits aux excès de l'épuration, comme ont tenté de le faire les anciens « collabos », bientôt ré-engagés, au nom du « désengagement », dans l'antibolchevisme, et de plus en plus banalisés, réhabilités, sinon triomphants.

Conséquence de la guerre civile où se complait la France intellectuelle : le culte des faits reste au second plan, et, de l'avis de Gérard Loiseux, l'histoire précise de la production littéraire sous l'Occupation n'est toujours pas écrite. Cette thèse y contribue.

Puisse les écrivains d'aujourd'hui n'avoir jamais à choisir, comme il y a quarante ans, entre le service d'un vainqueur et le silence ou le cri béllonné, car, en nos temps de ruse sans conviction ni vergogne, les petits tours, chez un nouveau Heller, viendraient vite à manquer !

BERTRAND POROT-DELPECH.

* LA LITTÉRATURE DE LA DÉFAITE ET DE LA COLLABORATION, de Gérard Loiseux, Publications de la Sorbonne, 570 p., 130 F.

POUR LES VACANCES : UN LIVRE DE RÉFLEXION FONDAMENTALE FACILE À LIRE... BARISSIME !

Qu'est-ce que la Pygmalion ? Un Montaigne de notre temps qui réinvente les « Lettres persanes » ? Son texte est une œuvre majeure et sa portée est le maître d'être personnelles et même originales.

FRANCE-SDR

LE PHYNN

MISSION

SUR LA

PLANÈTE FOL

Sommes-nous dignes de survivre ?

édifree

EN LIBRAIRIE

EDIFREE, S.P. 106, 77303 Fontainebleau Cédex - TS. (6) 422.53.21 +

philosophie

Luc Ferry et la rationalité de l'histoire

(Suite de la page 13.)

Il est vrai qu'il pense trouver dans les œuvres de Fichte des ressources nombreuses. Le Fichte de Luc Ferry articule activement l'homme et la rationalité historique en déterminant un espace d'intersubjectivité. Car l'autre n'est jamais second ou déduit : le concept d'individualité est un concept réciproque. Le droit, rapport entre des sujets, forme de l'intersubjectivité, connaît une promotion philosophico-politique décisive que Ferry résume ainsi : « Entre le sphère de l'éthique individuelle et celle, politique, de l'Etat, vient se situer celle du droit (de la société). L'Etat n'étant au fond que le moyen de la réalisation du droit pensé lui-même comme la condition de possibilité de l'éthique. »

Tout cela s'appuie sur une analyse scrupuleuse qui, parfois, ralentit l'exposé au bénéfice de la précision et de la clarté, mais qui, à certains moments, fait presque oublier l'objet qui l'organise : le totalitarisme. On regrettera que si le fondement heideggerien des thèses d'Arendt est montré, sa théorie du totalitarisme ne soit pas discutée en elle-même : quid, par exemple, de la distinction entre terreur « normale » en période révolutionnaire et terreur proprement totalitaire, car le totalitarisme n'est-ce pas, d'abord, un usage illégitime du concept d'ennemi, et ce, en URSS, bien avant 1930 ? Quel qu'il en soit, la critique de la phénoménologie ne doit pas faire passer à une entreprise de description-élucidation.

Peut-être Luc Ferry s'y engagerait-il par la suite. En tout cas, il achève son deuxième tome d'une façon qui donne envie de le lire encore. Il montre que rationalité, contingence et liberté sont liées et qu'il ne faut pas ontologiser l'un ou l'autre point de vue. La tâche de la

philosophie est donc de déstabiliser des principes réifiés par la métaphysique. Ainsi à partir du criticisme rejoint-il les maîtres du soupçon, notamment lorsqu'il caractérise l'homme, de façon freudo-kantienne si l'on ose dire, par le « libre mouvement indéterminé ». Car, selon le mot de Fichte « tout animal est ce qu'il est, l'homme seul originellement n'est rien ».

Un « rien » que seule l'humanité, comme communauté et comme projet, est capable de constituer en sujet raisonnable, c'est du moins le

rêve des Lumières. Encore faudrait-il savoir à quelles conditions concrètes ce rien peut éviter de faire cet usage illimité de la raison d'où saurait l'emprise totalitaire. On voit la richesse des questions auxquelles Luc Ferry nous conduit avec une rigueur exemplaire.

DOMINIQUE COLAS.

* PHILOSOPHIE POLITIQUE, de Luc Ferry, PUF, Tome I : Le droit : la nouvelle querelle des anciens et des modernes, 192 pages, 98 F. Tome II : Le système des philosophes de l'histoire, 256 pages, 125 F.

en poche

Simonin, enfant de la Chapelle

AVEC humour et tendresse, sans sensiblerie ni grandiloquence, Albert Simonin nous dit un monde que Zola aurait pu raconter, un monde où si l'argent est rare le malheur est monnaie courante, où le pittoresque peut séduire mais aussi frapper et laisser raide mort, selon le mot de Max Jacob.

Ainsi, à travers Simonin, enfant et adolescent, on découvre un Paris qui semble ne plus exister que dans certaines mémoires, un Paris d'avant la fée électricité, d'avant le DDT, où les punaises sont les compagnes des nuits, où les journées de travail n'en finissent pas, où les mots vacances et sécurité sociale sont inconnus, le Paris des apprentis qui tremblaient face au moindre ordre investi d'un pouvoir.

Mine de rien, à petits mots comme on dit à petits pas, sans esbroufe, dans un argot qui n'exclut pas la précision, Simonin a peu de pareils pour restituer une atmosphère ou parler de ceux qui savent ce que « chien de vie » veut dire. Il a le don des portraits.

On n'oublie pas la mère, le père, les copains, le grand-père François boulanger et communard, le vauve de Louis, belle-sœur dont l'abandon nous bouleverse. Voilà un écrivain qui n'a rien publié de son enfance et qui ramène sept fois son style dans l'ancien avant d'écrire.

LOUIS NUCERA.

* CONFESSIONS D'UN ENFANT DE LA CHAPELLE, d'Albert Simonin, « Folio », 286 p.

VIENT DE PARAITRE

40

NOUVELLES
TOME III

Voici surgir des univers étranges où la réalité se déchire brusquement et devient cocasse, fantasmagorique ou angoissante... des textes merveilleux de Maurice Pons, Georges Sédar, Peter Seeberg... Revenus de l'enfance ou d'un lointain passé, voici des personnages insolites qui revivent sous la plume magique de l'Israélien Samuel-Joseph Agnon, du Français d'origine tunisienne Albert Boccard, du Grec Philippos Dracodakidis... Si quelques auteurs figuraient déjà dans les sélections précédentes, la plupart sont de nouveaux venus. Ils témoignent, par la diversité de leurs origines, de la vitalité d'un art en pleine renaissance.

40 NOUVELLES, 40 ROMANS D'UNE LECTURE INTENSE ET BRÈVE, IDÉALE POUR LES VACANCES.

Chez votre marchand de journaux 27 F et au Monde



Le Monde

BON DE COMMANDE « 40 NOUVELLES, TOME III »

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

NOMBRE D'EXEMPLAIRE (SI) X 32 F (prix d'expédition inclus) =

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE SERVICE DES VENTES AU NUMÉRO, 5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

ÉTÉ

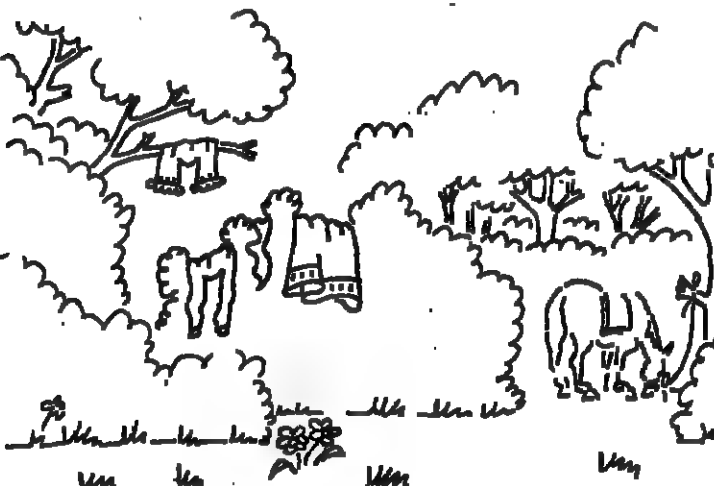
Histoire d'Amour par koryk

LES PRINCESSES N'ÉPOUSENT PAS LES BERGERS.

IL ÉTAIT UNE FOIS LA FILLE DU ROI
QUI SE PROMENAIT DANS LA CAMPAGNE.



ELLE REVINT LE VOIR TRÈS SOUVENT



LE JEUNE BERGER S'EN RETOURNA
DANS SON VILLAGE POUR RETROUVER
LA JEUNE BERGÈRE À QUI
IL ÉTAIT FIANCÉ

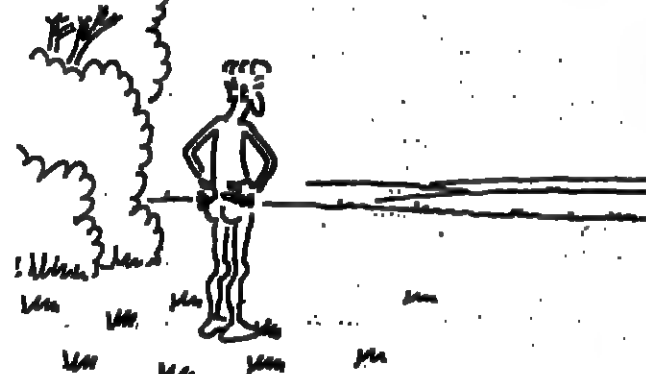


ELLE RENCONTRA UN JEUNE BERGER
DONT ELLE TOMBA AMOUREUSE



MAIS UN JOUR ELLE NE REVINT PLUS :

ELLE VENAIT D'ÉPOUSER
UN PUISSANT SEIGNEUR.



MAIS ELLE N'Y ÉTAIT PLUS...
LE FILS DU ROI L'AVAIT ÉPOUSÉE



(A suivre.)

Résumé. - Broyant du noir, désabusé, solitaire, notre héros trait à sa façon la morale de ce que l'on appelle un conte de fées. Bien entendu les choses ne pouvaient tourner comme la légende le voulait.

MODE

CINQ JOURS EN HAUTE COUTURE Saint-Laurent au plus haut

Guy Larache gonfle tellement ses manches que ses adeptes vont être obligés d'agrandir leurs placards... pour ranger ses manteaux, trois-quarts et blouses. Les jupes sont plus souples, aux hanches courbées, parfois en contrastes de matières, parfois en cuir sur du crêpe de laine plissé.

Ces mélanges de belles étoffes animent aussi les robes de chambre longues et courtes par des jeux de drapés en mouchoir noués aux hanches, en velours noir et satin, soies lamées de tons sourds, unis et imprimés. Un ravissant fourreau de velours noir à manches longues trône dans une robe en velours noir à manches courtes, ornée d'un volant de plumes d'autruche.

Yves Saint-Laurent maîtrise à merveille l'art de créer un style original à partir d'éléments banalisés. Ainsi combine-t-il, cette saison, des pampilles de robe à la jupe droite, du chandail, de la veste trois-quarts. Il renouvelle le blouson, coupé plus court et un rien plus ajusté à la taille, aussi bien en tweed qu'en fourrure corseillée, voire en satin et en velours pour le soir.

Bien qu'il n'y ait plus, depuis belle lurette, de longueur imposée par les couturiers, Yves montre la jambe : un bon tiers des modèles de jour et du soir sont à mi-gambe et les pantalons reviennent en force, en ensembles aux dessins dissociés, tout comme les fourreaux longs.

Dans la foulée des blouses, de chemises spenciers et des boléros arrondis s'ouvrent sur des blouses précieuses, des blouses et des hauts de dentelle. Le velours noir coule comme une rivière, en court ou long, souvent agrémenté de couleurs vives, comme en corselet drapé de la poitrine aux hanches en tranches fuchsia, vert et violet. Des ceintures de bleu doux sont sayonnées pour l'hiver, tandis que le violet et le jaune font choc avec les dentelles multicolores des grandes robes du soir en patchwork suggérant des vitraux plombés de velours noir unis, mentiment soulignées par le public trié du défilé. Les imprimés soulignés par le public ont obtenu aussi un beau succès. Magnifique Saint-Laurent.

Dans une saison où les longues écharpes de mousseline noire font partie de tous les défilés, Revillon a réalisé pour Guyonchy des vestes et manteaux teints en fourrure bicolore aussi vives que des bandes dessinées. Sa

collection est superbe et raffinée sur le thème du blouson en souplesse, mêlant le buste en velours.

Si les robes sont taillées grandes et classiques comme les tailleurs épaulés et caburés, les robes se distinguent par des jeux de manches avec des contrastes heureux de blouses et de jupes très actuels. Des turquoises de satin turquoises, bleu de roi, violet ou rouge, s'ouvrent sur le côté de jupes de velours noir, formant séduisante d'un loup moderne. Les imprimés de Bucol en velours ciselé, façonnés ou martelés en robes du soir, s'inscrivent dans un rythme d'arabesques d'une rare beauté.

Avec, pour Robenne, les risques d'agression dans le miroir diminuant, tant le silhouette se gonfle comme la crinière d'un lion en colère. Il y a du métal bien sûr, des blousins boules dans un tissu à petites dents retenues par des filets de pèlerine en transparence, et, pour le soir, d'immenses robes en soies flammees, et froissées d'hermines, et des guipures rouges et noires.

NATHALIE MONT-SERVAN.



Dessin d'Yves Saint-Laurent. Nouvelle silhouette de jour à blouson écourté à la taille sur pantalon à plumes, fermé de grande boutons. Porté avec un tablier et des gants à crêpe.

EN BREF

ENVIRONNEMENT
GUIDE DES PARCS NATURELS ET RÉGIONAUX. - Cinquante millions de consommateurs proposent un numéro hors série (n° 174) sur les six parcs nationaux et les vingt-trois parcs régionaux de France dont la vocation est de préserver des milieux naturels exceptionnels, parfois menacés de destruction. Outre les adresses et numéros de téléphone des centres d'information et des syndicats d'initiative, les moyens d'accès et la liste des sites ruraux et des terrains de camping, ce guide renseigne sur les activités sportives qu'il est possible de pratiquer, les fêtes, expositions et festivals locaux, l'architecture régionale et l'artisanat local.

FORMATION CONTINUE
TRANSIT. - Aux salariés ou aux demandeurs d'emploi ayant une expérience professionnelle commerciale, de gestion ou d'administration d'entreprise, et maîtrisant une langue étrangère au moins, ainsi qu'aux étudiants titulaires d'une licence en langues étrangères appliquées, sciences économiques ou équivalent (AES...), l'université d'Orléans propose une formation de cadre de direction à l'exportation. Cette formation à temps plein, qui durera de la fin septembre 1984 à la fin juin 1985, comporte des enseignements aussi bien théoriques que pratiques, en particulier dix semaines de stage dans les services exportation d'entreprises, de banques de la région ou dans les services spécialisés de certaines unions professionnelles ou chambres syndicales. Les stagiaires peuvent bénéficier d'une rémunération par la direction départementale du travail et de l'emploi dans le cadre d'une convention régionale ; les salariés peuvent être admis en congé individuel de formation ou pris en charge par leur entreprise. La convention passée avec l'organisme inclut alors des frais de formation.

* Université d'Orléans, Faculté, 45046 Orléans CEDEX, Tél. : 63-22-16, p. 347 (avant le 1^{er} septembre).

PARIS EN VISITES

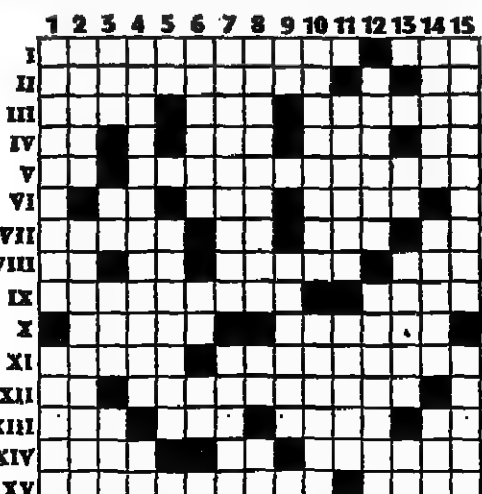
SAMEDI 28 JUILLET
« Voltaire et ses mécènes : l'Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-André, M^{me} Bouquet des Champs.
« L'exposition Luthiers au musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue de Sévigné, M^{me} Dubouche.
« La montagne Sainte-Gervaise au temps de Diderot », 15 heures, devant l'église Saint-Etienne-du-Mont, M^{me} Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).
« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (Approche de l'art).
« L'Opéra », 15 heures, devant l'Opéra (Commissariat d'Id et d'Albans).
« L'île de la Cité », 15 heures, 24, place Dauphine (B. Carayon).
« Le collège des Quatre Nations et l'Académie française à l'Hôtel », 15 heures, 23, quai Conti (Anne Ferrière).
« La Chapelle expiatoire », 15 heures, 31, rue Pasquier (M. Boule).
« Le climatère Montmartre », 15 heures, entrée principale (P.-Y. Joly).
« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 15 heures, 2, rue des Archives (Paris autoguide).
« Le couvent et le jardin des Carmes », 15 heures, 70, rue de Valenciennes (Paris et son histoire).
« Le Vieux Belleville », 15 heures, métro Télégraphe (Résurrection du passé).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3762

HORIZONTALEMENT

I. Un endroit où l'on ne travaille pas au noir. Base d'envois. - II. Évite donc de trop manger. Pronom. - III. N'a plus rien à manger. En Suisse (inversé). Difficile à digérer pour qui n'aime pas les tartines. - IV. Un paradis pour Caylus. Circulent à Brasov. Dans un sens, c'est un allié. Note. - V. Pronom. Ne peuvent pas être considérées comme des sources d'énergie. - VI. Partie de poker. Un étranger. C'est la preuve d'une grande peine. - VII. On en a pincé pour lui. En marge. Donnés à un beau pigeon. Pour aller en droite ligne. - VIII. Terme musical. Langue. Palmier. Le mot de la fin. - IX. Là, il y a anguille sous roche. Celle de l'âne ne vaut rien. - X. C'est vraiment une grande perche. Mauvaise herbe. -



XI. Pique avec des lardons. On ne l'attendait pas si tôt. - XII. C'est tout le problème. Il arrive toujours en catastrophe. - XIII. Fumait le

calumet. On peut l'avoir dans le dos. Incapable de soutenir éternellement. Pronom. - XIV. Tenu par qui ne veut pas céder. Dit par celui qui ouvre de grands yeux. Col blanc. - XV. Prend régulièrement la mouche. Plutôt noir que gris.

VERTICALEMENT

1. On y voit parfois beaucoup de navets. Marche à suivre. - 2. Comme un fil. Ceux-là nous attendent au passage. - 3. Possessif. Grecque. Tel Théodore. Est idéal contre les indigestions. - 4. Aident ceux qui manquent d'inspiration. Morceau de verre. - 5. Avait-elle le champ libre ? Sorties de leur coquille. - 6. Ne pouvait pas être prise en main par un australopithec. Pronom. Adverbe. - 7. Cassées avant de manger. Une fouille qui n'est jamais à l'origine de grandes découvertes. - 8. Tel un triangle équilatéral. Pas de quoi se noyer. Adverbe. - 9. Ne va pas souvent à la mer. Laisse à désirer. - 10. De l'eau froide. Un solide lien. - 11. Sont à la merci d'un enfant. Mis en place tant bien que mal. - 12. Boîtes à idées. Il revient toujours sur le tapis. - 13. Adverbe. Bénéficie sans problème du droit de garde. Grecque. - 14. Rivière. Prendre un repas liquide. Mis en poudre. - 15. Pas facile à remonter. Rend moins fort.

Solution du problème n° 3761

Horizontalement

I. Propreté. - II. Clandé. PC. - III. Havages. - IV. Anis. Nana. - V. Ul. Soles. - VI. Finesse. - VII. Fa. Scania. - VIII. Ad. Réc. - IX. RN. Pensée. - X. Delle. Or. - XI. Mixeurs.

Verticalement

1. Chaudfards. - 2. Plant. Alné. - 3. Ravi. Lm. - 4. Onassis. Pil. - 5. FDG. Onéroux. - 6. Résema. - 7. Salsées. - 8. Tp. Ness. - 9. Écrase. Vers.

GUY BROUTY.

STERN
GRAVEUR
depuis 1844
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

INFORM.
MÉTÉOROLOGIE
SITUATION LE 27 JUILLET 1984
Prévisions pour le 28 juillet :
- Région Nord-Ouest : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Ouest : nuages, pluie, vent fort.
- Région Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Ouest : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Sud-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Nord-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Centre-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Sud-Centre-Est : nuages, pluie, vent fort.
- Région Nord-Sud

INFORMATIONS « SERVICES »

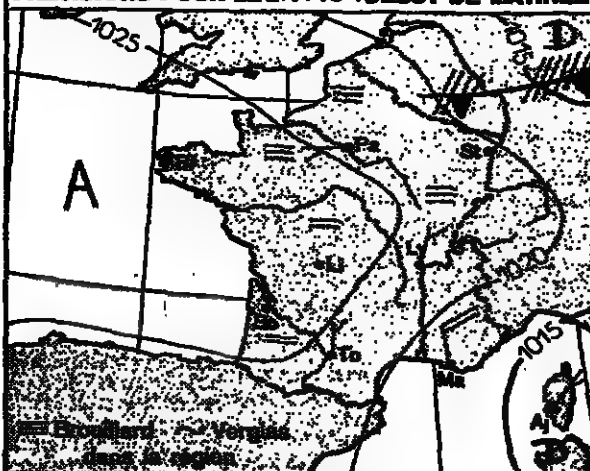
LE CARNET DU Monde

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26 7.84. A 0 H. GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 27. 7. 84 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 26 juillet à 0 heure et le vendredi 27 juillet à 24 heures.

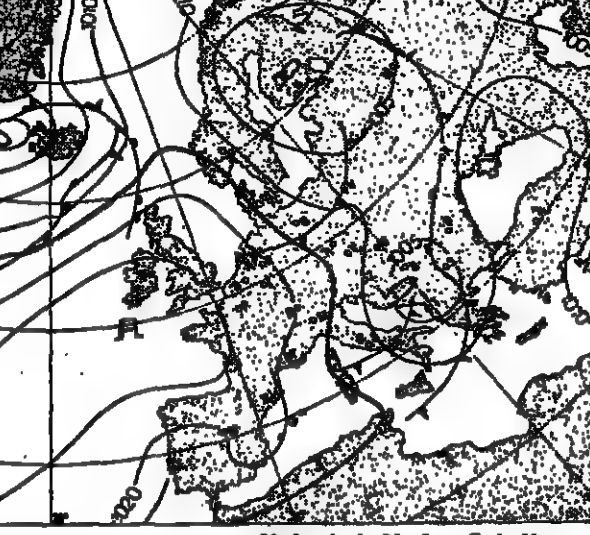
L'anticyclone atlantique va s'étendre à notre pays par le Nord-Ouest, et il repoussera vers le Sud-Est les masses d'air instables et orageuses.

Vendredi matin, le ciel sera souvent gris, avec des brumes ou brouillards plutôt localisés de l'Aquitaine aux Alpes, tandis que les nuages bas seront abondants de la Manche aux régions du Nord et du Nord-Est; de belles éclaircies seront toutefois observées dès le matin sur les régions méditerranéennes.

Rapidement, le soleil fera son apparition sur la plupart des régions, et un temps chaud et ensoleillé prédominera; au cours de la journée, cependant, les nuages resteront abondants des régions du Nord à la Lorraine et à la France-Centre où des éclaircies se développeront l'après-midi.

Le vent faible à modéré soufflera du secteur nord. Les températures, en légère baisse, seront voisines du matin de 9 à 15 degrés du Nord-Est au Sud, et l'après-midi, elles atteindront 22 à

PRÉVISIONS POUR LE 27 JUILLET A 0 HEURE (GMT)



29 degrés du Nord au Sud, dépassant fréquemment 25 degrés au sud de la Seine.

La pression atmosphérique redécroît au niveau de la mer étant à Paris, le 26 juillet à 8 heures, de 1021,5 millibars, soit 766,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 juillet, le second le minimum de la nuit du 25 au 26 juillet): Ajaccio, 34 et 18 degrés; Biarritz, 23 et 11; Bordeaux, 24 et 14; Bourges, 25 et 11; Brest, 22 et 13; Caen, 23 et 16; Cherbourg, 19 et 12; Clermont-Ferrand, 26 et 10; Dijon, 26 et 16; Grenoble-St-Martin, 29 et 18; Grenoble-St-Georges, 26 et 14; Lille, 21 et 13; Lyon, 26 et 15; Marseille-Marijuana, 30 et 18; Nancy, 26 et 14; Nantes, 25 et 13; Nice-Côte d'Azur, 26 et 19; Paris-Montsouris, 25 et 14; Paris-Orly, 25 et 15; Pau, 24 et 13; Perpignan, 29 et 19; Rennes, 23 et 14; Strasbourg, 26 et 13; Tours, 24 et 11; Toulouse, 26 et 14; Poitiers-Pitre, 30 et 23.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 36 et 22; Amsterdam, 17 et 12; Athènes, 33 et 24; Berlin, 17 et 14; Brest, 25 et 13; Bruxelles, 22 et 12; Le Caire, 34 et 19; Les Canaries, 29 et 22; Coppenhague, 22 et 14; Dakar, 31 et 25; Djibouti, 39 et 25; Genève, 27 et 14; Istanbul, 26 et 18; Jérusalem, 29 et 13; Lisbonne, 26 et 17; Londres, 19 et 12; Luxembourg, 23 et 12; Madrid, 34 et 16; Moscou, 21 et 10; Nairobi, 20 et 13; New-York, 25 et 19; Palma-de-Majorque, 34 et 22; Rome, 31 et 24; Stockholm, 22 et 11; Toulon, 41 et 30; Tunis, 42 et 23.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS

SVP TOURISTES: 526-16-14; ce numéro de téléphone informe les touristes sur le programme des visites guidées de l'association Paris et ses environs.

STAGES

INTENSIFS EN ALLEMAGNE. - L'Office franco-allemand pour la jeunesse attribue des bourses pour un stage intensif d'été en Allemagne aux étudiants français inscrits dans une université allemande à compter de septembre 1984, aux jeunes professionnels appelés à occuper un emploi en RFA en 1984-85, et aux responsables des organismes des secteurs socio-éducatif, syndical ou politique.

OTAFJ, 6, rue Casimir-Delavigne, 75006 Paris. Tél.: 354-34-84.

URGENCE

LA RAGE DU SAMEDI SOIR. - Les personnes atteintes de rage de dents durant le week-end n'auront plus besoin de patienter jusqu'au lundi. « SOS dents » vient de se créer pour répondre, du vendredi 20 heures au lundi 8 heures, aux urgences dans la région parisienne. En composant le 707-33-88, on peut dorénavant obtenir le déplacement à domicile d'un dentiste. Une visite de ces praticiens conventionnés coûte entre 300 francs (pour des soins) et 500 francs (selon l'opération) s'élevée nécessaire.

On peut toujours s'adresser à l'hôpital de la Salpêtrière à Paris, seul hôpital à recevoir les urgences des week-ends.

LOT

Le tirage du TACO-TAC au projet sera tenu public (L.O. du 27/12/83)

La somme 11551160

Les numéros approchant à la capitale de mille

Les numéros approchant aux

Des numéros de

Des numéros de

Des numéros de

Des numéros de

Des numéros de

Des numéros de

Des numéros de

Des numéros de

Des numéros de

Des numéros de

Des numéros de

Des numéros de

Des numéros de

Des numéros de

Des numéros de

LISTE OFFICIELLE DES BOMMES A PAYER

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

TOUS GAGNANTS COMPRENS AUX BILLETTS ENTIERS

Naissances

- José DUPUIS à la joie d'annoncer la naissance de sa petite-fille

Adeline, le 27 mai 1984, 71830 Jussieu.

- Adeline et Jacques GOVIGNON ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille

Adeline, le 27 mai 1984, 42480 La Foulleuse.

- ADA N'DEVE N'KIN Ghjovi à 19 di Ghjulin in Bastia.

Michelle ROBERT-NEJMAN, Jean-Charles LOUELL, Brucolaccia, Fertingale, 20253 Patrimoine.

- M^{me} et M. Raymond MICHEL-HUTTEAU ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille

Laurie, fille de Jean-Christophe et Sylvie. Cannes, le 23 juillet 1984.

Le 23 juillet 1984, le Seigneur a rappelé à Lui

M^{me} Hélène ENGEL, cofondatrice et présidente d'honneur de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT).

M^{me} Vincent AICARDI, née Hélène McLeary, le 13 juillet 1984, dans sa quatre-vingt-dixième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Paris.

- Le docteur et M^{me} Emmanuel ARIÉ, M. et M^{me} Ariel ARIÉ, M. et M^{me} Thaila Gomez, ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Esther ATTIE, née Esch, leur mère et belle-mère, survenue à Vevry le 21 juillet 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité dans le nouveau cimetière de Neuilly.

- M. et M^{me} Gérard Baumann, M^{me} Micheline Baumann, M. et M^{me} Jacques Hildebrandt et leurs enfants, M. et M^{me} Roger Levy, ont le profond chagrin de faire part du décès de

M^{me} Marcel BAUMANN, née Geneviève Levy, survenue dans sa quatre-vingt-huitième année, le 20 juillet 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

18, rue Salomon-Rothsch, 92000 Boulogne, 76, rue Lecourbe, 75015 Paris, 38, rue Mariva, 92000 Clichy.

- On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

M. Jean BUDIN, avocat à la cour de Paris, survenue le 23 juillet 1984, dans sa soixante-dix-septième année.

De la part de M. et M^{me} Sarge Budin, Olivier, Natacha et Soie, M. Patrick Budin, Trisane, Nicole, Anne et Pamela, M^{me} Guy Cantelme, M. Thierry Cantelme, ainsi que toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 26 juillet, dans la plus stricte intimité, à Megeve.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris, 3, rue Charles-Dickens, 75016 Paris.

- M. François Girard, son associé, M^{me} Françoise Girard, les collaborateurs de la Société civile professionnelle d'avocats Budin-Girard, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BUDIN, avocat au droit, survenue le 23 juillet 1984.

199 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

- M. et M^{me} Jean-Philippe Devaux, M. et M^{me} Jean-Pierre Vergier, M. et M^{me} Louis Villebrun, ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Madeleine LATREILLE, survenue le 25 juillet 1984, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Messe de funérailles, le vendredi 27 juillet, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption de Neuville-sur-Seine.

NI Ours ni couronnes.

Une collecte sera faite pour poursuivre l'œuvre de sa fille.

Geneviève LATREILLE, décédée le 11 août 1982.

« Le soir venu, Jésus leur dit: Passons de l'autre côté du lac. » (Saint Jean.)

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Roblot S.A. 522-27-22 ORGANISATION D'OBSEQUES

Obituaires

- M. Roger Dury, son épouse, M. Joli Dury, M^{me} née Anne Thibault, Loïc et Yann.

Le docteur Philippe Dury et M^{me} née Barbara Lorenz, M^{me} Florence Dury et M. Claude Carrara, M. Fabrice Dury et M^{me} née Marinette Ronssel, Mathieu, Thomas et Simon.

M. Olivier Marcotte de Sainte-Marie et M^{me} née Chantal Dury, Camille, Stéphanie et Julien, ses enfants et petits-enfants.

Les familles Dury, Goerz, Baldassar, Raupont, Haustead, Et tous ses amis, ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Roger DURY, née Arlette Goerz, qui s'est éteinte, munie des sacrements de l'Eglise, le 5 juillet 1984, dans sa soixante-douzième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité le 10 juillet, en l'église de Saint-Pierre-le-Bruyère (Orne). Cet avis tient lieu de faire-part.

61340 Saint-Pierre-le-Bruyère.

- Le 23 juillet 1984, le Seigneur a rappelé à Lui

M^{me} Hélène ENGEL, cofondatrice et présidente d'honneur de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT).

M^{me} Vincent AICARDI, née Hélène McLeary, le 13 juillet 1984, dans sa quatre-vingt-dixième année, munie des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Paris.

- Le docteur et M^{me} Emmanuel ARIÉ, M. et M^{me} Ariel ARIÉ, M. et M^{me} Thaila Gomez, ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Esther ATTIE, née Esch, leur mère et belle-mère, survenue à Vevry le 21 juillet 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité dans le nouveau cimetière de Neuilly.

- M. et M^{me} Gérard Baumann, M^{me} Micheline Baumann, M. et M^{me} Jacques Hildebrandt et leurs enfants, M. et M^{me} Roger Levy, ont le profond chagrin de faire part du décès de

M^{me} Marcel BAUMANN, née Geneviève Levy, survenue dans sa quatre-vingt-huitième année, le 20 juillet 1984.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

18, rue Salomon-Rothsch, 92000 Boulogne, 76, rue Lecourbe, 75015 Paris, 38, rue Mariva, 92000 Clichy.

- On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

M. Jean BUDIN, avocat à la cour de Paris, survenue le 23 juillet 1984, dans sa soixante-dix-septième année.

De la part de M. et M^{me} Sarge Budin, Olivier, Natacha et Soie, M. Patrick Budin, Trisane, Nicole, Anne et Pamela, M^{me} Guy Cantelme, M. Thierry Cantelme, ainsi que toute la famille.

Les obsèques ont eu lieu le jeudi 26 juillet, dans la plus stricte intimité, à Megeve.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris, 3, rue Charles-Dickens, 75016 Paris.

- M. François Girard, son associé, M^{me} Françoise Girard, les collaborateurs de la Société civile professionnelle d'avocats Budin-Girard, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean BUDIN, avocat au droit, survenue le 23 juillet 1984.

199 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

- M. et M^{me} Jean-Philippe Devaux, M. et M^{me} Jean-Pierre Vergier, M. et M^{me} Louis Villebrun, ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Madeleine LATREILLE, survenue le 25 juillet 1984, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Messe de funérailles, le vendredi 27 juillet, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame de l'Assomption de Neuville-sur-Seine.

NI Ours ni couronnes.

Une collecte sera faite pour poursuivre l'œuvre de sa fille.

Geneviève LATREILLE, décédée le 11 août 1982.

« Le soir venu, Jésus leur dit: Passons de l'autre côté du lac. » (Saint Jean.)

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Roblot S.A. 522-27-22 ORGANISATION D'OBSEQUES

Obituaires

[Né le 19 avril 1901 à Lyon, André Latreille fit ses études dans les lycées et à la faculté des lettres de cette ville. Agrégé d'histoire et docteur en lettres, il était entré dans une longue carrière universitaire, devenant successivement professeur aux lycées de Clermont-Ferrand (1924-1926), de Marseille (1926-1928), de Lyon (1928-1937), à la faculté des lettres de Poitiers (1937-1944), et enfin à celle de Lyon, où il enseigna l'histoire moderne de 1946 à 1971.

André Latreille fut aussi chargé d'enseignement à l'université de Caen, et professeur aux instituts politiques de Paris, Lyon et Grenoble.

Au lendemain de la guerre, il était collaborateur au Monde et tenait longtemps la feuilleton d'histoire dans notre journal. Il s'est intéressé particulièrement à l'histoire religieuse. On lui doit notamment des ouvrages sur Napoléon I^{er} et le Saint-Siège, la Révolution française et l'Eglise catholique, les Forces religieuses et la Vie politique, ainsi qu'une Histoire du catholicisme en France, et une étude consacrée à de Gaulle, la Libération et l'Eglise catholique. Parmi les autres livres d'André Latreille, citons son Histoire de la seconde guerre mondiale, et son Histoire de Lyon et du Lyonnais.

En octobre 1947 à l'Académie des sciences morales et politiques, il avait obtenu, la même année, le grand prix d'histoire Gobert de l'Académie française. André Latreille était officier de la Légion d'honneur.]

- M^{me} Louis MICHEL, née Croiset, Odile et Raymond Heiser, Mireille et Jean Thonzeff, font part du décès de

médecin général Louis MICHEL (C.R.), commandeur de la Légion d'honneur, médaille militaire et croix de guerre 1914-1918, croix de guerre des TOE, croix de guerre 1939-1945, commandeur de plusieurs ordres français et étrangers.

Villa l'Edelweiss, avenue Emile-Diccon, 34100 Montpellier.

- M. Pierre Savin, M. Jean-Marie Savin, M. José Neyrolles, M^{me} Maguy Savin, M^{me} Chantal Brémond, ont le deuil de faire part du décès de

M^{me} Pierre SAVIN, née Marie-Thérèse Neyrolles, chevalier de l'Ordre national du Mérite, ancien administrateur civil aux Affaires sociales, survenue le 24 juillet 1984, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 30 juillet, à 14 heures, en l'église Saint-Lambert de Vaugrand (place Gerbert, Paris-13^e).

L'inhumation aura lieu dans la sépulture familiale à Evreux (Territoire de Belfort).

NI Ours ni couronnes, des prières.

« Il a gardé son âme de la mort, mais vers des lieux et non plus des lieux pas ».

(Ps. 116.)

- M^{me} Boguslawa Serpette, née Biala, son mari, M. Yves Serpette, La petite Nathalie et M^{me} Jeanne Serpette, ont le deuil de faire part du décès de

M. Jacques SERPETTE, survenue le 23 juillet 1984, dans sa quatre-vingt et unième année, à Vannes.

17-21 avenue d'Italie (appart. 46), 75013 Paris, 18, rue des Violons, 37023 Tours.

- M. Jacques Thomas, M. et M^{me} Gérard Thomas et leurs enfants, M. Christian Thomas, M^{me} veuve Laurent Port, M^{me} veuve Charles Thomas, M^{me} veuve André Port, Et toute la famille, ont le profond chagrin de faire part du décès de

M^{me} Jacques THOMAS, née Jeanne Port, survenue le 22 juillet 1984 à Paris.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 25 juillet, en l'église Saint-Charles de Monceau à Paris, suivie de l'inhumation au cimetière des Baignolles, dans l'intimité familiale.

Une messe aura lieu à son intention le jeudi 13 septembre, à 11 heures, en l'église Saint-Charles de Monceau, 22 bis, rue Legendre, à Paris-17^e.

17, avenue de Villiers, 75017 Paris, 8, avenue Montaigne, 75008 Paris, 6, avenue du Général-Maizière, 06600 Antibes.

Anniversaires

- Une pensée affectueuse est demandée, le 27 juillet, à tous ceux qui ont connu et aimé

Marcelle JANNEY-ROUSSELET, en ce quatrième anniversaire de son décès.

Roblot S.A. 522-27-22 ORGANISATION D'OBSEQUES

AFFAIRES

Les Dix harmonisent les conditions de crédit à l'exportation de centrales nucléaires

De notre correspondant

Communauté européenne (Bruxelles). - Les crédits à l'exportation pour la vente de centrales nucléaires sont désormais soumis à des taux d'intérêt minima (de 12,5 à 14,6 % selon le pays de destination et la durée des facilités) dans la CEE. Les ministres des affaires étrangères des Dix ont ainsi ajouté, le 24 juillet, ce secteur à l'arrangement conclu en octobre 1983 au sein de l'OCDE sur les garanties données par les gouvernements des pays industrialisés à leurs exportateurs.

Le « consensus » de l'OCDE couvre maintenant toutes les transactions commerciales à l'exception de celles portant sur les matériels aéronautiques et les produits agricoles. Toutefois, dans le cas du nucléaire, les taux minima sont supérieurs d'un point à ceux en vigueur dans les autres secteurs et les délais de remboursement peuvent aller jusqu'à quinze ans (dix ans en règle générale).

L'accord des Dix n'a pas été obtenu sans mal. L'idée était d'exclure du champ d'application les crédits déjà négociés. La France, qui est en pourparlers avec la Chine

pour la construction d'une centrale à Hua-Dong, souhaitait que ce projet ne soit pas couvert par les dispositions de l'OCDE. De la sorte, elle gardait la liberté de fixer des taux d'intérêt plus bas si la nécessité s'en faisait sentir pour obtenir la commande.

L'Allemagne fédérale s'est opposée à cette demande, considérant que les discussions entre Paris et Pékin n'étaient pas suffisamment avancées pour estimer la négociation conclue. Finalement, le conseil a dû recourir au vote à la majorité qualifiée pour trancher la question en faveur de la thèse française.

MARCEL SCOTTO.

Le groupe britannique Tate and Lyle tente de prendre le contrôle de Brooke Bond

Le groupe sucrier britannique Tate and Lyle a lancé une offre publique d'achat sur le groupe britannique spécialisé dans l'industrie du thé et de la viande Brooke Bond. Celui-ci a rejeté l'offre qui s'élève à 295 millions de livres. Tate and Lyle propose une offre de ses propres actions, cotée lundi 23 juillet 312 pence, plus 350 pence pour sept actions ordinaires de Brooke Bond, ce qui situe le prix d'achat à 94 pence alors que l'action de Brooke Bond a, elle, fortement remonté de 24 pence à 101 pence.

Tate and Lyle justifie sa tentative par la complémentarité des deux groupes et l'économie d'échelle qui serait réalisée en matière de recherche, de transformation et de distribution. Avec un chiffre d'affaires de 1,950 milliard de livres, Tate and Lyle a réalisé un profit avant taxes qui est passé de 1980 à 1983 de 30,7 millions de livres à 57,3 millions de livres. Ce progrès, plutôt considéré depuis 1980 comme un rétablissement des gains du sucre britannique, présente aussi sur le mar-

ché nord-américain, est dû à un large programme de réduction des coûts : abandon des activités déficitaires dans la filière des sucres de maïs et de l'amidon, vente d'une compagnie de navigation, fermeture d'une raffinerie à Liverpool. Tate and Lyle, qui ne souhaitait pas investir sur le continent européen et qui a été dissuadé de le faire aux États-Unis par le niveau trop élevé du dollar, essaie de diversifier son activité en Grande-Bretagne même.

Brooke Bond, au chiffre d'affaires d'environ 1 milliard de livres, s'est diversifié ces dernières années, en achetant notamment en 1981 Mallinson-Denny, importateur et distributeur de bois. Le groupe britannique s'est aussi séparé en 1982 de ses filiales en France, en Italie et au Benelux, reprises par BSN. Ses profits annuels sont passés de 41 millions à 48,2 millions de livres, mais sa dette serait proche de 40 % du capital social. Brooke Bond compte en fait sur ses marques de grande diffusion et sur l'accroissement des résultats des branches thé et bois pour améliorer sa situation.

LE JAPON VOUDRAIT ÉCHAPPER AU CONTINGENTEMENT DES IMPORTATIONS AMÉRICAINES D'ACIER

Dans une lettre adressée au gouvernement américain, le MITI japonais (ministère du commerce extérieur et de l'industrie) demande que les sidérurgistes japonais soient exemptés des éventuels contingents des importations américaines d'acier. Le Japon souligne que les exportateurs japonais sont « disciplinés » et qu'ils ont « dynamisé » la sidérurgie américaine par des prises de participation financières et des accords technologiques.

Les Américains pourraient répliquer - M. Reagan doit se prononcer en septembre - les importations à quelque 15 % du marché en instaurant des quotas. Le Japon, qui est déjà limité à 6 % environ du marché du fait d'un accord signé l'an passé avec les États-Unis, craint que cette part ne se réduise.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ bas - haut	Rep. - en dév.	Rep. - en dév.	Rep. - en dév.
\$E.U.	8,7028 - 8,7069	9 - 20	8 - 30	- 100 - 40
Sch.	6,6352 - 6,6402	- 51 - 20	- 91 - 53	- 269 - 253
Yen (100)	3,5745 - 3,5776	+ 156 - 169	+ 384 - 323	+ 956 - 1016
DM	3,6684 - 3,6714	+ 152 - 165	+ 278 - 317	+ 856 - 912
Franc	2,7181 - 2,7202	+ 117 - 127	+ 229 - 235	+ 683 - 729
F. (100)	15,1709 - 15,1818	- 26 - 48	- 9 - 185	- 14 - 355
S. (100)	3,5577 - 3,5608	+ 193 - 287	+ 484 - 487	+ 1229 - 1295
L. (1 000)	4,9993 - 4,9940	- 147 - 121	- 252 - 254	- 1866 - 978
£	11,6363 - 11,6478	- 96 - 34	- 96 - 21	+ 98 - 295

TAUX DES EUROMONNAIES

	12 1/16	12 1/8	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4
DM	5 3/4	6 1/8	6 1/4	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 3/4	6 1/2	6 3/4
Franc	10 3/4	11 1/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2	11 3/4	11 1/2
F. (100)	14 1/4	14 1/2	14 3/4	14 1/2	14 3/4	14 1/2	14 3/4	14 1/2	14 3/4
S. (100)	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4
L. (1 000)	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4
£	12 1/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4	12 1/2	12 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

TRAITEMENT DE TEXTES
BUREAUTEXTE - Madeleine/St-Augustin - 265.62.36

Croissance plus harmonieuse de l'économie américaine

(Suite de la première page.)

La FED inquiète de la surchauffe de l'économie et soucieuse d'éviter un retour en force de l'inflation, n'hésite pas à être obligée de durcir sa politique, c'est-à-dire de réduire les liquidités fournies aux banques, avec pour conséquence une hausse supplémentaire des taux d'intérêt et, donc, du dollar. Tel n'a pas été le cas, d'où la réaction des marchés.

Sans doute ne faut-il pas s'attendre, pour autant, à une chute du dollar ni à une baisse véritable des taux d'intérêt. M. Volcker lui-même a bien pris la précaution d'indiquer que ces taux pourraient encore augmenter dans les mois prochains, compte tenu des emprunts du trésor pour couvrir le déficit budgétaire, de ceux des entreprises pour leurs investissements et de ceux des ménages pour financer leurs achats à la consommation ; ce sont là des effets « mécaniques » qui vont subsister. Mais la spéculation sur un durcissement de la FED et sur une hausse des taux absolument inévitable tombe d'un coup, on s'attendait grandement. Or on sait quelle part prennent les anticipations psychologiques dans les mouvements du marché et dans le comportement des opérateurs : près de 50 % dans certains cas, dit-on. Au second semestre, donc, la fièvre risque de retomber un peu, tant sur les taux que sur le dollar.

Autre point important de la déclaration de M. Volcker, celui relatif à l'inflation, qui lui semble jugulée. Effectivement, cette inflation n'a été, sur une base annuelle, que de

3,2 % au deuxième trimestre 1984 contre 4,4 % au premier trimestre : en juin, elle est même retombée à 0,2 % (2,4 % par an). Du coup, le président de la FED révisé à la baisse ses prévisions pour 1984 (4 % à 4,5 % contre 4,5 % à 5,5 %), avec un chiffre de 5,5 % pour 1985.

Comme nous l'avons indiqué (le Monde du 25 juillet 1984), la coexistence d'une expansion économique rapide, la plus forte depuis la guerre, et d'une inflation en net recul dénotent totalement les experts : « A-typique », l'a qualifié pudiquement M. Volcker. Ce qui veut dire que le phénomène ne correspond à rien de connu : les prix des matières premières, qui devraient flamber, baissent, et ceux du pétrole vont diminuer plus ou moins.

Toutes ces bonnes nouvelles n'empêchent pas M. Volcker de réclamer encore et avec vigueur une réduction du déficit budgétaire et d'avertir le Congrès des « dangers » que cette reprise « atypique » présente. Si ce déficit n'est pas réduit, le niveau trop élevé des taux d'intérêt risque de « casser » l'expansion. Il dénonce, enfin, l'endettement croissant des États-Unis vis-à-vis de l'étranger, qui finance la moitié du déficit budgétaire (80 à 90 milliards de dollars par an sur 190 milliards). A cet égard, la suppression par le Trésor de la retenue à la source de 30 % sur les intérêts des emprunts souscrits aux États-Unis par les non-résidents, ne peut qu'accroître l'afflux des capitaux extérieurs.

FRANÇOIS RENARD.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Meilleures perspectives pour l'industrie française selon l'INSEE.

Les chefs d'entreprise estiment que les perspectives générales de l'industrie française devraient s'améliorer sensiblement. Toutefois, les résultats de la dernière enquête mensuelle de l'INSEE du mois de juillet montrent que les perspectives personnelles de ces industriels ne correspondent guère qu'à une croissance lente de la production de l'industrie manufacturière au troisième trimestre. L'INSEE note également que les prévisions varient fortement selon les secteurs.

Globalement, les carnets de commandes restent stables. L'amélioration constatée dans les biens d'équipement professionnels et de consommation courante est compensée par la détérioration des commandes dans l'automobile et les biens intermédiaires. Les industriels prévoient, selon l'INSEE, des hausses de prix modérées au troisième trimestre.

● Séclicor va reprendre les Forges et laminiers de Bretagne. - L'infirmité d'un jugement prononcé le 27 juin 1984 par le tribunal de commerce de Saint-Brieuc, la deuxième chambre de la cour d'appel de Rennes a autorisé le 25 juillet le groupe Séclicor à reprendre pour 1 million de francs la société Forges et laminiers de Bretagne, en liquidation de biens depuis le 13 juin 1984, et qui employait deux cent vingt personnes à Ploufragan (Côtes-du-Nord). Les stocks seront repris à 40 % de leur valeur par le groupe Séclicor, qui s'est engagé à maintenir cent quarante emplois. (Corresp.)

● Automobile : la CEE autorise Rome à aider son industrie. - La Commission européenne a autorisé le gouvernement italien à accorder des aides publiques au secteur de l'automobile, pour un montant de 375 milliards de francs au total (trois fois moins que ce que Rome demandait). Douze projets d'investissements sont concernés, dans le centre et le nord de l'Italie. Fiat recevra 225 milliards de francs, Alfa Romeo et sa filiale pour composants automobiles Spica 90 milliards, et les 60 milliards restant iront à Maserati, Pininfarina, Carrozzeria, Mondial Piston et Bertoni. (AFP.)

Étranger

RA

● Diminution de l'excédent commercial. - La balance commerciale ouest-allemande a enregistré en juin un excédent de 1,3 milliard de deutschmarks (environ 460 millions de dollars), en baisse par rapport à celui de mai, qui avait été de 4,8 milliards de deutschmarks, a annoncé, mercredi 25 juillet, l'Office fédéral des statistiques de Wiesbaden. Pour les six premiers mois de l'année, elle a été excédentaire de 20 milliards de deutschmarks contre 22,1 milliards au premier semestre de 1983. La balance des comptes courants, qui était excédentaire de 3,1 milliards de deutschmarks en mai, est devenue déficitaire en juin, avec un solde négatif de 3,2 milliards de deutschmarks.

Pour le premier semestre, elle conserve un excédent de 1,4 milliard de deutschmarks contre 6,7 milliards au premier semestre 1983.

● Recul du pouvoir d'achat. - Le pouvoir d'achat des Allemands de l'Ouest a diminué depuis un an, leur revenu moyen ayant progressé moins vite que les prix entre mai 1983 et avril 1984 inclus. Selon l'Office fédéral des statistiques, le revenu moyen hebdomadaire brut d'un ouvrier allemand a augmenté, sur douze mois, de 2,6 %, soit 675 DM (environ 205 francs) fin avril. Or, au cours de la même période, l'indice du coût de la vie a augmenté de 3 %. Pour sa part, le revenu mensuel moyen brut des employés a augmenté de 2,8 % atteignant 3 947 DM. Seules les femmes travaillant dans les bureaux ont vu une amélioration de leur pouvoir d'achat, leur revenu mensuel ayant payement en moyenne de 3,1 % à 2 513 DM. - (AFP)

Social

● Manifestation des producteurs de viande. - Six cents producteurs de viande bovine de Bretagne et de la Mayenne ont manifesté dans le calme le 25 juillet à Rennes pour protester contre l'effondrement du marché et la chute des cours. En deux mois les prix ont baissé de 2 F par kilo, soit une chute de 1 000 F par animal vendue. Rappelant que le prix de marché se situe aujourd'hui à 75 % du prix d'orientation, ce qui ne s'était jamais vu, le président de l'Union des groupements des producteurs de viande bovine de Bretagne, M. Louis Perrin, considère que « la crise actuelle est la plus grave que la profession ait connue et risque de réduire à néant en quelques mois vingt années d'efforts d'organisation de la production ». (Corresp.)

● Construction navale : la CFDT dénonce l'erreur grossière du gouvernement. - « C'est une erreur grossière d'avoir détaché la construction navale du secrétariat d'État à la mer », a indiqué M. Marcel Guéhenec, responsable de ce secteur à la CFDT, le 25 juillet. La CFDT a demandé à M. Fabius qu'il définisse rapidement les orientations du gouvernement pour ce secteur, notamment en matière d'emploi. Quant à la convention relative aux congés de conversion, telle qu'elle est proposée actuellement pour le patronat de cette branche, elle est, selon la CFDT, « inacceptable ».

● La SVF va supprimer 500 emplois. - Premier distributeur français de vins de table, la Société des vins de France prévoit de supprimer 500 emplois d'ici à la fin de 1985, dont 400 par des départs en préretraite ou grâce à une aide au retour pour les travailleurs immigrés. A terme, les entrepôts de Villeurbanne et de Vichy, ainsi que la chaîne d'emballage de Bercy, à Paris, seront supprimés. Ce plan fait partie des mesures de redressement adoptées depuis 1981 par la nouvelle direction de la firme, menant une politique de marques nationales au détriment des anciens réseaux de distribution régionaux.

ÉTRANGER

En Grande-Bretagne

La firme Jaguar bientôt mise en vente

De notre correspondant

Londres. - Nouvelle étape du programme de privatisation lancé par le gouvernement de M^{re} Thatcher : Jaguar, la célèbre firme de construction automobile, jusqu'à présent filiale du groupe nationalisé British Leyland, va être mise en vente sur le marché boursier au début du mois prochain. La soumission, attendue de longue date, a été confirmée le 25 juillet en même temps qu'étaient annoncés les derniers chiffres montrant la belle santé de cette société, qui voici peu, comme le reste du groupe, enregistrait encore des déficits importants (le Monde daté 5-6 février 1984).

Alors que les exportations de la marque avaient déjà augmenté de plus de 50 % l'an passé, les luxueuses limousines et les coupés de sport continuent de connaître un succès sans précédent sur le marché américain, où la hausse du dollar et le fléchissement de la livre ont rendu ces voitures prestigieuses relativement bon marché. Au cours du deuxième trimestre, les bénéfices de la société ont atteint 23 millions de

livres (environ 2,6 milliards de francs), soit presque le même chiffre que pour les six premiers mois de 1983, qui pourtant avait été jugé comme une année « record ».

Le marché des actions sera ouvert le 3 août. Des conditions préférentielles seront accordées aux 9 500 employés de Jaguar et à ceux de British Leyland qui pourront acquérir 15 % des parts, sans compter celles qui seront distribuées à titre de prime par la direction. La valeur globale de la société a été récemment estimée dans la City à 300 ou 350 millions de livres, or l'estimation selon l'offre qui vient d'être rendue publique ne s'élève qu'à 297 millions. Il faut voir là, malgré le succès actuel de la firme, une manifestation de la prudence de ses dirigeants et surtout du gouvernement, qui a subi récemment de sévères déceptions à propos d'autres projets de dénationalisation, les acheteurs potentiels ayant boudé les propositions (le Monde du 4 juillet).

FRANCIS CORNU.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DE SOMALIE

PROJET D'IRRIGATION DE MOGAMBO OUTILLAGE, ÉQUIPEMENT ET VÉHICULES

1) Les agences de financement du Kreditanstalt für Wiederaufbau et du Fonds de Koweït pour le développement économique arabe ont concédé des prêts au Gouvernement de la République Démocratique de Somalie pour les aménagements du projet d'irrigation de Mogambo, sur le fleuve Jubé.

2) Le Gouvernement de la République Démocratique de Somalie invite les soumissionnaires à soumettre leurs offres pour la fourniture et la livraison d'outillage, d'équipement et de véhicules nécessaires au projet.

Il est proposé que l'équipement sera acquis en neuf lots comme suit :

Lot n° 1 : véhicules et motocyclettes, consistant en : 3 automobiles (2 litres) ; 3 voitures type break à quatre roues motrices (2 litres) ; 6 camionnettes à plateau et à quatre roues motrices (2,25 litres) ; 1 camion fermé de 3 à 5 tonnes ; 4 camions à plateau de 10 tonnes à usage général ; 1 camion à plateau de 10 tonnes avec une grue de chargement ; 2 camions-bennes de 10 tonnes ; 1 camion-citerne à carburant (7 500 litres) ; 1 lot de moteurs et d'appareillages de rechange ; 20 motocyclettes (125 cc).

Lot n° 2 : tracteurs, instruments et remorques agricoles, consistant en : 10 tracteurs à deux roues motrices (45/50 KW) ; 7 tracteurs à quatre roues motrices (45/50 KW) ; 1 lot d'appareillages de rechange ; 4 semoirs à grain et engrais ; 1 herse à pointes ; 1 planteuse à coton/maïs ; 4 répanduses à engrais ; 1 extirpateur entre-rayons ; 1 fauchard à herbe rotatif ; 1 fauchard à paille et à tige de coton ; 1 chargeur frontal ; 2 extirpateurs à dents ; 8 remorques de 5 tonnes à deux ponts ; 7 remorques à bascule à grain de 7 tonnes ; 1 camion-citerne à eau (2 000/2 500 litres) ; 1 camion-citerne à carburant (2 000/2 500 litres) ; 1 remorque à plateau surbaissé (15 tonnes) ; 1 débroussailluse à flexa ; 1 remorque-citerne à deux ponts à carburant (5 000 litres).

Lot n° 3 : tracteurs à chenilles et matériel, consistant en : 6 tracteurs à chenilles (71 KW) ; 2 bulldozers ; 2 niveleuses ; 4 charrues/pulvérisateurs ; 6 pulvérisateurs.

Lot n° 4 : moissonneuses-batteuses à riz, consistant en : 7 moissonneuses-batteuses à riz (100 KW).

Lot n° 5 : pelle mécanique à benne-trainante, consistant en : 1 pelle mécanique à benne-trainante.

Lot n° 6 : matériel d'atelier, consistant en : 1 lot de machines-outils ; 1 portique de levage ; 1 lot de suspentes de levage ; 1 lot d'outillage de soudage ; 1 lot d'outillage et de matériel d'ordre général ; 1 lot de clés à douille et de clés ; 1 lot de limes et de perceuses ; 1 lot d'outillage pour reconditionnement de buses ; 1 établi de souder ; 1 trousse d'outils de menuiserie ; 1 trousse d'outils de plomberie et de tuyauterie ; 1 trousse d'outils d'électricien ; 1 lot de fournitures diverses (provisoire) ; 1 lot d'équipement de maintenance ; 1 lot d'étagères de magasin.

Lot n° 7 : autres articles, consistant en : 3 tracteurs/pulvérisateurs ; 2 pulvérisateurs avec des pneus à pression basse ; 20 pulvérisateurs à dos ; 45 pulvérisateurs à main ; 1 rotavator ; 1 presse à balles rectangulaires ; 2 tarières à grain ; 2 élévateurs de balles et de sacs ; 1 trémie à grains surélevée ; 1 bétonnière ; 1 pompe à eau ; 30 bicyclettes ; 1 génératrice portative ; 1 compresseur d'air portatif pour le gonflage des pneus.

Lot n° 8 : niveleuse à moteur et chargeuse à roues, consistant en : 1 niveleuse à moteur (150 HP) ; 1 chargeuse à roues (50 HP).

Lot n° 9 : Excavatrice hydraulique à pelle rétrocaveuse, consistant en : 2 excavatrices hydrauliques à pelle rétrocaveuse.

Ces appels d'offres sont sollicités pour un ou plusieurs lots et non pour des parcelles de lot. Il est toutefois permis de sous-traiter des parcelles de lot, si le soumissionnaire prend la responsabilité de l'expédition du lot entier.

3) Les paiements seront effectués par déboursement direct ou par lettre de crédit, de la part des agences de financement du Fonds de Koweït pour le développement économique arabe, du Kreditanstalt für Wiederaufbau et du Gouvernement de Somalie.

4) Les compagnies intéressées qui souhaitent soumettre leurs offres, devront acheter les documents d'appel d'offres, au prix de £ 50 (cinquante livres sterling), le jeu avant le 15 août 1984. Elles doivent également indiquer pour quels lots (ou lots) elles souhaitent faire leurs offres. Sur réception de l'argent de l'achat de l'appel d'offres, chaque soumissionnaire recevra un document qui donnera les instructions de soumission et les conditions de vente, ainsi que toutes les spécifications relatives au lot (ou lots) spécifiés.

Il doit être noté que les soumissions ne seront considérées que si elles se réfèrent à un lot complet.

5) Pour obtenir les documents d'appel d'offres, les soumissionnaires devront envoyer un chèque libellé à l'ordre de :

Sir M. MacDonald & Partners Limited,
Demeter House,
Station Road,
Cambridge, CB1 2RS,
Angleterre.

qui accusera réception de toutes les demandes.

6) Les soumissions des documents originaux, ou de leurs copies, qui ne sont pas rédigées en langue anglaise devront être accompagnées d'une traduction anglaise certifiée.

Le Directeur général,
Projet d'irrigation de Mogambo,
Boîte postale 1205,
MOGADISHU
République Démocratique de Somalie.

TRANSPORTS

VERS LE MANS EN 1989 ET COLOGNE EN 1992

Un TGV tous azimuts

C'est en définitive M. Jean Auroux, nouveau secrétaire d'Etat chargé des transports, qui a présenté, le mercredi 25 juillet, au conseil des ministres, une communication sur le développement des trains à grande vitesse (voir nos dernières éditions) et non M. Charles Fiterman, alors ministre des transports, qui aurait dû être, le 18 juillet, le rapporteur du plus beau fleuron des chemins de fer français. Changement de gouvernement oblige. En une semaine, le dossier n'a pas varié d'un iota, et il comporte quatre volets qui détaillent l'avancement des quatre TGV lancés - ou à lancer - aux quatre points cardinaux, de plus tangible au plus aléatoire.

● Le TGV Sud-Est. Le succès est venu couronner cette ligne nouvelle de 417 km construite entre les agglomérations lyonnaises et parisiennes. Les convois y circulent à une vitesse commerciale de 213 km/h et mettent les deux métropoles à deux heures l'une de l'autre. En 1984, le trafic sur l'axe Sud-Est devrait être supérieur de 41 % à celui qui aurait

été enregistré si l'infrastructure nouvelle n'avait pas été construite. Ce TGV représente un cinquième des recettes du transport des voyageurs de la SNCF. Dans moins de dix ans, celle-ci aura remboursé les emprunts contractés pour réaliser la ligne.

● Le TGV Atlantique. Depuis le 25 mai, un décret a déclaré ce projet d'utilité publique : 340 kilomètres de voies nouvelles seront construites (1). Un tronçon commun entre Paris et Courmoulin (Eure-et-Loir) se divisera en deux branches qui desserviront Le Mans, en 1989, et Tours, en 1990. Au-delà de ces deux gares, le TGV empruntera les voies existantes. Entre Paris et les quarante agglomérations desservies sur la façade atlantique, la durée des trajets sera réduite : Le Mans, 1 heure (meilleur temps actuel : 1 h 38) ; Rennes, 2 h 5 (3 h) ; Brest, 4 h 16 (5 h 39) ; Quimper, 4 h 21 (5 h 47) ; Nantes, 2 h 10 (3 h 17) ; Tours, 1 h 2 (1 h 33) ; La Rochelle, 3 h (3 h 59) ; Bordeaux, 3 h 5 (4 h 3) ; Bayonne, 4 h 40 (6 h 10).

Le coût du TGV Atlantique était évalué, en 1983, à 13 milliards de francs. L'Etat s'est engagé à supporter 30 % du coût des dépenses d'infrastructure. Le nombre des emplois créés ou maintenus par le chantier varie, selon les estimations, de 3 500 à 4 500 par an pendant cinq ans.

Des enquêtes d'utilité publique complémentaires se dérouleront, du 10 septembre au 10 octobre, pour étudier des améliorations du tracé près de Dourdan (Essonne), de Vernon et Vorey (Indre-et-Loire) et de Laval (Sarthe). Les acquisitions de terrains débiteront avant la fin de l'année et le premier coup de pioche sera donné en octobre prochain, grâce au déblocage de 500 millions de francs du Fonds spécial de grands travaux.

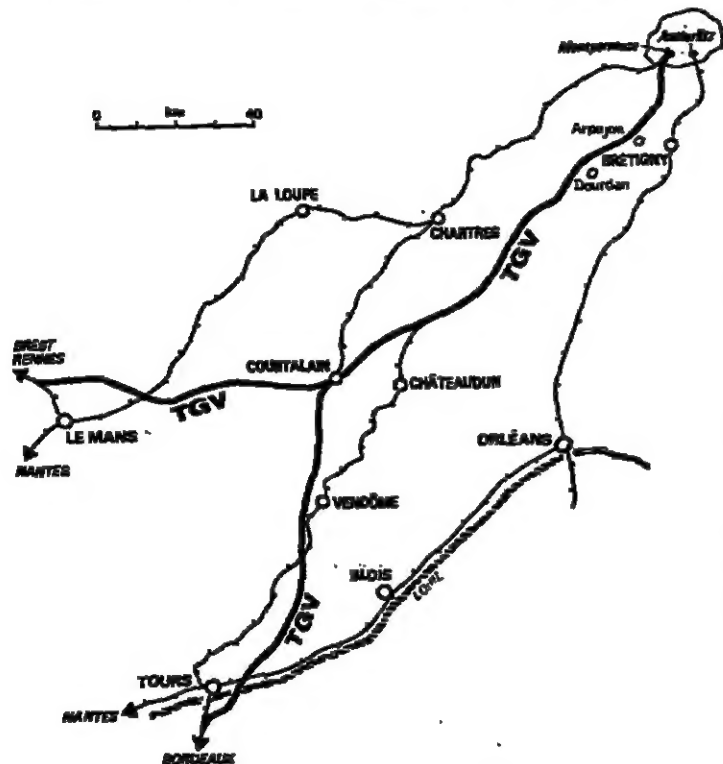
Les grands perdants de la construction du TGV Atlantique seront les transports aériens. Air Inter y perdra 5 % de son trafic total. Touraine Air Transport verra la fréquentation de ses lignes descendre du littoral chuter de 40 %. L'aéroport de Nantes peut tabler sur la disparition de 30 % de son chiffre d'affaires.

● Le TGV Nord-Européen. Les ministres des transports de Belgique, de France et de la République fédérale d'Allemagne ont décidé, le 12 juillet, de demander pour la fin de l'année 1985 une étude approfondie au groupe qui travaille depuis un an sur ce dossier.

Le groupe tripartite devra préparer le choix des gouvernements en matière de technologie. En effet, les Français mettent en avant leur TGV sur roues. Les Allemands, eux, plaident pour un train sur « coussin magnétique ». Le premier procédé est éprouvé (240 km/h) et moins coûteux. Le second pourrait se révéler plus performant (380 km/h).

Le groupe a retenu l'hypothèse d'une mise en service, en 1992, d'une ligne, en très grande partie nouvelle, de 522 km entre Paris, Bruxelles et Cologne. Des embranchements pourraient aussi desservir Liège et Aix-la-Chapelle. De Paris à Cologne, la durée du voyage le plus rapide est actuellement de 5 heures. Elle serait ramenée à 2 h 45 environ avec la technique sur roues et à 1 h 50 avec la sustentation magnétique. Bruxelles serait ainsi à 1 h de Paris au lieu de 2 h aujourd'hui. Le nombre des voyageurs s'élèverait, en 1992, à 12,7 millions avec les liaisons en service, à 17,5 millions avec un TGV sur roues et à 18,2 millions avec un TGV sur « coussin magnétique ».

LA NOUVELLE LIGNE ENTRE PARIS ET LE MANS-TOURS



finance pour l'industrie

L'Assemblée des Participants au capital de l'Istituto Mobiliare Italiano a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1984. Le bilan de cet exercice a été certifié par les réviseurs comptables Prêts en-cours: 21.476 milliards de livres Arthur Andersen and Co. s.a.s. Bénéfice net : 142 milliards de livres

2.457
milliards de livres

Capital appelé et réserves : 1.655 milliards de livres
Provisions pour risques : 802 milliards de livres

ISTITUTO MOBILIARE ITALIANO - organisme de droit public
Siège central à Rome (Italie) - Sièges des contrôles étrangers et des bureaux de représentation à l'étranger: Bruxelles, Francfort-sur-le-Main, Jersey (Iles Anglo-Normandes), Londres, Luxembourg, Mexico, Rotterdam, Zurich, Washington.
Bureaux régionaux en Italie: Milan, Turin, Gênes, Padoue, Venise, Bologne, Florence, Rome, Naples, Bari, Catane.

Le coût de construction et d'aménagement du TGV atteindrait 14,5 milliards de francs dans l'hypothèse « roues » et 22 milliards de francs dans l'hypothèse « magnétique ». L'excédent d'exploitation serait positif dès la première année de fonctionnement, soit 1,1 milliard de francs dans la première hypothèse et 900 millions dans la seconde.

Là encore, le trafic aérien risque d'être touché par la concurrence de ce train très performant entre Paris et Bruxelles et entre ces deux capitales et les villes allemandes suivantes: Bonn, Cologne, Düsseldorf et Francfort. Le choc sera encore plus rude si - après demain - le tunnel sous la Manche permet à des TGV anglais de rejoindre le continent.

● Le TGV Est. Pour apaiser les Lorrains, dont la sidérurgie subira une profonde restructuration, le président de la République avait notamment déclaré, le 4 avril : « Il

faudra accroître les mesures de désenclavement pour que la Lorraine soit ouverte davantage sur l'Europe, et c'est pourquoi on devra accélérer les démarches déjà entreprises avec les pays voisins pour que le TGV, par exemple, à partir de notre capitale et en passant par la Lorraine, puisse joindre les grands pays voisins, notamment l'Allemagne et Francfort ».

Toutes les études menées antérieurement avaient conduit à la non-rentabilité de cette nouvelle ligne, dont la construction coûterait de 10 à 12 milliards de francs. Pour concrétiser les promesses présidentielles, une commission d'études sera mise en place à l'automne 1984.

ALAIN FAUJAS.

(1) - TGV Atlantique. Rapport sur le projet de dossier de l'ouest et du sud-ouest de la France par trains à grande vitesse, 410 pages, 150 F. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Sicav information		Banque Populaire		1810 guichets à votre service	
Situation au 30.6.1984		Actif net (en millions de francs)	Valeur liquidative de l'action (en francs)	Donnée dividende mise en paiement (en francs)	Répartition de l'actif (en %)
Sicav actions		Valeurs françaises	Valeurs étrangères	Autres espèces	Liquidités
FRUITIFRANCE		1316,23	416,36	22,35	91,99
Valeurs internationales		313,62	500,44	25,60	51,39
PLANINTER		295,63	389,36	12,37	51,39
VALOREM		353,29	343,77	16,04	47,90
FRUITIVALOR					40,41
Sicav obligations		Obligations françaises et étrangères	FRUITIDOR	Obligations françaises	SICASDEN (Casden BP)
FRUITIDOR		227,78	207,96	14,24	76,83
Obligations françaises		87,55	851,80	56,87	82,55
SICASDEN (Casden BP)					4,98
Sicav court terme		FRUITIVAR	VALORG (Casden BP)	FRUCTI-ASSOCIATIONS	
FRUITIVAR		2449,23	6108,45	1280,77	82,82
VALORG (Casden BP)		787,28	1180,31		77,77
FRUCTI-ASSOCIATIONS		591,28	1085,28		79,97

Carnet des entreprises

Société française HOECHST

Monsieur HENRI MONOD, président de la Société Française Hoechst a été élu, le 20 juin 1984, à la vice-présidence du conseil de surveillance de Roussel-Uclaf.

Monsieur Henri Monod succède à Monsieur Kurt Lanz qui a été nommé président d'honneur de la société.

Henri Monod, né en 1924 à Bône, Algérie, est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. En 1950, il entre dans le groupe Roussel-Uclaf et devient en 1959 le plus proche collaborateur de Jean-Claude Roussel ; il prend une part active à la fusion des laboratoires qui ont donné naissance à Roussel-Uclaf.

En 1968, Henri Monod participe aux accords entre Hoechst et Roussel-Uclaf, accords qui renforcent les moyens d'action au plan mondial de la société française. En 1974, il est nommé membre du directoire de Roussel-Uclaf, et prend en 1978, la vice-présidence du directoire de la Société française Hoechst tout en conservant ses fonctions chez Roussel-Uclaf.

En 1981, Henri Monod accède à la vice-présidence du directoire de Roussel-Uclaf.

En 1983, il est appelé à la présidence du directoire de la Société française Hoechst.

Outre les fonctions précédentes, Henri Monod est président de la chambre syndicale des industries chimiques de l'Île-de-France et administrateur de l'Union des industries chimiques. Il est également administrateur de Paribas gestion et de Vie-Banque.

Pour tous renseignements sur la carrière, téléphoner à : 770-85-33.

OUVERTURE DU PREMIER TRONÇON DE L'AUTOROUTE A 14 SOUS LA DÉFENSE

Le premier tronçon de l'autoroute A14 sous La Défense (Hauts-de-Seine), entre le pont de Neuilly et la route nationale 314, a été ouvert le mercredi 25 juillet dans le sens Paris-province. D'une longueur de 2,2 kilomètres dont 1,350 kilomètre en souterrain, il devrait être emprunté par quarante mille véhicules par jour. Pour des raisons de sécurité, il est pour le moment classé route nationale, la vitesse étant limitée à 60 kilomètres/heure. Ce tronçon est accessible par les automobilistes venant du pont de Neuilly et de la bretelle d'accès de la voie rapide des bords de Seine à Courbevoie. Il permet de rejoindre la RN192 en direction de Courbevoie, la RN13 vers Rueil et Saint-Germain-en-Laye et l'autoroute A86.

MARCHÉ

PARIS

25 juillet

Encore soutenu

Le marché des valeurs a continué sa progression hier, le 25 juillet, sous l'impulsion de la hausse des actions étrangères, notamment américaines. Les indices de référence ont enregistré de nouvelles hausses, confirmant la tendance optimiste initiée ces dernières semaines. Les investisseurs ont réagi favorablement aux perspectives de croissance économique et aux résultats positifs de nombreuses sociétés cotées en bourse.

LA VIE

Le point de vue des investisseurs : les marchés financiers continuent de montrer une certaine résilience malgré les incertitudes géopolitiques. Les analystes soulignent la solidité fondamentale de l'économie française et l'attrait des valeurs étrangères pour diversifier les portefeuilles. Les investisseurs institutionnels restent actifs, cherchant à profiter des opportunités de croissance à long terme.

INDICES QUOTIDIENS : Le CAC 40 a terminé sa séance à 12 450 points, en hausse de 150 points par rapport à la veille. Les indices européens ont également progressé, reflétant une bonne humeur générale sur les marchés financiers.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE : Les taux d'intérêt à court terme restent stables, tandis que les taux à long terme continuent de baisser, soutenus par les anticipations de baisse de l'inflation.

TAUX DU DOLLAR A TERME : Le dollar américain se maintient à un niveau élevé, soutenu par la position de la Fed et les flux de capitaux internationaux.

VALEURS : Parmi les valeurs en hausse, on note les actions américaines, les valeurs technologiques et les sociétés à fort potentiel de croissance.

Les investisseurs restent vigilants face aux évolutions du marché, mais la confiance demeure globalement intacte. Les perspectives de croissance à long terme continuent d'être le facteur déterminant dans les décisions d'investissement.

مركز الصحافة

Les frustrés

vision du matin.

ANNICK COJEAN.

Administration est prévu pour le vision du matin.
soit prochain.

ANNICK COJEAN.

une formation de 300 f), cum, les économies de fonctionnement d'administration est. prévu pour le 7 août prochain.

65. Champs-Elysees-8

	B	C	D	F	G
--	---	---	---	---	---